



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 014 • 3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 28 avril 2010

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mercredi 28 avril 2010

• (1250)

[Traduction]

Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)): La séance est ouverte.

Il est 12 h 50, 10 minutes avant l'heure à laquelle nous devrions commencer, mais cinq de nos témoins sont déjà arrivés, et nous inviterons les autres à se joindre à nous au fur et à mesure. L'une des raisons pour lesquelles j'essaie de commencer plus tôt, si c'est possible, c'est qu'on dirait que nous sommes toujours à court de temps, et plus les témoins peuvent nous en dire, mieux c'est.

Avant de commencer, j'aimerais souhaiter la bienvenue à tous nos témoins d'aujourd'hui; je vous remercie beaucoup de prendre le temps de venir nous parler malgré des horaires chargés. Nous sommes impatients de vous entendre.

Vos déclarations préliminaires devraient être d'une durée de cinq à sept minutes. Je vais vous faire signe quand vous en serez à cinq minutes. Je ne serai pas trop sévère à votre égard, mais essayez d'être bref; nous aurons plus de temps pour poser des questions et, dans vos réponses, vous pourrez toujours approfondir sur certains aspects dont vous n'aurez peut-être pas parlé dans votre exposé.

Cela dit, nous allons procéder en suivant la liste qui m'a été fournie.

Monsieur Stuart Person, vous êtes le premier, vous avez de cinq à sept minutes. Merci.

M. Stuart Person (fermier, à titre personnel): Merci beaucoup pour l'invitation.

Bon après-midi, mesdames et messieurs. Je m'appelle Stuart Person. Je suis producteur de céréales dans la région de Prince Albert, et je suis aussi conseiller en affaires agricoles. Aujourd'hui, je suis ici en tant que producteur de céréales et je ne représente pas mon organisation.

On m'a dit que la discussion porterait sur les difficultés et les problèmes que rencontrent les jeunes agriculteurs canadiens; j'ai donc pensé à quelques éléments qu'il serait intéressant de souligner.

L'un des problèmes de l'industrie, c'est la sensibilisation du public. Que peut-on faire pour que le grand public soutienne l'agriculture au Canada? J'ai passé un certain temps aux États-Unis par le passé, et on dirait que les gens là-bas se rallient beaucoup plus à la cause des agriculteurs, et on en entend beaucoup plus parler; je pense qu'aux États-Unis l'agriculture attire beaucoup plus de gens. À mon avis, nous avons de la difficulté à rendre l'industrie attrayante aux yeux des jeunes; il faudrait peut-être y accorder une attention plus positive et veiller à ce que la population comprenne l'importance qu'elle revêt pour notre pays.

Le deuxième problème, c'est la rentabilité. Pour attirer les jeunes, l'industrie doit être rentable. Cette nouvelle génération est très mobile. Les jeunes ne se contentent plus de rester à la maison. Ils

sont de plus en plus instruits, et beaucoup de possibilités de carrière s'offrent à eux.

Nous devons nous interroger sur l'importance que revêt la sécurité de l'approvisionnement alimentaire pour le Canada, et aussi pour le reste du monde, en tant qu'exportateurs. Nous devons tenir compte de divers aspects, comme les marchés auxquels nos produits sont destinés. Le commerce international est un enjeu très politisé, et les coûts associés aux obstacles commerciaux ont des répercussions directes sur les producteurs ici, au Canada. Comme le Canada est un grand exportateur de produits agricoles, nous devons tenir compte de ces éléments lorsque nous parlons d'agriculture. En plus de trouver des marchés pour nos produits, nous devons examiner la possibilité de continuer d'investir davantage dans des produits à valeur ajoutée ici, en occident. Nous devons exporter des produits finis plutôt que des produits bruts.

L'accès à des capitaux constitue un énorme problème pour les jeunes agriculteurs. Je vais vous donner rapidement quelques chiffres. Si l'on prend comme exemple une nouvelle ferme, il faut compter, dans l'Ouest du moins, un investissement dans l'équipement de 250 \$ à 300 \$ l'acre. Le prix des terres, qui est à la hausse, varie de 500 \$ à 1 000 \$ l'acre pour une terre agricole, et les besoins de trésorerie annuels pourraient varier de 225 \$ à 300 \$ l'acre pour un producteur de céréales. Je dois préciser que je parle surtout de la culture céréalière parce que c'est ce que je fais.

Donc compte tenu de ces chiffres, les exploitations agricoles doivent être de taille suffisante pour être viables à long terme. Pour une exploitation céréalière de 3 000 acres, ce qui de nos jours est dans la moyenne ou inférieur à la moyenne, on parle de trois quarts de millions de dollars pour l'équipement et de trois quarts de millions de dollars pour la trésorerie. Alors comment un jeune peut-il vraiment arriver dans cette industrie et faire face à de telles exigences en matière de trésorerie?

La situation est la même pour un jeune qui reprend la ferme de ses parents. Les parents veulent prendre leur retraite, et ils ont besoin de l'argent qu'ils ont investi dans l'entreprise. Pour la plupart d'entre eux, leur ferme constitue la totalité de leur régime de retraite. Alors comment pouvons-nous aider ces jeunes à faire la transition et à reprendre avec succès la ferme familiale?

J'aimerais parler rapidement des programmes agricoles. Cultivons l'avenir est un excellent programme du gouvernement. Il favorise l'éducation et l'innovation. Il apporte une aide aux jeunes qui veulent reprendre la ferme familiale, et il contribue à l'établissement de nouvelles entreprises en aidant les agriculteurs à être de meilleurs entrepreneurs. Une augmentation des fonds consacrés à ce programme ne ferait pas de mal. Je ne suis pas certain que, de nos jours, un montant de 4 000 \$ par agriculteur soit suffisant. Ces jeunes auraient probablement besoin de beaucoup plus pour démarrer. Il faudrait jeter un coup d'oeil à la bureaucratie associée à ces programmes, parce que les coûts liés à leur administration sont très élevés. Nous pourrions peut-être chercher à les administrer de façon un peu plus efficiente.

Le programme Agri-stabilité est un excellent concept, même s'il a encore besoin de quelques ajustements. Il convient très bien aux producteurs de céréales, mais ne donne pas d'aussi bons résultats pour les éleveurs d'animaux de ferme. Il pénalise les exploitants de ferme mixte qui diversifient eux-mêmes leurs activités, mais il procure une stabilité aux jeunes agriculteurs qui arrivent sur le marché en leur donnant un peu plus d'assurance.

• (1255)

Le programme Agri-Investissement est très bon aussi, mais il pourrait être plus efficace pour les grandes fermes. Le plafond de 22 000 \$ est un peu trop bas. On devrait peut-être calculer le plafond en fonction de la marge de référence pour que ces exploitations agricoles soient en mesure d'assumer le 15 p. 100 de la marge qu'elles sont censées être en mesure d'assumer. On pourrait offrir à ces agriculteurs un taux d'intérêt préférentiel pour les inciter à laisser l'argent investi dans leurs comptes. À l'heure actuelle, les taux d'intérêt sont plutôt bas, ce qui incite la plupart des agriculteurs à retirer l'argent lorsqu'ils en ont l'occasion.

Je vais parler brièvement de l'assurance-récolte de la Saskatchewan. Ce n'est pas un programme fédéral, mais c'est un bon programme. Pour les jeunes agriculteurs, ce programme devrait être modifié légèrement, pour permettre aux nouveaux agriculteurs de bénéficier de réductions proportionnelles adéquates.

Le programme d'avances est excellent, mais il est peut-être un peu désuet pour l'Ouest canadien. Les limites sont un peu trop basses maintenant. On commence à voir des exploitations agricoles de 5 000, 10 000 et 15 000 acres. Par conséquent, la limite des avances de fonds établie à 400 000 \$ n'est pas suffisante pour ces agriculteurs, surtout si la Commission canadienne du blé leur impose des restrictions quant au moment où ils peuvent commercialiser leurs produits. Il serait avantageux de calculer les avances de fonds en fonction du nombre d'acres; disons, 150 \$ l'acre.

Pour ce qui est du monopole de la Commission canadienne du blé, je pense que nous devons continuer d'étudier la question pour nous assurer que c'est bien ce qu'il nous faut. Personnellement, je pense que c'est une organisation qui ne rend pas suffisamment de comptes pour permettre aux agriculteurs de maximiser leurs profits dans l'avenir.

L'infrastructure de ce pays est aussi une question sur laquelle nous devons nous pencher. Surtout dans l'Ouest canadien, où les voies ferrées ont été retirées, ce qui nuit à notre rentabilité. Cette mesure a aussi de graves conséquences pour l'infrastructure routière de la province. Nous devons chercher à résoudre le problème. Par ailleurs, pour que le Canada soit plus concurrentiel, nous devons déterminer quelles autres entreprises ferroviaires seraient autorisées à exercer ses activités ici et quels autres ports nous pourrions utiliser en Amérique du Nord.

Enfin, il convient tout à fait d'investir dans le domaine de la recherche et du développement. Tout le monde bénéficie de la recherche et du développement, et je souhaiterais que l'on continue d'investir des fonds dans la création de nouvelles céréales et de nouveaux produits que nos agriculteurs pourraient cultiver et commercialiser.

Mon dernier point porte sur la provenance du financement de l'agriculture au Canada. Tous les jeunes agriculteurs avec qui je fais affaire — ou beaucoup d'entre eux, devrais-je dire — ont un emploi à l'extérieur de la ferme. Ils travaillent à l'extérieur de la ferme pendant tout l'hiver pour avoir de l'argent à investir dans leur entreprise. Ils n'auraient pas besoin de le faire. Bon nombre d'entre eux pourraient très bien vivre de l'argent qu'ils gagnent pendant l'hiver, mais ils choisissent de l'investir. Alors quand on cherche à savoir qui finance qui dans le domaine de l'agriculture, il est évident que les agriculteurs mettent beaucoup d'argent de l'extérieur dans cette industrie. Manifestement, ils aiment leur industrie et ils veulent le faire, moi y compris. C'est dommage, mais c'est comme ça; peut-être que dans l'avenir nous pourrions laisser tomber cette pratique.

Le président: Merci beaucoup, Stuart.

Je m'adresse à la personne qui se trouve au fond de la salle avec une caméra; nous essayons de tenir une réunion, si cela ne vous dérange pas...

Une voix: [Note de la rédaction: inaudible]...c'est une séance publique. Pourquoi les médias ne peuvent-ils pas —

Le président: La présence des médias est autorisée, monsieur. Je ne le savais pas avant —

Une voix: [Note de la rédaction: inaudible]

Le président: Monsieur, ne tirez pas sur le messenger. Je n'ai pas d'objection à ce que la séance soit enregistrée mais, en vertu des règles parlementaires, une permission doit être obtenue à l'avance. Je ne le savais pas. Quoi qu'il en soit, on apprend toujours quelque chose et c'est ce que nous avons appris aujourd'hui.

Vous pouvez rester. Nous n'interdisons jamais la présence des médias. Nous sommes ici pour entendre des témoignages sur l'avenir de l'agriculture, et nous voulons poursuivre.

Madame Regier, s'il vous plaît, vous avez de cinq à sept minutes.

• (1300)

Mme Kalissa Regier (à titre personnel): Bon après-midi —

Le président: Excusez-moi.

Monsieur Bellavance.

[Français]

M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ): J'aimerais avoir une précision concernant la prise d'images. Je ne sais pas ce que veut le journaliste. S'il veut avoir l'intégralité du comité, ça risque d'être un peu long. Toutefois, s'il ne veut que prendre quelques images du comité en action, sans nécessairement tout filmer... Il faut des images pour la télévision, c'est sûr. Après la réunion du comité, j'imagine que les députés et les témoins seront disponibles et pourront donner des entrevues. Ça pourrait être un arrangement acceptable, mais je ne sais pas si c'est possible de le faire.

[Traduction]

Le président: Comme je l'ai dit, André, je ne m'oppose absolument pas à la présence de ce journaliste. Je n'y vois absolument rien de mal. Il s'agit des règles parlementaires. S'il nous était possible de régler la situation par un consentement unanime, ce serait formidable.

Wayne, allez-y.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Je pense que les comités sont maîtres de leur propre destinée, monsieur le président.

Il doit y avoir une procédure. Habituellement, si nous avons le consentement unanime du comité, de toutes les parties et les personnes présentes, vous pouvez faire ce que le comité décide de faire.

Alors y a-t-il une solution possible ici, Isabelle, ou non?

Le président: Il est écrit qu'il faut avoir l'autorisation de la Chambre des communes. C'est ce qui est écrit, mais nous sommes maîtres de notre propre destinée.

C'est malheureux. Il y a un autre groupe qui en a fait la demande à l'avance... Leur demande a été refusée, alors nous devons être conséquents. Je ne sais pas si vous voulez aller plus loin ou laisser les choses telles quelles.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NP): Je n'ai aucune objection à ce que les médias soient présents et à ce que l'on nous filme. Après tout, nous sommes ici pour montrer ce que vivent les jeunes agriculteurs. Alors, à mon avis, si nous pouvions permettre cela et en arriver à un consensus, ce serait merveilleux. Je serais prêt à sortir en courant pour essayer de rattraper ce type et le ramener, si vous le voulez.

Je sais qu'il y en a d'autres qui aimeraient nous filmer.

Le président: Régions cette question rapidement. Est-ce que tout le monde est d'accord pour que nous suivions les règles, ou —

L'hon. Wayne Easter: Je propose, monsieur le président, que nous permettions la présence des médias. S'ils veulent nous filmer, c'est d'accord. L'un des problèmes que nous avons dans le secteur de l'agriculture, c'est que les médias ne parlent pas suffisamment des difficultés rencontrées et des solutions possibles.

Alors c'est ce que je proposerais.

Le président: M. Hoback appuie cette proposition.

Il n'y aura pas de discussion sur le sujet.

(La motion est adoptée)

Le président: C'est unanime.

Donc les médias peuvent rester, et si quelqu'un peut rattraper les deux hommes qui viennent tout juste de partir, ce serait formidable.

Quoi qu'il en soit, madame Regier, allez-y.

Mme Kalissa Regier: Merci, monsieur le président.

Je vais essayer d'être brève. Vous allez me chronométrer, n'est-ce pas?

Le président: Toutes mes excuses. Nous recevons un grand nombre de témoins, et si chacun prenait 10 minutes, nous n'aurions plus de temps pour les questions.

Mme Kalissa Regier: D'accord.

J'ai une exploitation agricole située à environ 70 kilomètres au nord de Saskatoon, près de la petite ville de Laird. J'y suis depuis sept ans maintenant. Je suis revenue à l'agriculture après avoir fait autre chose pendant plusieurs années. Je suis revenue pour voir s'il m'était possible d'influencer le cours des choses au sein de ma collectivité, et pour voir ce qu'il m'était possible de réaliser dans une ferme. Depuis le début, je n'ai fait qu'apprendre et vivre des expériences extraordinaires.

Je suis ici à titre personnel, en tant que jeune agricultrice. J'ai consacré une bonne partie des quatre dernières années de ma vie au Syndicat national des cultivateurs, et il m'est impossible de me

détacher de cette expérience. J'ai eu l'occasion de passer pas mal de temps à l'étranger, et j'ai rencontré de jeunes agriculteurs de pays en développement et de partout en Europe avec qui j'ai pu discuter de nombreux sujets qui sont à l'ordre du jour ici, aujourd'hui.

J'ai l'impression que le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire ne mènerait pas d'étude à l'échelle nationale sur les jeunes agriculteurs et l'avenir de l'agriculture si nous n'étions pas dans une situation tout à fait désastreuse. À mon avis, cette étude a lieu deux décennies trop tard, malheureusement. Nous sommes en situation de crise en ce qui a trait aux jeunes agriculteurs. Nous avons des statistiques qui le démontrent. En 15 ans — du recensement de 1991 à celui de 2006 — nous avons perdu 62 p. 100 des agriculteurs âgés de moins de 35 ans.

Aucune industrie sur la planète ne tolérerait de telles pertes. Quel que soit le modèle d'agriculture que vous suivez, une telle situation n'est pas viable. Nous sommes en train de perdre nos agriculteurs.

En me fondant sur ma propre expérience, j'aimerais d'abord vous parler de certains des problèmes qui me semblent importants. Je vais ensuite vous proposer des solutions à court terme qui, à mon avis, pourraient donner des résultats.

Il n'est pas étonnant que les jeunes agriculteurs et les nouveaux agriculteurs débutent à petite échelle. C'est exactement le même principe dans n'importe quelle autre profession. C'est un peu comme si on demandait à un député où il a commencé sa carrière politique. Ce n'est probablement pas à la Chambre des communes. Alors quand on parle de jeunes agriculteurs et de nouveaux agriculteurs, on parle aussi de petits agriculteurs. On parle aussi d'un groupe de gens qui sont vraiment sous-représentés au gouvernement et dans le secteur privé. C'est à eux que nous devons penser pendant nos discussions.

Les jeunes agriculteurs qui sont ici aujourd'hui et les jeunes agriculteurs canadiens — nous sommes environ 29 000 âgés de moins de 35 ans — ont été témoins de l'élimination de ces petites fermes. C'est ce que nous avons connu. De toute notre vie, c'est le seul exemple que nous ayons eu en matière d'agriculture. C'est la raison pour laquelle nous sommes aujourd'hui parmi les gens les plus créatifs, les plus tenaces et les plus disposés à prendre des risques au Canada.

Malheureusement, partout dans le monde, on est en train d'éliminer les mécanismes destinés à soutenir les petits agriculteurs, et le Canada ne fait pas exception. Actuellement, l'endettement agricole au Canada s'élève à environ 62 milliards de dollars. Si cet endettement doit être transféré à la prochaine génération, nous devons absolument faire preuve de créativité pour trouver des solutions financières.

● (1305)

Sur le plan du financement à petite échelle, nous avons besoin de programmes administrés à l'échelon régional qui permettent aux jeunes des collectivités rurales d'avoir accès aux capitaux dont ils ont besoin pour lancer leurs petites exploitations. S'ils choisissent de prendre de l'expansion, c'est leur choix, mais ils doivent avoir la possibilité de commencer à petite échelle.

En ce qui concerne les programmes d'assurance-récolte prévus en vertu des lois provinciales, les jeunes agriculteurs doivent pouvoir bénéficier de programmes qui garantissent le coût de la production pendant les cinq premières années. L'aide devrait s'étendre sur cinq ans. Nous avons besoin d'un système de transfert des terres qui sert à autre chose qu'à enrichir les banques. Nous versons tellement d'argent en intérêt au titre de ce système, et c'est ce qui finance la production agricole en ce moment.

Nous devons aussi envisager sérieusement d'abaisser à 500 000 \$ le plafond du programme Agri-stabilité. Le plafond actuel de 3 millions de dollars n'a pas sa raison d'être. C'est assez ridicule, en fait, alors je pense que je n'ai pas besoin d'en dire davantage.

En conclusion, monsieur le président, la fin est proche, les preuves sont claires et les chiffres diminuent. Votre étude arrive quelques décennies trop tard, mais je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de témoigner et de représenter mes pairs de l'ensemble du pays. Je tiens vraiment à exprimer ma gratitude envers le comité permanent de s'être donné la peine d'entreprendre cette tournée. Je pense qu'il était grand temps de le faire.

Merci.

• (1310)

Le président: Merci, madame Regier. J'apprécie votre commentaire. Nous sommes heureux d'être ici. Nous avons l'impression qu'il valait mieux pour nous d'aller vers les jeunes agriculteurs que de nous attendre à ce qu'ils viennent à Ottawa, alors nous vous remercions.

Mme Stefanyshyn-Cote est notre prochain témoin; vous avez de cinq à sept minutes.

Mme Barb Stefanyshyn-Cote (à titre personnel): Bon après-midi. Mon conjoint, John Cote, vous prie de l'excuser de ne pas être ici mais, quand nous avons reçu l'invitation, nous voulions tous les deux assister à la séance, et je regrette vraiment de vous dire que John est très mauvais au tir au poignet.

John et moi avons une exploitation agricole à Leask, qui se trouve à environ 70 milles au nord de Saskatoon. Nous avons quatre enfants qui prennent part aux activités de la ferme. Notre entreprise s'appelle Lumec Farms, et c'est une ferme céréalière. Notre exploitation aura 90 ans l'an prochain. Il n'y a pas beaucoup d'entreprises qui peuvent se vanter d'un tel exploit et, en Saskatchewan, au moins, nous faisons partie des jeunes.

Il va sans dire que l'agriculture a été bonne pour nous. Notre exploitation agricole a évolué au fil des ans; de ferme mixte, elle est devenue une ferme céréalière, puis une ferme céréalière à grande échelle et enfin une ferme céréalière diversifiée, qui comprend une entreprise de consultation en nutrition animale et des partenariats dans une concession de combustible et de fertilisant. Le changement constant, c'est presque le seul élément constant dans notre exploitation.

Pour nous, l'agriculture est une entreprise fantastique depuis trois générations: nos grands-parents, nos parents et maintenant mon conjoint et moi. Mais qui sait si la prochaine génération va suivre la même voie? Et est-ce une mauvaise chose? Peut-être pas. Si mes enfants choisissent de ne pas revenir à l'agriculture, cela ne signifie pas que la terre restera inexploitée. Cela ne signifie pas que la production mondiale va chuter. J'ai vu de nombreux agriculteurs quitter l'industrie, mais je n'ai pas encore vu une seule ferme rester inexploitée. Depuis que nous avons laissé la vie de chasseurs-cueilleurs pour nous adonner à l'agriculture, pour cultiver nos propres produits, des gens quittent ce genre d'entreprise et vont s'installer en ville. C'est une tendance à laquelle il est très difficile de résister. Si on veut accroître l'activité dans les régions rurales de la Saskatchewan ou de n'importe quelle autre province — si c'est ce que nous voulons faire — il faudrait peut-être s'intéresser à ce qui se passe en dehors du domaine de l'agriculture.

Voici quelques idées. À l'heure actuelle, les exploitations agricoles prennent de l'expansion parce que c'est le seul moyen d'être rentable. Ce n'est pas parce que nous voulons une exploitation à grande

échelle. Nous ne sommes pas Conrad Black. Nous ne cherchons pas à dominer l'industrie. Nous essayons simplement d'avoir un peu d'argent dans nos poches, et les économies d'échelle nous permettent d'y arriver. L'étendue des terres disponibles est limitée. Si on les divise, si on doit passer à des économies d'échelle, on se retrouve avec des exploitations agricoles plus grandes. Mais ce n'est peut-être pas ce que nous voulons. Nous voulons peut-être que les gens reviennent à l'agriculture, et si nous voulons qu'ils reviennent, nous devons prendre certaines mesures.

Mais il y a un autre problème qui découle du fait que les gens ne reviennent pas à l'agriculture. Si mes enfants choisissent un autre domaine, comme je l'ai dit, la terre continuera d'être cultivée et la production va se poursuivre. Le seul problème à mes yeux, c'est que la collectivité va en souffrir parce que mes enfants ne restent pas ici. Mes enfants sont partis parce qu'il n'y a pas d'assises industrielles, il n'y a rien qui les retienne ici. S'ils partent, la taille de la collectivité diminue. Les services diminuent. Les agriculteurs qui restent sont pénalisés parce que, là où ils sont, l'accès aux services de santé est limité, il n'est pas possible d'avoir un enseignement de qualité et il n'y a aucun dentiste dans un rayon de 100 milles. C'est cher payé pour demeurer sur la terre et produire de la nourriture pour tout le monde; à mon avis, ce n'est pas très équitable.

C'est l'absence de soins de santé d'urgence qui nous inquiète vraiment. Je n'ai pas besoin qu'il y ait un médecin dans ma ville au cas où j'aurais une grippe. Je peux conduire pour aller me faire soigner. Mais si je me coupe un bras dans une presse à fourrage, je veux quelqu'un immédiatement et je veux recevoir de bons soins. J'ai eu quatre enfants. J'ai accouché dans un hôpital qui se trouve à 70 milles de chez moi. Personne dans n'importe quelle autre ville ne peut en dire autant. Que ce soit à Toronto, ou même à Saskatoon, personne ne fait plus d'une heure de voiture pour aller accoucher. Pourquoi est-ce que je devrais payer ce prix tout simplement parce que j'ai choisi l'agriculture?

Si nous voulons réellement que les agriculteurs reviennent à la terre, j'ai quelques idées à vous proposer. Mon conjoint et moi avons réfléchi à la question. Nous pensons vraiment que l'agriculture est un domaine fantastique.

Le premier aspect auquel nous devons nous intéresser, ce sont les subventions. À l'heure actuelle, les agriculteurs canadiens reçoivent du financement à divers niveaux et dans le cadre de divers programmes. Soit. Le bon sens vous amène à penser que ces subventions sont utiles, mais ce qui se produit au bout du compte, c'est que l'argent est réinvesti dans la ferme. Par conséquent, le prix de la terre augmente, les affaires augmentent et les jeunes agriculteurs ont de la difficulté à prendre leur place.

• (1315)

Quelqu'un qui fait de l'agriculture depuis 20 ou 30 ans, subventionné à ce niveau, a davantage les moyens d'acheter un bien qu'un nouvel agriculteur. Il n'y a aucun doute là-dessus. À titre de solution, on pourrait peut-être commencer à réduire les subventions. Comme Kalissa l'a dit, accordez des subventions pendant les cinq premières années aux personnes qui en ont besoin pour lancer leur entreprise. Réduisez-les ensuite à mesure que les agriculteurs vieillissent et que leur situation se stabilise. Cette mesure pourrait les inciter à laisser leur ferme à quelqu'un d'autre qui démarre.

Associez les subventions à l'éducation: si vous ne suivez pas de formation avancée, vous n'êtes pas admissibles aux subventions. Si nous n'améliorons pas l'enseignement agricole et que nous n'avons pas d'agriculteurs forts et brillants, je pense que l'avenir de l'agriculture est en jeu.

Stuart a parlé de la promotion. L'agriculture a mauvaise presse. Mais nous nous servons du bassin agricole actuel pour les remplacements. Ce bassin diminue, donc nous avons de moins en moins de gens à notre disposition. Nous devons nous tourner vers l'extérieur. Nous devons augmenter le nombre d'événements agricoles, que ce soit dans de grandes fermes ou dans des fermes de petite taille. Il faut que ça bouge. Il se passera alors beaucoup de choses et l'activité accrue stimulera l'économie.

Activons les choses dans le domaine des centrales solaires et des parcs éoliens et dans celui de la bioéconomie. Ce n'est pas économique, n'est-ce pas? C'est là que vous entrez en jeu. Adoptez des lois s'il le faut. Les choses se sont activées dans le secteur de l'éthanol lorsqu'un certain niveau d'éthanol est devenu obligatoire dans l'essence. Si c'est ce qu'il faut faire, c'est peut-être la façon dont les contribuables doivent payer pour protéger l'environnement. C'est la façon de s'y prendre pour faire revenir les gens.

Il y a tellement de choses à dire en si peu de temps. J'aimerais que vous veniez à la ferme à un moment donné. Nous serions heureux d'en discuter.

Le dernier point que je veux soulever, c'est que, quand vous ferez vos évaluations et que vous prendrez vos décisions, je vous prie de ne pas créer de programmes destinés à l'agriculture locale au détriment de l'environnement. L'agriculture ne devrait pas avoir de frontière. Nous devrions planter, cultiver et produire des choses à l'endroit où il convient le mieux de le faire sur la planète.

L'agriculture est de loin la profession la plus noble dans le monde. Et nous avons deux défis à relever. Tout d'abord, nous devons nourrir la planète. Et deuxièmement, nous devons protéger l'environnement. Personne ne va le faire à notre place. Cette question ne relève pas des chefs religieux, ni des médecins, ni des politiciens. Nous sommes sur le terrain. C'est à nous de le faire. Je pense que nous en avons la capacité. J'entends la passion dans la voix de ces jeunes. Ils peuvent nous faire progresser. Nous avons simplement besoin d'un peu d'aide pour mettre les choses en marche.

Merci.

Le président: Merci. C'était un excellent exposé.

Nous passons maintenant à M. Sagan et à M. Hickie. Si je comprends bien, vous êtes ensemble. Vous avez de cinq à sept minutes, allez-y.

M. Ed Sagan (à titre personnel): Bonjour. Mon nom est Ed Sagan.

J'exploite une ferme céréalière et de cultures dans la région de Melville, à environ 400 kilomètres d'ici.

Cette audience me permet de vous parler des problèmes vécus de nos jours par les jeunes agriculteurs.

De nos jours, la dette des agriculteurs dépasse leur revenu total tandis qu'un jeune peut obtenir un diplôme ou apprendre un métier pour un montant qui varie entre 50 000 et 100 000 \$, selon le domaine.

Les jeunes agriculteurs semblent avoir constamment besoin d'aide financière. Aujourd'hui, pour démarrer son exploitation, un agriculteur a besoin d'au moins un million de dollars, ou bien il doit se contenter de machines vieilles de 15 ans, tout en travaillant à l'extérieur pour se garantir un revenu. En 1974, le blé se vendait 2,74 \$ le boisseau alors qu'on achetait le diesel 0,08 \$ le litre. Aujourd'hui, le prix d'un boisseau équivaut à un gallon ou à quatre litres et demi d'essence.

Le système féodal qui avait cours en Europe a incité nos ancêtres à s'établir au Canada. Les barons contrôlaient le système. Au Canada, les agriculteurs sont contrôlés par les multinationales et les politiques agricoles sans queue ni tête de notre gouvernement. La déréglementation de l'agriculture est responsable de cette situation. Il est de plus en plus difficile d'être agriculteur.

En 1980, le groupe de travail sur l'agriculture a souligné que les deux tiers des agriculteurs devaient quitter l'industrie pour que celle-ci soit plus efficace. C'est ce qui s'est produit. Aujourd'hui, les locataires de rang antérieur sont des investisseurs étrangers qui viennent des États-Unis ou de Chine qui achètent des propriétés foncières. Les entreprises céréalières louent aussi des terres qui auraient dû être cultivées par de jeunes agriculteurs.

Pour exploiter notre ferme, nous sommes deux familles de sept enfants. Les terres céréalières occupent 2400 acres, qui auraient dû être transférées à nos enfants. Cependant, aucun d'entre eux ne prend le relais. Pourquoi?

Notre ferme, établie en 1905, appartient à la famille Sagan depuis 105 ans. Je suis un agriculteur de troisième génération qui a incité ses enfants à ne pas suivre ses traces. J'ai exigé que nos enfants obtiennent une excellente éducation ou qu'ils apprennent le métier de leur choix pour qu'ils ne soient pas des agriculteurs exploités financièrement comme leur père l'a été. Les Sagan ne compteront pas une quatrième génération d'agriculteurs.

Statistique Canada a indiqué qu'au cours des 25 dernières années, les fournisseurs d'intrants se sont accaparés 99,6 p. 100 de la richesse générée par nos exploitations. Chaque année, les ventes des agriculteurs s'élèvent en moyenne à 388 \$ l'acre, mais les agriculteurs doivent se contenter d'un revenu net de 1,45 \$ l'acre. Les entreprises qui produisent les intrants et les services — fertilisants, produits chimiques, services bancaires — récoltent 386 \$, ce qui correspond à la part consacrée aux intrants par les agriculteurs, un rendement de 266 p. 100 pour ces entreprises. Comment en sommes-nous arrivés là?

Le tarif du Nid-de-corbeau, qui était crucial pour quiconque s'y connaît le moins en agriculture, a été aboli. Ce fut une grande bataille dans l'Ouest. Nous payions 0,20 \$ par boisseau pour exporter nos céréales sur le marché international. Aujourd'hui, nous payons 1,50 \$.

On a également éliminé le système de double prix du blé.

Les fertilisants et les graines pèsent très lourd sur nos activités printanières. Aujourd'hui, un agriculteur et son épouse doivent avoir un deuxième emploi juste pour payer l'électricité, le téléphone et le gaz naturel. Aucun autre secteur de la société en demande autant.

Bon nombre de problèmes tirent leur source dans les politiques canadiennes en matière d'alimentation et d'agriculture qui ont été mises en oeuvre par des hauts fonctionnaires selon leur compréhension des différences fondamentales entre concurrence et compétitivité.

On favorise la croissance et les grandes exploitations grâce aux fusions, aux acquisitions et à la réduction du nombre de joueurs. Par exemple, il y a 10 ans, on comptait plus de 20 fournisseurs de produits chimiques. Aujourd'hui, il n'y en a plus que six, dont les directions sont interreliées.

Les fusions et les acquisitions ont réduit la concurrence dans tous les secteurs de l'agriculture. Les agriculteurs ont de moins en moins de choix... IH a absorbé des fabricants de tracteurs comme Ford, Case, IH et Steiger. Il y a peu d'entreprises à qui nous pouvons vendre nos céréales. Viterra est un amalgame de SaskPool, de United Grain Growers et de Manitoba Pool. Monsanto, Syngenta Seeds et Bayer ont acheté des douzaines de fournisseurs de semences, et la concentration des fournisseurs leur a donné un grand contrôle. Agrium, CF Industries et Terra Industries sont, pour leur part, responsables de la concentration du marché des fertilisants.

Le droit des agriculteurs de conserver les graines et de les réutiliser est constamment attaqué depuis la convention de 1978 pour réduire le financement de la recherche et de l'élaboration de variétés et pour donner le marché des semences à l'entreprise privée. De récents changements à l'ACIA ont modifié la façon dont les variétés de graines sont enregistrées. Tous ces facteurs contribuent à diminuer la capacité de l'agriculteur de conserver et de réutiliser les graines. C'est très important.

• (1320)

Pour terminer, la Commission canadienne du blé, qui vend nos céréales, est le seul organisme qui retourne ses profits à nos agriculteurs, même si les conservateurs qui nous gouvernent, dans leur grande sagesse, veulent l'abolir. Pourquoi veulent-ils donc former le gouvernement? Je ne comprends pas.

J'ai terminé.

• (1325)

Le président: Il y a des jours où je me pose la même question.

M. Ed Sagan: Je pourrais en dire plus, mais...

Le président: Monsieur Thompson, je suis heureux de vous revoir. Vous avez entre cinq et sept minutes.

M. Ryan Thompson (à titre personnel): Merci.

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui et je remercie le comité de m'avoir invité à prendre part à cette discussion.

J'aimerais tout d'abord vous parler un peu de moi: l'agriculture a toujours fait partie de ma vie. J'ai grandi sur une ferme mixte au sud-est de la Saskatchewan. J'ai étudié à l'Université de la Saskatchewan, où j'ai obtenu un baccalauréat en agriculture et une maîtrise en nutrition des ruminants. Aujourd'hui, j'exploite un troupeau de 250 vaches. De plus, je gère la Border Line Feeders, un parc d'engraissement de 12 000 têtes qui appartient à la collectivité à Ceylon, en Saskatchewan.

Je crois que je suis bien placé, à titre personnel et comme représentant d'un certain nombre d'organismes, pour parler des jeunes agriculteurs. Je suis actuellement le vice-président de la Saskatchewan Cattlemen's Association, qui représente les producteurs bovins de la Saskatchewan. Je siège au Youth Economic Engagement Council of Enterprise de la Saskatchewan et je représente les producteurs bovins à un comité chargé de déménager et renouveler l'unité de recherche sur les bovins à l'Université de la Saskatchewan. Je crois que tous ces groupes sont très intéressés par les discussions que nous avons aujourd'hui.

Nous avons beaucoup entendu parler de l'industrie céréalière. Aujourd'hui, je veux surtout parler de l'industrie bovine. Évidemment, nous sommes très préoccupés par l'âge moyen de nos producteurs et le manque de jeunes dans notre industrie qui, nous le savons tous, connaît des difficultés depuis un certain nombre d'années. Il est difficile de convaincre les jeunes de rejoindre cette industrie. Je pense que nous devons régler certains problèmes. Certains très grands facteurs économiques affectent notre industrie à

l'échelle mondiale et comme nous ne pourrions pas régler ces problèmes ici aujourd'hui, je n'en parlerai pas. Cependant, nous devons concentrer nos ressources sur certains éléments.

Tout d'abord, il y a la formation. Un certain nombre de personnes ont dit aujourd'hui que l'éducation était importante. Je crois que nous devons former nos dirigeants et favoriser la venue de jeunes entrepreneurs. Nous devons remonter jusqu'à l'école secondaire et ajouter des cours au programme. Nous devons enseigner les rudiments de la finance à certains de ces jeunes. Nous devons leur montrer que devenir entrepreneur et démarrer sa propre entreprise est une manière tout à fait légitime de gagner sa vie, qui permet de ne pas travailler pour quelqu'un d'autre. Je pense que nous devons concentrer la formation sur l'entrepreneuriat. Ces jeunes comprennent ce qu'il faut pour diriger une entreprise et que l'entrepreneuriat est une bonne chose. Je crois qu'on pourrait amener quelques-uns de ces jeunes penseurs fonceurs et novateurs dans notre industrie.

Nous devons nous concentrer sur l'infrastructure nécessaire à la formation. J'ai dit que je faisais partie du comité chargé du déménagement de l'unité de recherche sur les bovins à l'université. Cette unité de recherche existe depuis presque 50 ans. Comment allons-nous attirer les jeunes étudiants universitaires dans l'industrie bovine lorsque le centre de recherche ne reflète même pas les pratiques et l'industrie actuelles? Ce sont des secteurs où nous devons concentrer nos efforts. Si nous pouvons nous doter d'installations de pointe et attirer ces jeunes et les former, ils feront partie de notre industrie pour toujours. Je pense qu'il est essentiel que nous financions de telles initiatives. Je sais que certains d'entre vous êtes déjà au courant et que vous recevrez certainement des demandes provenant de divers programmes. Nous aimerions certainement que ce type d'initiatives obtienne un soutien à l'échelle nationale.

Certaines personnes ont parlé aujourd'hui de risque. Le risque est un problème important au sein de l'industrie bovine. Vous savez, il y a de nombreuses années, les fluctuations n'étaient pas aussi importantes qu'aujourd'hui. Les fluctuations qu'on trouve dans le seul marché des devises peuvent constituer un fardeau très lourd pour un agriculteur qui commence. Il ne peut pas gérer certaines de ces fluctuations. On l'a vu l'autre jour lorsque le dollar canadien a perdu un cent et demi par rapport au dollar américain. C'est énorme quand on parle de la valeur de nos produits. Vraiment énorme.

Les programmes actuels de gestion des risques ne favorisent pas les producteurs bovins. Je vais parler de quelques problèmes. Le programme Agri-stabilité — quelqu'un d'autre en a parlé — pénalise en fait les gens qui veulent diversifier leurs activités. Il ne favorise que ceux qui n'ont qu'une activité, qui augmentent leurs marges et subissent des coups durs seulement pour recevoir un paiement. Nous n'avons pas besoin de tels programmes. Ils n'aident pas notre industrie.

Je pense que les programmes devraient être mieux ciblés. Nous avons entendu parler de l'assurance-récolte, qui a aidé l'industrie céréalière pendant des années. L'industrie bovine a besoin d'un programme similaire. Nous avons élaboré — et nous avons travaillé très fort avec le gouvernement — un programme viable d'assurance pour l'industrie bovine. Les jeunes agriculteurs peuvent l'utiliser pour gérer leurs marges d'exploitation. Le programme réagit rapidement: on reçoit le paiement après une ou deux semaines plutôt que deux ou trois ans, comme nous l'avons déjà vu avec certains programmes en vigueur actuellement. C'est simple. Quelle que soit la taille de la ferme, qu'on commence ou qu'on ait de l'expérience, tout le monde peut y faire appel. Les coûts sont gérés efficacement et surtout, on crée une certaine confiance chez les gens, qui ont l'impression de pouvoir gérer les risques et mener leurs activités selon leurs besoins.

• (1330)

J'aimerais également parler du programme d'aide en cas de sinistre qui est en vigueur actuellement. Personne ne sait vraiment ce qui déclenche le programme et qui est admissible. Il faut des paramètres précis pour que les gens sachent où et quand ils pourront obtenir de l'aide. Il y a eu des périodes de grande sécheresse et de pénuries d'aliments pour les animaux en Alberta et en Saskatchewan et personne ne semblait savoir qui avait droit à l'aide. C'est malheureux. Nous devons régler ces problèmes.

Je n'en parlerai pas en détail, mais on a souligné la question du financement à quelques reprises. Si nous voulons attirer les jeunes agriculteurs, nous devons les aider à trouver le financement nécessaire. Les prêteurs ont peur de l'industrie bovine et ils ne veulent pas prêter aux jeunes. Ils n'examinent même plus les plans d'affaires. Ils évaluent la valeur nette d'une personne, et vous savez tous qu'en sortant de l'université, le bilan est négatif. Si nous voulons que les institutions prêteuses examinent les plans d'affaires et la viabilité des entreprises, il faudrait que le gouvernement offre de petites subventions ou des garanties de prêts. Nous devrions nous concentrer là-dessus. Si nous nous tenons vraiment à inciter les jeunes à réintégrer notre industrie, nous devons nous assurer que cette solution sera viable pour eux.

En conclusion, l'industrie bovine doit affronter un grand nombre de problèmes qui ne peuvent pas tous être réglés aujourd'hui. Nous devons veiller à ce que cette industrie demeure une composante viable de l'économie canadienne. Si nous pouvons faire en sorte que notre industrie soit profitable, tout en réglant quelques-uns de ces problèmes et en attirant les jeunes, il ne sera pas nécessaire de revenir vous voir. Ces jeunes prendront les entreprises et s'en occuperont, ce qui assurera l'avenir de l'agriculture en Saskatchewan.

Je vous remercie une fois de plus de m'avoir accordé ce temps. Je vous en suis reconnaissant.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Thompson.

Nous passerons maintenant la parole à M. Voldeng pour cinq à sept minutes.

M. Rodney Voldeng (à titre personnel): Bonjour, je m'appelle Rodney Voldeng. J'exploite une ferme avec mon frère à Naicam, en Saskatchewan, à environ 100 kilomètres au nord-est d'ici. Je suis également le président de Saskatchewan Young Ag-Entrepreneurs, une organisation de la province qui considère que, de nos jours, tout agriculteur de moins de 40 ans est un jeune agriculteur.

C'est drôle: nous avons eu une conférence à laquelle 70 personnes ont assisté, et quelqu'un m'a dit: « Oh! Tous les agriculteurs de la

Saskatchewan sont ici. » C'est l'opinion générale, et elle a été réitérée par d'autres également.

J'aimerais expliquer pourquoi je suis retourné à l'agriculture après mes études universitaires. Ma première motivation a été l'argent parce qu'il y a de nombreuses occasions d'affaires en agriculture. Il n'y avait pas d'autres jeunes qui y retournaient. On entend toujours dire que l'âge moyen est de 60, 55 ou même 80 ans. Je me disais que ce serait une excellente occasion. Ça fait maintenant 14 ans que je suis de retour dans l'agriculture, depuis la fin de mes études universitaires, ce qui peut vous étonner. Ces gens exploitent toujours des fermes et n'ont pas encore cessé de travailler, mais ils le feront tôt ou tard. Je perçois toujours ça comme une excellente occasion. Je suppose que je suis un éternel optimiste. Je vois des occasions pour l'agriculture et les jeunes au moment où d'autres quittent l'industrie.

À l'heure actuelle, il est très difficile de prendre de l'expansion lorsqu'on est criblé de dettes et qu'on est en compétition avec des gens qui ont considérablement plus de capitaux propres que nous. J'imagine que ça recoupe ce que d'autres ont dit au sujet de l'accès à plus de financement. Cependant, même si nous avons accès à plus de financement, nous devrions tout de même rembourser nos dettes. C'est une impasse.

La deuxième raison pour laquelle je suis retourné à l'agriculture tient en partie du style de vie. J'aime être autonome. J'ai pensé aux autres entreprises que j'aurais pu démarrer, et l'agriculture était un domaine dans lequel je pouvais me lancer à ce moment-là et qui avait des possibilités d'expansion.

J'apporterai quelques points afin que vous puissiez les transmettre aux jeunes pour les encourager à entrer dans l'industrie, en diffusant et en faisant la promotion des aspects positifs de l'agriculture. Il faut arrêter de parler de l'agriculture et des subventions. C'est tout ce dont nous entendons parler dans les nouvelles, mais l'agriculture ne tient pas qu'à ça. Nous sommes les environnementalistes de la terre; comme d'autres l'ont déjà dit, nous prenons soin de la terre. Il faut vraiment promouvoir une image positive de l'agriculture.

J'ai rencontré mes amis de l'université qui habitent à Edmonton ou à Saskatoon. Ils me posent des questions au sujet de l'agriculture, mais ils ne connaissent rien aux travaux agricoles. Ils ne savent pas de quoi il en retourne. Nous sortons donc souper et nous essayons de les éduquer en payant 35 \$ pour un steak. On travaille dans le secteur de l'élevage bovin et on paie 35 \$ pour un steak.

J'avais une exploitation agricole mixte qui était composée d'un élevage porcin et d'une ferme céréalière. Mon frère et moi avons vidé notre élevage porcin il y a deux ans avant tout le monde parce que nous avons élaboré un plan d'affaires qui montrait que si nous continuions à perdre ainsi de l'argent pendant deux ans, nous ferions faillite. Nous avons donc vidé notre élevage porcin avant que le gouvernement ne mette en place des programmes pour ce faire, et, en rétrospective, ça a été une bonne chose. Nous nous retrouvons maintenant avec une installation de 75 000 pieds carrés avec laquelle nous ne savons toujours pas quoi faire, mais c'est notre propre entreprise.

Un autre aspect de l'agriculture qui pourrait être modifié est le système de réglementation. Comme vous venez de l'industrie porcine, vous avez sans doute entendu parler de Paylean, ce produit approuvé aux États-Unis dont l'approbation au Canada a pris sept ou huit ans. Ce n'est qu'un point. Je me demandais pourquoi consentions-nous à importer ce produit des États-Unis alors que nous n'étions pas autorisés à l'utiliser au Canada? En tant que Canadiens, nous consommons toujours ce produit, mais nous n'autorisons pas nos propres producteurs à l'utiliser. Ce point concerne également l'industrie céréalière, qu'il s'agisse de nouveaux types de graines ou de produits chimiques différents utilisés sur la ferme. Nous importons toujours ces produits dans notre pays et les utilisons, mais ils ne sont pas approuvés par notre système de réglementation. On m'a déjà dit que cette question était à l'examen, mais ce dossier semble avancer à pas de tortue.

C'est la même chose pour l'importation. Quand je me penche sur cette question, je me demande pourquoi nous avons des niveaux élevés de traçabilité au Canada — ce qui est une bonne chose, un bon atout pour la vente — alors qu'aucun autre pays n'a les mêmes normes que nous. J'imagine qu'une partie de ça provenait de l'industrie porcine où nous établissions les niveaux d'assurance de la qualité. Ces niveaux étaient requis uniquement pour que nous puissions vendre aux usines de transformation de la viande. Cependant, nous importons des produits d'autres pays qui ne respectent pas ces mêmes normes.

• (1335)

Mon point suivant est que je crois que nous devons favoriser la production secondaire au Canada. Nous exportons toujours nos produits et souhaitons être en mesure de faire plus d'argent, mais nous sommes en concurrence sur un marché mondial où les gens peuvent produire des produits à moindre coût que nous parce que leur main-d'œuvre et les autres choses dont ils ont besoin sont moins chères. Il faut réellement favoriser la production secondaire. Nous avons quelques triturateurs de canola de plus en Saskatchewan, mais on voit encore des navires remplis de canola, de blé et d'orge expédiés en tant que produits bruts.

Nous laissons beaucoup d'argent sur la table. J'aimerais conclure en disant que, si nous étions en mesure d'accéder à ces dollars supplémentaires et de produire plus de dollars pour les poches des agriculteurs, cela encouragerait les plus jeunes à entrer dans l'industrie et réduirait du même coup la dépendance aux subventions qu'il semble y avoir à l'heure actuelle.

Le président: D'accord. Merci beaucoup Rodney.

Nous passerons maintenant à M. Ranger pour cinq à sept minutes.

M. Jason Ranger (à titre personnel): Mon nom est Jason Ranger. J'exploite une ferme dans la ville de Leask située à environ une heure au nord de Saskatoon.

J'aimerais vous remercier de prendre le temps de venir ici et de nous rencontrer.

Je crois qu'un des facteurs les plus importants pour encourager les jeunes à commencer à exploiter une ferme est la rentabilité de la ferme. Les agriculteurs doivent être en mesure de gagner de bons salaires afin d'encourager les jeunes à recommencer à exploiter des fermes. Exploiter une ferme est un risque important à l'heure actuelle. Ce risque doit s'accompagner d'une récompense.

Une autre préoccupation importante est l'obtention du capital requis pour commencer à exploiter une ferme, mais encore une fois, on en revient à la question de la rentabilité. Si la ferme est rentable, il est facile de convaincre un banquier de nous accorder un prêt. Tout

revient toujours à la capacité d'avoir une bonne marge. Si on peut faire ça et qu'on a un bon plan d'affaires, les banques nous prêteront l'argent.

Un autre facteur à considérer pour les jeunes qui souhaitent commencer à exploiter une ferme est la pénurie de terres dans certaines régions. Il y a beaucoup de très vieux agriculteurs qui exploitent encore leurs fermes. J'ai lu le rapport d'une enquête qui a été menée en Iowa. Il s'agissait de l'enquête internationale sur le transfert de fermes. Cette enquête a révélé que 30 p. 100 des agriculteurs prévoient ne jamais prendre leur retraite. Ça signifie qu'ils prévoient exploiter leur ferme jusqu'à leur mort.

S'il était possible d'élaborer un programme qui encouragerait les agriculteurs de plus de 65 ans à vendre ou à louer leurs terres à de jeunes agriculteurs, ou s'il existait certains types d'avantages qui les inciteraient à vendre leurs fermes à des jeunes, peut-être que ça encouragerait plus de jeunes et de nouveaux arrivés à exploiter une ferme.

J'ai également lu que l'État de l'Iowa a conçu un programme qui permet de jumeler un bassin de jeunes agriculteurs à des agriculteurs qui prennent leur retraite et qui n'ont personne à qui céder leurs terres. On pourrait peut-être envisager un programme de jumelage entre les jeunes agriculteurs et les agriculteurs qui prennent leur retraite.

Il y a un sujet que j'aimerais vraiment aborder: la majorité des jeunes agriculteurs n'appuient pas la Commission canadienne du blé. En tant qu'agriculteurs, nous devons avoir le choix de commercialiser ou non nos produits par l'entremise de la CCB. Nous sommes capables de commercialiser notre canola, notre avoine, etc. Nous sommes également en mesure de commercialiser notre blé et notre orge. Les jeunes agriculteur d'aujourd'hui ont de bonnes aptitudes en commercialisation, et c'est une chose que nous aimons faire. Si certains agriculteurs souhaitent continuer à vendre leurs produits par l'entremise de la Commission canadienne du blé, c'est bien, mais il faut laisser aux autres la possibilité de prendre leur propre décision.

Les règles du jeu ne sont pas vraiment équitables dans l'ensemble du Canada. L'Ouest est sous le joug de la Commission canadienne du blé, alors que l'Est ne l'est pas. Il existe d'autres programmes, comme le Programme d'assurance-récolte, qui sont différents dans l'ensemble du Canada. Certaines provinces assurent jusqu'à 90 p. 100 de la production alors que d'autres assurent la production jusqu'à concurrence de 80 p. 100. Certaines provinces ont également des garanties de prix minimum alors que d'autres provinces n'en ont pas.

La gestion du risque est un facteur important pour les jeunes agriculteurs parce que nous n'avons pas de capitaux propres pour nous aider à passer à travers les moments plus difficiles. Je crois qu'il serait bien d'apporter des modifications au Programme d'assurance-récolte pour le rendre plus avantageux pour les jeunes agriculteurs.

Un des principaux problèmes que j'ai connus lorsque j'ai commencé est qu'il existe une moyenne régionale en matière de couverture du rendement. et qu'il faut 10 ans pour que la transition complète vers le rendement individuel ne se fasse. La plupart des plus importants producteurs produisent environ 50 p. 100 de plus que la moyenne régionale, et les jeunes agriculteurs sont souvent les meilleurs producteurs. Pourquoi sommes-nous contraints par une moyenne régionale qui est inférieure à notre production de 50 p. 100? Ça ne fonctionne pas vraiment.

Heureusement, au cours des quatre dernières années, je n'ai pas eu à faire appel au Programme d'assurance-récolte. Lentement, j'étais une moyenne, mais ce serait bien mieux si la moyenne pouvait s'établir plus rapidement.

J'ai un autre point à soulever. La raison pour laquelle on choisit d'exploiter une ferme est l'intérêt qu'on a pour ce style de vie. Mais le style de vie à lui seul n'est pas suffisant pour convaincre les jeunes à commencer à exploiter une ferme.

● (1340)

D'autres personnes ont dit que les petits villages sont de plus en plus vieillissants. Il y a de moins en moins de jeunes familles et les écoles ferment, donc il devient de plus en plus difficile d'encourager les jeunes à retourner vivre dans les régions rurales. C'est drôle en quelque sorte. Ce sont les mêmes vieux agriculteurs qui s'acharnent à exploiter leur ferme qui se plaignent de l'abandon de leurs petits villages et du fait qu'il n'y a pas suffisamment d'enfants dans les écoles pour qu'elles demeurent ouvertes. Peut-être que s'ils prenaient leur retraite et laissaient une personne plus jeune reprendre leur ferme, cela favoriserait la revitalisation des communautés.

C'est à peu près tout ce que j'avais à dire pour l'instant. J'aimerais vous remercier encore une fois pour votre temps.

Le président: Merci, Jason.

J'aimerais être clair avant que nous commençons la période de questions... Monsieur Hickie, j'avais l'impression que vous alliez faire votre présentation avec M. Sagan. Je vous permettrai de faire des commentaires, si vous le désirez.

● (1345)

M. Ed Sagan: J'ai pris trop de temps.

Le président: Oui.

Si vous souhaitez parler, monsieur Hickie, allez-y.

M. George Hickie (à titre personnel): D'accord. J'ai un problème d'audition, mais j'ai une présentation ici, si vous me permettez de la présenter.

Le président: Oui, vous pouvez y aller.

M. George Hickie: Je suis présentement en train de transférer notre exploitation bovine et céréalière de 2 500 acres à mes deux fils. Ma plus grande crainte est qu'ils n'aient aucune chance de réussir dans le contexte actuel. La seule possibilité que je vois, c'est de leur donner la ferme, et non de la leur vendre, pas même de leur en vendre ne serait-ce qu'une partie.

Je poursuis avec ma présentation.

Très peu de jeunes hommes et de jeunes femmes qui ont grandi sur une ferme ont choisi de demeurer sur la ferme comme choix de carrière. Pourquoi? En grandissant sur une ferme, ils savent que l'exploitation d'une ferme est très difficile, peu payante, qu'elle comporte de grands risques, et qu'il s'agit d'un choix de carrière qui nécessite d'importants investissements. Les experts financiers agricoles disent que pour être financièrement viable dans le contexte actuel, on a besoin d'une exploitation de 10 000 acres. En d'autres mots, on parle d'un investissement de 4 à 6 millions de dollars, ce qui représente une somme d'argent considérable qui doit être empruntée aux établissements de crédit, en plus des intérêts à payer.

Pour exploiter une ferme céréalière moderne, il faut de la machinerie, de l'engrais, des herbicides, des graines, de l'essence, des services ferroviaires et des capitaux empruntés. Ces biens et services que nous devons avoir et sans lesquels on ne peut exploiter une ferme sont tous contrôlés par une poignée de corporations internationales qui semblent être bien plus puissantes que de nombreux gouvernements. Au cours des dernières décennies, ces corporations agricoles se sont fusionnées et achetées entre elles au point où elles sont presque en mesure de fonctionner comme un monopole, et souvent, elles le font. La compétition entre ces

quelques corporations agricoles internationales semble être chose du passé. Par exemple, il y a deux ans, lorsque l'offre mondiale de céréales a atteint un creux préoccupant, les prix des céréales vendues aux agriculteurs ont augmenté de manière substantielle. Presque simultanément, les fournisseurs de dotation agricole ont augmenté leurs prix, certains jusqu'à 400 p. 100. Dès que nous obtenons une augmentation plus que nécessaire pour nos céréales, ils nous l'enlèvent. Ils ont maintenant le pouvoir et la capacité d'agir de la sorte.

Les agriculteurs valent à peine plus que des esclaves économiques aux yeux de ces corporations internationales. Les jeunes hommes et les jeunes femmes qui ont grandi sur une ferme le comprennent et le savent. Par conséquent, ils rejettent la possibilité d'exploiter une ferme comme choix de carrière.

Merci beaucoup.

Le président: Merci monsieur Hickie, et merci pour votre présentation. J'apprécie vos commentaires.

Nous passerons maintenant à la période de questions pour cinq minutes.

Monsieur Valeriotte.

M. Francis Valeriotte (Guelph, Lib.): Tout d'abord, j'aimerais remercier chacun d'entre vous pour vos présentations et pour avoir pris congé — vous seriez sans aucun doute en train d'exploiter votre ferme — pour venir ici et nous donner vos conseils et vos commentaires. On ne peut prendre de décisions à moins d'obtenir de l'information de ceux qui sont les plus touchés par ces décisions, c'est-à-dire vous.

Kalissa, vous avez absolument raison. Nous sommes dans une situation de crise et nous ne serions pas ici s'il n'y avait pas de crise. Nous nous en sommes aperçus au cours de la dernière année et demie lorsque nous nous sommes penchés sur la question de la concurrence qui existe dans l'industrie. Au cours des derniers jours, cette crise s'est intensifiée, du moins à nos yeux. Nous sommes allés à Kelowa en Colombie-Britannique, hier, nous étions en Alberta, et aujourd'hui, nous sommes ici.

Nous avons entendu un certain nombre de solutions, et ces solutions sont cohérentes avec ce que vous avez dit, notamment au sujet de l'harmonisation des règlements de ce pays avec ceux des autres pays afin que nous ne soyons pas indûment désavantagés... Nous avons parlé des améliorations qui doivent être apportées à Agri-stabilité, des problèmes relativement à la planification de la succession, du coût des terres, du manque d'engagement réel envers une stratégie alimentaire nationale ainsi que de la défense de notre industrie afin que nous puissions conserver notre souveraineté — en d'autres mots, être toujours en mesure de s'alimenter nous-mêmes en tant que pays.

J'encourage toute personne qui se sent à l'aise ou qui a envie de répondre à cette question... Elle porte sur Agri-stabilité. Plusieurs personnes ont suggéré que nous délaissions l'approche axée sur la marge au profit d'une approche axée sur le coût de production. Je vois un non. Je ne sais pas s'il y a des oui ici, mais le test de viabilité commerciale ne semble pas fonctionner pour certains. Si ce programme devait être fondé sur la marge, on devrait tenir compte de trois des cinq meilleures années.

Monsieur Thompson, vous dites non. Si quelqu'un d'autre a une opinion à cet égard, j'aimerais, si c'est possible, connaître l'autre côté de la médaille.

• (1350)

M. Ryan Thompson: Merci de me donner l'occasion de m'exprimer. La raison pour laquelle je dis non, c'est que je conçois qu'il y a beaucoup de problèmes avec Agri-stabilité, le test de viabilité commerciale en étant un. On doit se montrer très prudent à l'égard des modèles des coûts de production parce qu'ils commencent à nuire aux signaux normaux du marché. Si on se voit garantir un profit sur un produit en particulier, on perd la capacité de commencer à répondre aux différents signaux du marché, à produire des cultures différentes et à élever d'autres types d'animaux.

Je crois que nous devons corriger cette situation. Nous avons dressé la liste d'un certain nombre de choses, mais je crois qu'il devrait y avoir des programmes axés sur les différents secteurs.

Le président suppléant (L'hon. Wayne Easter): Monsieur Person.

M. Stuart Person: Merci, monsieur le président.

Je suis d'accord. En théorie, l'approche fondée sur la marge fonctionne. Le problème est que si on est un producteur bovin, on n'a aucune marge parce qu'on n'a pas encore fait d'argent, et on doit faire constamment de l'argent, au moins trois années sur cinq, afin d'avoir une couverture décente et d'obtenir une certaine forme de couverture d'Agri-stabilité. Nous rencontrons des situations dans l'industrie de l'élevage bovin où on ne fait pas d'argent. Ils n'ont pas de couverture, alors qu'un producteur de céréales a, à l'heure actuelle, une couverture extraordinaire. Ce n'était pas le cas il y a trois ou quatre ans, mais au cours des dernières années, ils ont bien réussi et ont pu se constituer ces marges s'ils ont été assez chanceux pour éviter les tempêtes de grêle et toutes les autres choses qui peuvent leur nuire.

La théorie de la marge est bonne. Peut-être serait-il maintenant nécessaire de l'étendre. Nous avons recueilli de l'information pendant cinq ou six années dans le cadre de ce programme. Nous pouvons peut-être maintenant l'étendre, et lorsque nous arriverons à 10 ans, nous pourrions établir une moyenne de 10 et éliminer les années plus difficiles pour avoir une meilleure idée d'où les fermes devraient se situer. Je comprends ce que vous faites avec ce programme. Vous dites que si vous avez une ferme viable, en moyenne, on peut vous appuyer. Si vous ne faites pas d'argent, en moyenne, nous ne vous appuyerons pas. Mais la question ici est pourquoi ne faites-vous pas d'argent, en moyenne?

À l'heure actuelle, les éleveurs bovins ne font pas d'argent en raison de plusieurs facteurs politiques, entre autres. On ne peut les pénaliser.

Dans le cas des fermes mixtes, il y a la baisse des prix du bovin et l'augmentation des prix des céréales. C'est ce que je veux dire quand je dis qu'ils sont pénalisés. Leurs marges sont calculées ensemble. Il n'y a pas de distinction entre les industries. Par conséquent, ces agriculteurs prennent des risques avec l'élevage bovin. Il est possible qu'ils aient gagné de l'argent et qu'ils se soient constitué une bonne marge avec les céréales, mais l'élevage bovin leur nuit.

M. Francis Valeriote: J'ai l'impression que, dans certaines provinces, des subventions sont accordées aux agriculteurs qui exercent leur métier dans certaines industries agricoles alors que dans d'autres provinces, ce n'est pas le cas. J'ai découvert ça. Croyez-vous que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer pour équilibrer les règles du jeu dans l'ensemble du pays de sorte que les agriculteurs d'une province en particulier ne soient pas avantagés parce que leur gouvernement provincial les appuie davantage?

Est-ce que quelqu'un a une idée à ce sujet?

M. Ryan Thompson: Oui, et j'irais même un peu plus loin: ça devrait également avoir une portée internationale. J'ai touché quelques mots au sujet d'un programme d'assurance pour les producteurs bovins. Ça pourrait être très semblable pour d'autres également, mais nous n'avons pas de Chicago Board of Trade au Canada. Nous avons un énorme risque de base et un risque de change, et c'est pour ces raisons que nous cherchons une solution qui nous permettrait de tenir compte simultanément des prix à terme des animaux et du taux de change tout en regroupant ces risques de base en un seul programme qui permettrait aux producteurs d'être compétitifs avec ceux des autres provinces. À l'heure actuelle, l'Alberta possède un programme similaire à celui-ci qu'aucune autre province ne possède.

Alors oui, je suis d'accord, nous devons aborder cette question.

M. Francis Valeriote: J'ai une dernière question.

Le président: Monsieur Valeriote, votre temps est écoulé. Nous reviendrons peut-être à vous plus tard.

Monsieur Bellavance, vous avez cinq minutes.

• (1355)

[Français]

M. André Bellavance: Je vous remercie beaucoup de votre présence, nous apprécions beaucoup vos témoignages.

Ce n'est pas la première fois depuis le début de la tournée — et même avant cela — que l'on entend ces propos relativement au soutien du revenu et aux problèmes qui y sont liés. On fait présentement une tournée sur l'avenir de l'agriculture.

Mes collègues du comité vont dire que je radote, mais puisque vous êtes les premiers à m'entendre en Saskatchewan, je tiens à vous dire une chose. Au départ, quand on a lancé l'idée de faire une tournée sur l'avenir de l'agriculture, j'ai accepté, car on est capable de mâcher de la gomme et de marcher en même temps.

Toutefois, il faut aborder aussi les problèmes actuels. Le milieu agricole connaît énormément de problèmes qu'il faut essayer de résoudre dès maintenant. Ce n'est pas seulement le travail du gouvernement, mais aussi celui de tout le secteur de l'industrie agricole. Les agriculteurs eux-mêmes, en premier, doivent être consultés. Cela n'empêche pas de discuter de l'avenir de l'agriculture. Cependant, la priorité doit être accordée aux problèmes actuels. C'est pourquoi je ne suis pas surpris d'entendre vos témoignages sur les problèmes liés au programme Agri-stabilité.

En ce qui a trait au soutien du revenu, les membres du gouvernement vont souvent dire que les producteurs agricoles ne veulent pas d'aide sociale, car ils ne veulent pas recevoir un chèque sans avoir à faire quoi que ce soit. Bien sûr, on a le réflexe d'être fier de sa terre, du travail qu'on fait, de ses animaux, de ses cultures, d'avoir succédé à ses parents et de continuer ce travail essentiel de nourrir la population. C'est tout à fait normal de dire qu'on ne veut pas d'aide sociale. Cependant, le soutien du revenu, ce n'est pas de l'aide sociale, vous l'avez bien expliqué, monsieur Thompson. En effet, vous avez dit que pendant des années on peut ne pas avoir besoin de ce type de soutien du revenu, mais quand on connaît plusieurs années creuses... Par exemple, pendant 10 ans, les revenus des producteurs de céréales au Québec étaient au plus bas. Ils ne pouvaient jamais avoir droit, à l'époque, au Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, qui est devenu le programme Agri-stabilité.

Si je comprends bien, on fait face aujourd'hui à peu près aux mêmes problèmes. Je ne trouve pas qu'on demande la charité quand on dit au gouvernement qu'il s'agit d'un choix de société et qu'on lui demande de faire en sorte de survivre le temps d'une mauvaise période pour pouvoir continuer, par après, à contribuer à l'occupation du territoire et à la sauvegarde de notre culture, de notre nourriture chez nous.

Regardons ce qui se passe sur la scène internationale: les États-Unis ont adopté le Farm Bill et l'Union européenne donne beaucoup de subventions. Jamais le Canada n'est allé aussi loin sur le plan des subventions, il n'aurait jamais pu le faire. Je n'ai jamais considéré que c'était une question de charité ou que cela correspondait à l'envoi d'un chèque d'aide sociale par la poste à des gens qui ne travaillent pas. Je vous prie de m'excuser d'avoir fait ce commentaire, mais vos témoignages m'ont touché. Je n'ai pas encore posé de questions, mais j'y viens.

Monsieur Thompson, vous n'êtes pas sans savoir que, récemment, l'Agriculture Canada a rendu publiques certaines prévisions. On sait que les revenus agricoles — surtout dans le secteur du bétail — seront à la baisse au cours des prochaines années. Vous avez proposé des solutions intéressantes, mais j'aimerais avoir un peu plus de précisions. Vous avez dit que les coûts de production ne sont peut-être pas la solution sur laquelle il faut se pencher.

Pensez-vous qu'on pourrait avoir un programme du type Agri-stabilité un peu hybride? Quelles sont les améliorations, précisément, qui devraient être apportées, selon vous, à ce programme pour qu'il soit efficace?

[Traduction]

M. Ryan Thompson: Merci pour votre question. Je veux m'assurer que je la comprends bien. Vous voulez savoir quelles améliorations pourraient être apportées à Agri-stabilité.

Je suis d'accord avec le fait qu'il s'agisse en quelque sorte d'un hybride. Pendant un certain nombre d'années, nous avons composé avec des demandes de modifications à apporter au programme Agri-stabilité, particulièrement pour l'industrie bovine, mais nous ne les avons pas reçues. Nous avons demandé la réalisation d'un test de viabilité commerciale. Ça détruit beaucoup de gens.

Un participant a proposé une idée intéressante concernant le fait que nous devrions peut-être le maintenir parce que notre problème le plus important avec l'industrie bovine est que nous avons connu de très mauvais résultats depuis environ sept ans, que nos marges sont tombées à zéro ou à moins de zéro, et que ça ne fonctionne tout simplement pas. C'est pour cette raison que nous croyons qu'un programme ciblé, un programme d'assurance, pour ce que nous pouvons assurer, pour une prime... similaire à l'assurance-récolte, de sorte que nous sachions combien nous obtiendrons pour notre produit à l'automne lorsque nous le vendrons, et que nous puissions financer notre entreprise.

Je crois que quelqu'un a parlé plus tôt de plafonds. Je suis tout à fait en désaccord avec cette idée. On ne peut avoir de plafonds dans ces programmes. Ils pénalisent trop de producteurs. Dans notre exploitation, bien qu'il s'agisse d'une grande exploitation — un parc d'engraissement de 12 000 têtes —, les plafonds nuiraient à notre capacité de l'utiliser. Ils disent que les gros joueurs n'ont pas besoin d'argent. En fait, quand on y pense, nous sommes un groupe communautaire. J'ai 400 intervenants. Ce sont 400 familles qui seront touchées si on établit un plafond qui ne nous permet pas d'utiliser adéquatement ce programme.

Comme je l'ai dit, un certain nombre de questions ont été soulevées avant. Nous croyons qu'il est nécessaire de cibler

d'avantage ces programmes. Cela peut peut-être être fait dans le cadre du programme Agri-stabilité actuel, mais il est évident que ce programme comporte son lot de problèmes et qu'il doit être grandement amélioré. Nous croyons que nous devons apporter ces améliorations dès maintenant. On ne peut y penser pendant les trois prochaines années.

• (1400)

Le président: Merci beaucoup.

Nous entendrons maintenant M. Atamanenko pour cinq minutes.

M. Alex Atamanenko: Je tiens à vous remercier encore une fois d'avoir pris le temps de venir ici.

Le thème principal qui ressort des témoignages des fermiers jusqu'à maintenant serait d'être comme la plupart des autres personnes et de retirer de l'argent de leurs activités. Il ne veulent pas de subventions, ils ne veulent pas de cadeaux. Pour une raison quelconque, c'est insensé. Si quelqu'un venait d'une planète éloignée, voyait l'abondance d'énergie et d'études que nous avons, mais que malgré tout ces gens perdent de l'argent... Quelque chose a fait défaut à quelque part.

Je viens de terminer deux années de visites qui m'ont permis de me rendre dans 28 communautés, de parler aux gens de la souveraineté alimentaire et de questions similaires et d'obtenir leurs commentaires. De nombreuses personnes ont soulevé la question du commerce. Bon nombre d'entre elles croient que le commerce nous a vraiment fait mal et elles citent l'exemple de la gestion de l'offre. Nous avons un système dans ce secteur où les gens font de l'argent; c'est prévisible. Les fruiticulteurs nous l'ont dit il y a deux jours; ils ont dit qu'ils pensaient même faire quelque chose comme ça. Nous nous retrouvons donc dans une situation où — et vous avez parlé d'éducation, monsieur Thompson — ils offrent de nouvelles variétés, ils ont des équipements technologiques de pointe, ils sont éduqués, ils replantent, mais malgré tout, à cause de l'ALENA, on achète des produits à moindre coût, et, par conséquent, ils se font damer le pion et ne peuvent vivre de leur exploitation.

Vous avez également parlé des multinationales. Ma première question s'adresse à Jason, et peut-être que quelqu'un d'autre pourrait également commenter ce point. Je comprends que depuis que l'Australie a perdu le guichet unique, les multinationales ont mis la main sur l'industrie. Il y a de la compétition et les prix ont diminué pour les agriculteurs. En fait, ils ont perdu certains marchés, et notre CCB a mis la main sur certains de ces marchés.

Je me demandais si vous pouviez commencer par commenter ce point, puis quelqu'un d'autre pourrait le faire par la suite.

M. Jason Ranger: Un des principaux problèmes avec la Commission canadienne du blé est qu'il y a un manque énorme de transparence. On ne peut connaître le prix auquel elle vend notre blé. Combien y a-t-il de directeurs? Neuf? Ce sont les seuls qui connaissent le prix de vente des céréales.

J'ai lu certains rapports. Je connais des gens qui ont fait des recherches pour essayer de savoir ce qu'ils ont fait... Finalement, il semble qu'ils aient réduit les prix et vendu notre blé bien moins cher à d'autres pays que ce qu'ils auraient dû faire.

Il y a environ six mois, il y a eu un appel d'offre. Je crois que c'était en Égypte. Ils ont fait des recherches et trouvé le prix des soumissions des États-Unis et de l'Australie. La soumission du Canada était d'environ 25 \$ de moins la tonne. Il n'y a aucune raison pour réduire les prix à ce point, simplement pour obtenir la vente. Je crois que c'est un problème important qui prouve que la Commission canadienne du blé nous coûte de l'argent.

Pour ce qui est des multinationales qui entrent en jeu et qui prennent le contrôle, corrigez-moi si j'ai tort, mais nous vendons toutes nos autres céréales aux multinationales et ça fonctionne bien. Le prix de vente de toute céréale est calculé en fonction du prix à terme moins un écart. On prétend qu'il devrait y avoir davantage de compétition, mais on magasine et on obtient le meilleur écart possible. Si la situation était similaire pour le blé, je crois que nous aurions de meilleurs résultats.

Nous avons des signaux très clairs en ce qui a trait au prix. Par exemple, hier, j'ai établi le prix de ma nouvelle récolte de canola pour le mois de mars prochain. J'ai un prix que je sais que j'obtiendrai aujourd'hui, je sais quand je livrerai la marchandise et je connais mes besoins financiers. On ne peut pas vraiment faire ça avec le blé. Je crois que c'est un des problèmes les plus importants: la transparence et le fait d'être capable de vendre, si vous voulez le faire, et de savoir exactement ce que vous allez obtenir pour ce produit.

• (1405)

M. Alex Atamanenko: Y a-t-il d'autres commentaires à ce sujet?

M. Stuart Person: Je ferai un seul commentaire à ce sujet. Les signaux de prix que la Commission canadienne du blé a envoyés l'année dernière pour la récolte de 2009 de blé dur a donné lieu à une énorme surproduction de cette denrée. Ils sont passés loin à côté de la plaque. Qui doit répondre de cette erreur?

De 20 à 40 p. 100 de la récolte de 2008 ont été retenus et 60 p. 100 de la récolte de 2009 seront retenus. Certains producteurs reporteront presque l'équivalent d'une production entière s'ils font une bonne récolte cette année. Et cette récolte a été produite en fonction des PDR qu'ils annoncent en affirmant qu'ils seront en mesure de payer tant, mais dans le courant de l'année, les prix se sont mis à chuter, et pas à peu près.

Le système actuellement en place n'est pas bon. Il encourage la surproduction. Ils auraient dû le savoir. Ils auraient dû voir venir, s'ils comprennent bien les marchés et s'ils savent comment commercialiser notre production de grain.

Voilà le genre de problèmes que cause cette organisation. Dans le sud, il y a des acres et des acres de blé dur qui n'auraient pas dû être mises en production l'an dernier. Ils ont envoyé le mauvais signal au marché. La production d'avoine et de canola est écoulée sur un marché libre où les multinationales sont présentes et les signaux de prix envoyés sont généralement beaucoup plus exacts.

Le président: Monsieur Hoback.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Merci, monsieur le président.

D'abord, je voudrais souligner le fait que pour vous tous, à l'exception peut-être de Ryan, c'est une première participation aux travaux d'un comité structuré comme celui-ci. Votre bravoure est encourageante. Vous vous en êtes tous très bien tirés quand vous avez présenté vos exposés.

Je vais m'attarder un peu à la question de l'assurance-récolte, parce que, quand je pense aux jeunes agriculteurs, deux choses me viennent en tête: la rentabilité et comment gérer le risque. Et il y en aurait une troisième: les besoins en capital.

Si on peut se mettre à gérer le risque correctement, il y aura un impact sur un certain nombre de choses. Si on sait que nous sommes protégés par un régime d'assurance-récolte approprié, et si je peux dire à mon banquier qu'on me garantit un certain montant par acre, il sera plus à l'aise de m'accorder une marge de crédit; et c'est parti.

Il en va de même dans le cas de nos avances de fonds. Si on peut indiquer une valeur en argent exacte, il est possible d'obtenir une avance de fonds appropriée qui soit en rapport avec la taille de notre entreprise — dans la mesure où elle ne dépasse pas 400 000 \$, comme Stuart l'a souligné.

Kalissa, vous avez touché à un sujet — désolé, j'ai l'habitude de la familiarité, je veux dire madame Regier — au sujet des « cinq premières années ». Avez-vous réfléchi à toutes les possibilités que le programme pourrait offrir, à ce que vous feriez pour les jeunes agriculteurs au cours de ces cinq premières années, quel genre de mesures vous tenteriez de prendre? Est-ce que ce serait une augmentation de la production? Est-ce que vous envisageriez par exemple d'accorder 110 p. 100? Y avez-vous réfléchi?

Et vous, Barb, avez-vous des idées sur cette question également?

Mme Kalissa Regier: Non, je pense que ça se passe d'explication. Je n'ai pas examiné le programme en détail ni élaboré mon propre plan. En Saskatchewan, il y a actuellement un régime d'assurance-récolte qui fonctionne raisonnablement bien pour beaucoup de gens. Le régime présente d'assez grosses lacunes pour les jeunes agriculteurs, les nouveaux agriculteurs et les agriculteurs qui font de la culture crâneau ou produisent différents types de récoltes. Voilà autant d'aspects sur lesquels il faut se pencher. Il faudrait mettre sur pied un programme ciblé qui serait assorti de mesures incitatives à l'intention des agriculteurs débutants. Je ne crois pas que ce serait trop demander qu'un régime de ce genre couvre le coût de production, y compris les salaires.

M. Randy Hoback: Encore une fois, vous comprendrez que le problème que posent les subventions est leur immobilisation. Voilà pourquoi j'ai été intrigué quand vous avez parlé des cinq premières années. Puis j'ai pensé à quelque chose et je me suis dit: bon, est-ce qu'il y aurait immobilisation lors des cinq premières années dans le cas d'un jeune agriculteur tel que Jason? Faut-il comprendre que quand Jason achètera de la terre, son prix grimpera d'un montant supplémentaire de 100 \$ l'acre? Ou bien restera-t-il inchangé? Voilà pourquoi j'étais curieux de savoir où vous vouliez en venir, parce qu'il y a ici une idée qui mérite d'être examinée.

Barb, avez-vous des suggestions à faire?

• (1410)

Mme Barb Stefanyszyn-Cote: Tout ce que je voudrais ajouter c'est qu'on assistera peut-être dans l'avenir à un grand nombre de transferts de ferme. Il le faudra, parce que nous vieillissons et qu'il faut que les choses continuent. Y a-t-il moyen de transférer, avec la ferme, nos moyennes régionales, notre capital d'expérience, au moyen d'un quelconque programme de mentorat? J'encadrerais Jason pendant trois ans, puis je lui disais: voici ce que nous avons accompli et voici où nous en sommes. Nous pouvons vous transmettre ce bagage et vous y trouverez votre compte. Oui, il existe une possibilité d'immobilisation parce que ce bagage vaut quelque chose pour moi si j'essaie de lui vendre ma ferme pour qu'il puisse en profiter à son tour. Mais le risque qu'il doit assumer se trouve également couvert et je pense que c'est peut-être là une autre façon de procéder.

Une dernière chose: un autre secteur de l'agriculture qu'il nous faut examiner ne serait pas couvert: celui des légumes, des fruits, et ainsi de suite. Si nous voulons utiliser cette méthode, il faut élargir le programme.

M. Randy Hoback: Nous avons parlé de l'assurance-récolte. Que dire des autres programmes, Agri-stabilité, par exemple?

Stuart, aimeriez-vous vous exprimer là-dessus? Faudrait-il prévoir une marge spéciale pour les cinq premières années? Avez-vous des idées sur la question?

M. Stuart Person: Je pense qu'il faut examiner de près l'idée de marges pour un nouveau producteur. Je ne sais pas trop comment on pourrait mettre un tel mécanisme sur pied. Il faudrait peut-être également examiner les moyennes régionales, chez les producteurs de la région concernée. La moyenne est une mauvaise donnée. Il faudrait peut-être envisager de leur accorder les 30 p. 100 supérieurs des marges des producteurs, ou quelque chose comme ça. Ou leur donner au moins la possibilité de prouver qu'ils sont capables de réaliser une marge de ce genre également. Il faut éviter de leur passer une marge médiocre pour la seule raison que d'autres agriculteurs ont peut-être des terres médiocres ou qu'ils ont de mauvaises pratiques agricoles qui expliquent pourquoi leur marge n'est pas très bonne. Ils doivent avoir une bonne marge pour commencer et un bon dossier d'assurance-récolte au départ, pour pouvoir se lancer dans cette activité sans risquer d'en être éjectés au bout de deux ans s'ils ont quelques mauvaises récoltes d'affilée. Telle est la réalité avec laquelle ils doivent se débattre actuellement.

M. Randy Hoback: En ce qui concerne l'élevage de bovins, Ryan, comment verriez-vous un éventuel programme de transition? Y a-t-il quelque chose à faire à ce niveau?

M. Ryan Thompson: Une transition entre quoi et quoi?

M. Randy Hoback: Disons d'un père à son fils ou supposons que quelqu'un décide de devenir éleveur de bovins du jour au lendemain. Y a-t-il quelque chose de particulier qui pourrait être fait sans créer un problème d'immobilisation, sans faire augmenter le prix de la terre ou celui du bétail, parce que ça non plus ça n'aide pas, quand on essaie d'entrer dans ce secteur?

M. Ryan Thompson: Non, je suis d'accord avec ça. Je sais que nous vous en avons parlé un peu. Sans doute un type quelconque de soutien financier, sous forme de garanties, par exemple, serait utile. Mais je pense que le risque est le principal problème et c'est pourquoi un de ces régimes d'assurance prix complètement régi par les mécanismes du marché... Il repose entièrement sur l'existence de marchés libres et ouverts, sans quoi il ne fonctionne pas. C'est ce qui distingue l'industrie de l'élevage de bovins. Nous avons un très bon processus de détermination du prix avec les ventes aux enchères et les échanges commerciaux.

C'est ce qu'il y a de bien avec ce programme. Il peut être d'un très bon rapport coûts-efficacité, de sorte qu'on ne risque pas tout à s'essayer. De plus, comme je l'ai dit, il est très souple et entièrement régi par les mécanismes du marché. Il ne sera pas immobilisé par le coût du bétail parce qu'on est toujours payé quand on met ses produits sur le marché pour en obtenir le meilleur prix possible. Essayer de l'intégrer au programme n'entraîne pas d'immobilisation.

Le président: Merci, Ryan.

Monsieur Easter.

L'hon. Wayne Easter: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie tous de votre présence ici.

Je voudrais inviter chacun de vous à réfléchir un instant à ceci: s'il devait y avoir un seul programme ciblant les jeunes agriculteurs, quel serait-il? Je vous demande d'y réfléchir. Mais je vais d'abord commencer par poser quelques autres questions à d'autres personnes.

Bon nombre de personnes ont parlé de la rentabilité, qui se situe plutôt dans le long terme. Nous ne l'avons pas connue dans le secteur agricole depuis les 20 dernières années. Votre sous-ministre, qui vient de la Saskatchewan, et le mien, qui vient de l'Île-du-Prince-

Édouard — tout le monde s'inquiète de ce qu'il adviendra du secteur agricole — ont fait une étude. Je l'ai laissée dans l'autocar, mais elle révélait que, entre 1929 et 2007, le revenu agricole net a dégringolé suivant un angle de 45 degrés.

Il faut se secouer. Ça ne peut plus durer. Il y a absence totale de rentabilité et une panoplie de programmes qui ne fonctionnent franchement pas. Je pense que les choses empirent. L'Alberta et le Québec se sont dotés d'un éventail de programmes, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres provinces.

Monsieur Thompson, vous avez mentionné un certain nombre de choses. J'essaie de comprendre ce que vous vouliez vraiment dire. Demandez-vous l'instauration d'un régime de garantie de prix pour le secteur de l'élevage?

M. Ryan Thompson: Oui. Nous avons un programme que nous avons examiné en entier avec un certain nombre des personnes ici présentes. Il s'agit essentiellement d'un programme de gestion du risque semblable à celui du Chicago Board of Trade pour les producteurs américains.

• (1415)

L'hon. Wayne Easter: Je connais son fonctionnement. Je vous ai posé la question parce qu'il faut qu'elle figure spécifiquement au compte rendu. Vous n'avez jamais employé les mots garantie des prix sur le marché.

M. Ryan Thompson: Ce serait un programme de garantie des prix du bétail.

L'hon. Wayne Easter: Merci.

En ce qui concerne le secteur de l'élevage du bétail et des porcs, nous savons que le programme Agri-stabilité est affligé de réels problèmes. J'ai cru comprendre qu'il y aurait un problème au niveau du test de viabilité et au niveau du changement des marges de référence. Si ces deux aspects avaient été rectifiés, on aurait pu en recueillir les dividendes au cours des deux dernières années.

Le gouvernement fédéral a consacré 900 millions de dollars de moins aux filets de sécurité l'année dernière. Pour ce faire, il lui a suffi de modifier le test de viabilité et les marges de référence. Sans cela, la situation aurait été considérablement différente tout en restant dans les limites des ententes de libre-échange.

Le ministre dit qu'il doit y avoir entente entre les provinces. De leur côté, les provinces disent qu'il faut s'adresser aux fédéraux.

Est-ce que quelqu'un a des commentaires à faire à ce sujet? Aurait-il fallu modifier le test de viabilité et les marges de référence pour permettre le versement de ces quelque 900 millions de dollars?

M. Ryan Thompson: Oui dans les deux cas. On voit souvent ce genre de discussion, si on peut parler de discussion, où les gouvernements provinciaux et fédéral se renvoient la balle. Mais le palier fédéral doit prendre le leadership et rapprocher toutes les provinces. Chacune peut poursuivre ses propres programmes, mais il faut vraiment que le fédéral prenne le leadership et rapproche tout le monde. Sinon, on n'ira nulle part.

Merci d'avoir soulevé ce point, monsieur Easter.

L'hon. Wayne Easter: De rien.

Ma première question s'adresse à qui voudra bien répondre: si vous aviez un seul programme ciblant les jeunes agriculteurs, quelles seraient ses caractéristiques? Nous allons manquer de temps, mais comment pourriez-vous le décrire aussi simplement que possible?

Kalissa.

Mme Kalissa Regier: Il indiquerait comment pratiquer l'agriculture sans avoir recours à des programmes gouvernementaux.

L'hon. Wayne Easter: Kalissa, croyez-vous vraiment que ce soit possible?

Mme Kalissa Regier: Oui, c'est possible.

L'hon. Wayne Easter: Peut-être bien. J'ai écouté Jason. Je ne vais pas entrer dans le débat sur la Commission canadienne du blé, parce qu'il y a tellement de désinformation des deux côtés que c'en est incroyable.

Mais pourquoi faut-il que le Canada joue au boy scout du monde? Tous les autres pays du monde, et en particulier les États-Unis, subventionnent leur industrie agricole. Pourquoi faut-il faire les boy scouts et payer pour, en se retrouvant fauchés? Les agriculteurs ne méritent-ils pas d'avoir la dignité de toucher un revenu décent pour produire des denrées alimentaires non seulement pour notre propre pays mais pour le reste du monde? Pourquoi diable faut-il faire les boy scouts?

Est-ce que quelqu'un d'autre veut proposer une solution?

M. Ed Sagan: Pour une raison ou une autre, nous sommes persuadés qu'il y a un régime de libre entreprise dans notre pays. Techniquement, et surtout pour les jeunes... J'ai déjà été jeune, moi aussi.

J'ai dit dans mon exposé qu'International Harvester et la société de produits chimiques Viterra achetaient plein d'autres entreprises. Nous prétendons avoir un régime de libre entreprise, mais il n'y a rien de tel. Ce qu'il y a, c'est une concentration du pouvoir entre les mains des gros joueurs. Un exploitant agricole doit comprendre cela pour que son exploitation puisse prendre son essor. Autrement, il se dirige vers la ruine.

Le président: Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Richards, pour cinq minutes.

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Je vous remercie.

J'ai été très impressionné par chacun de vos exposés. Il est évident, à mes yeux, que si vous représentez l'avenir de notre industrie agricole, nous aurons des lendemains qui chantent. Je sais que nous devons travailler sur certains aspects pour aider l'industrie à survivre, mais je suis certain que si vous représentez l'avenir de l'industrie agricole, nous allons nous en sortir. Je vous suis reconnaissant d'être présents aujourd'hui afin de nous faire bénéficier de votre expertise et de votre expérience et de nous communiquer votre passion pour votre industrie.

Les témoins que nous accueillons aujourd'hui nous ont fait part d'un grand nombre d'excellentes idées. Je ne parlerai pas de chacune d'elles, parce que nous avons très peu de temps et que je veux que vous puissiez répondre à mes questions. Vous avez certainement présenté deux ou trois idées très intéressantes, que je crois n'avoir jamais entendues auparavant.

Barb, vous avez dit que les programmes et les subventions pourraient être réservés aux nouveaux agriculteurs, et qu'on pourrait exiger que les agriculteurs suivent des formations pour pouvoir en bénéficier. Comme vous l'avez dit, le montant des subventions est réinvesti dans les fermes, pour aider les nouveaux agriculteurs. Je crois qu'aucun des témoins ici présents ne souhaite que les jeunes agriculteurs dépendent des programmes gouvernementaux. Je crois que c'est de votre terre, de votre dur labeur, de votre ingéniosité et de votre propre sens des affaires que vous voulez dépendre. Vous voulez que des mesures soient prises pour que cela puisse se produire, et que vos activités puissent être rentables. Je peux très

certainement comprendre l'idée d'une aide qui permettrait de partir du bon pied et de pouvoir se fier à son propre sens des affaires — je sais que vous l'avez tous.

Monsieur Voldeng, votre optimisme m'a frappé, car vous avez dit, en tant que jeune agriculteur, que vous avez estimé qu'une excellente occasion de faire votre entrée dans l'industrie s'offrirait à vous. Compte tenu de l'augmentation de l'âge moyen des agriculteurs, une attitude comme celle dont vous avez fait preuve, en estimant que c'était une occasion à saisir, fait partie des solutions au problème. Je parle de votre passion, de l'optimisme que vous avez manifesté. Vos propos ne m'ont pas laissé indifférent.

Comme je l'ai dit, il y a tellement de bonnes idées qui nous ont été présentées que je ne peux pas revenir sur chacune d'elles.

Je vais faire ce que j'ai fait à tous les endroits où nous nous sommes arrêtés à travers le pays, c'est-à-dire donner la parole à nos jeunes agriculteurs. Il est évident que chacun d'entre vous devra être bref, car nous n'avons que très peu de temps, mais j'aimerais que chacun des jeunes agriculteurs ici présents réponde à deux questions qui sont étroitement liées.

Je m'adresse à ceux d'entre vous qui ont repris l'exploitation agricole de leurs parents, ou qui sont des agriculteurs de troisième ou de quatrième génération. Quel est, selon vous, le principal changement qui est survenu dans l'industrie, entre l'époque de vos parents ou de vos grands-parents et l'époque actuelle? Et quelle est, selon vous, la meilleure chose que l'on pourrait faire pour favoriser la rentabilisation des travaux agricoles, mis à part les programmes gouvernementaux? Qu'avez-vous à dire là-dessus?

Je vais commencer par vous, Stuart, puis vous aurez la parole à tour de rôle.

• (1420)

M. Stuart Person: Le plus gros changement que j'ai constaté est l'élévation des coûts de production; c'est devenu une affaire de gros sous comparativement à l'époque où mon père a fait ses débuts dans l'industrie. Par contre, beaucoup de choses n'ont pas changé. Mon père a travaillé pendant 26 ans pour payer sa ferme et, de mon côté, ça fait 10 ans que je travaille pour essayer de la payer à mon tour. À mon avis, il y a un problème. On devrait pouvoir entreprendre une carrière dans le domaine de l'agriculture et travailler durement tout en sachant à quel niveau on doit se situer et en pouvant raisonnablement croire qu'on aura fait des profits au bout du compte.

La nourriture provient de l'agriculture, et qui y a-t-il plus important que la nourriture? Nous pouvons vivre sans bien des choses, mais nous ne pouvons pas vivre sans manger. Nous devons donc revenir à cette idée et accorder sa juste valeur à ce produit. Et cela ne concerne pas seulement le Canada; c'est un enjeu mondial.

M. Blake Richards: C'est une réponse très complète.

Je vous rappelle mes questions. Je vous ai demandé quelle différence il y avait entre l'époque de vos parents, quand ils se sont devenus agriculteurs, et ce que vous observez aujourd'hui. Quelle est la différence la plus importante? Puis, selon vous, quelle serait la meilleure solution pour garantir la pérennité des exploitations agricoles familiales?

Mme Kalissa Regier: Je suis d'accord avec Stuart. L'augmentation des coûts de production que nous avons observée depuis nos débuts est complètement démesurée.

Une différence que je trouve très frappante est l'incidence de l'économie mondiale sur nos activités. Je crois que ce phénomène n'avait pas la même importance à l'époque de nos parents. L'économie mondiale met beaucoup de pression sur l'agriculture en tant qu'industrie. On ne parle plus simplement des préoccupations quotidiennes associées à l'exploitation d'une ferme.

Je dirais également que la concurrence que les agriculteurs se font les uns aux autres est plus féroce qu'elle ne l'a jamais été. Dans les années 1970, quand je n'étais qu'un enfant, il y avait un sentiment d'appartenance à la communauté. Ce sentiment existe encore, dans une certaine mesure, mais il y a maintenant une concurrence effrénée entre les agriculteurs, et un manque flagrant de concurrence dans les autres secteurs de l'industrie. Cela laisse entrevoir des problèmes pour l'avenir.

Le président: Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Shipley, pour cinq minutes.

• (1425)

M. Rodney Voldeng: N'allez-vous pas donner la parole aux autres témoins? J'aimerais dire quelques mots.

Le président: Si vous pouvez être bref...

M. Rodney Voldeng: Je veux simplement dire que les économies d'échelle sont la plus grande différence que j'ai observée entre le moment où mon père a acquis une petite ferme porcine, qu'il pouvait exploiter seul, et le moment où mon frère et moi l'avons rachetée, à une époque où nous avions des employés pour nous aider. Nous avions quatre employés, 450 truies et 4000 acres de terre, et il n'en fallait pas moins pour pouvoir toucher un revenu raisonnable. Dans les années 1960 et 1970, ça aurait été la plus grosse ferme du monde.

Cela fait en sorte qu'il est très difficile pour les jeunes de devenir exploitants agricoles.

J'ai discuté avec mon comptable, l'autre jour, et il m'a dit qu'il me faudrait une ferme de 10 000 acres si je voulais me limiter à la production céréalière, qu'il fallait tenir compte des économies d'échelle, et que, comme je dispose d'une ferme de 4000 acres, il fallait que je commence à me remuer, que je commence à croître si je souhaitais gagner ma vie convenablement.

Le président: Quelque chose à ajouter, Jason?

M. Jason Ranger: Il me semble que dans le passé, on pouvait simplement se retrousser les manches, travailler dur, produire du grain efficacement, et s'en sortir ainsi. Aujourd'hui, le gros du travail est constitué de tâches administratives. Le plus souvent, on embauche des employés pour qu'ils s'occupent des travaux de ferme pendant que nous travaillons dans un bureau. C'est un gros changement.

Par ailleurs, nous avons maintenant accès à d'incroyables quantités d'informations sur le marché, qui n'étaient pas disponibles il y a 30 ans. Grâce à Internet et aux autres technologies, nous avons accès à d'énormes quantités d'informations.

Pour ce qui est du changement qui serait le plus souhaitable, je crois que ce serait l'accélération du processus réglementaire. Ce serait un énorme progrès si nous pouvions accélérer l'enregistrement des nouveaux produits et les processus de ce genre.

Le président: Merci.

Avez-vous des commentaires, Barb?

Mme Barb Stefanyshyn-Cote: Très certainement.

Je ne vais pas parler des changements que j'ai observés, mais seulement du changement qui me semble le plus souhaitable. Ce que

j'observe, c'est que les consommateurs s'intéressent de plus en plus au lieu d'origine de leur nourriture. C'est une question à laquelle ils s'intéressent depuis que nous sommes dans le domaine de l'agriculture, c'est-à-dire depuis 30 ans. C'est une occasion incomparable pour nous de nous tourner du côté de la vente au détail, un domaine où nous n'avons aucune expérience, et de rétablir un lien avec le consommateur, pour voir vers où nous nous dirigeons. C'est une occasion en or qui se présente à nous.

J'aimerais pouvoir vous proposer une idée qui changerait la situation du tout au tout. Ça serait formidable, mais je ne peux rien proposer de tel pour l'instant.

Le président: Très bien.

D'autres commentaires?

M. Ed Sagan: Il n'y a qu'une idée qui me vient à l'esprit: le transfert interprovincial des terres d'une génération à l'autre. Nous faisons cela il y a une quinzaine d'années. À cette époque, le gouvernement provincial avait acheté des terres à des agriculteurs qui prenaient leur retraite pour les donner aux jeunes qui en avaient le plus besoin. Cinq ans plus tard, les agriculteurs se sont opposés à ce processus. Nous avons donc une réserve foncière, mais le concept a été rejeté en bloc.

La seule chose à laquelle je peux penser, c'est un transfert interprovincial des terres à de jeunes agriculteurs. Mais comment cela pourrait-il se faire? Ça, c'est une autre paire de manches.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Sagan.

Monsieur Shipley.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Merci, monsieur le président, et merci à tous nos témoins.

On pourrait dire que je fais partie des étrangers, au sein de ce groupe. Je viens de l'Ontario. J'ai été agriculteur toute ma vie, dans le domaine de l'élevage laitier et des cultures commerciales. J'ai trois enfants, qui ne sont pas devenus agriculteurs. Ils ont choisi des carrières différentes, mais ce n'est pas parce que l'agriculture était dépourvue d'attraits.

Les questions dont nous discutons m'intéressent beaucoup. Y aura-t-il plus d'agriculteurs ou moins d'agriculteurs au Canada dans l'avenir? Comment pouvons-nous rendre cette profession intéressante? À la lumière de certaines choses qui ont été dites ici, je suis agréablement surpris par la manière dont l'avenir de l'agriculture semble se dessiner.

J'aimerais vous poser une question. Quand j'étais enfant, et quand un grand nombre d'entre nous étions agriculteurs, il n'y a pas si longtemps de cela, nous avions des cultures réservées à notre propre alimentation. Nous élevions un animal, un porc ou un boeuf, par exemple, pour notre propre alimentation. Aujourd'hui, quand je parle à des jeunes agriculteurs de ma région, je constate leur optimisme. Ils parlent de la diversification qu'on observe dans le domaine de l'agriculture, par exemple du fait que le canola n'est plus seulement cultivé comme oléagineux ou comme céréale fourragère. Nous avons visité, aujourd'hui, un parc d'engraissement où on a adopté une telle vision pour l'avenir.

Je me demande, eu égard à cet optimisme que l'on observe chez les agriculteurs — et je crois que l'agriculture offre des possibilités incroyables —, si chacun de vous estimez que c'est un élément important pour la réussite et la stabilité des jeunes agriculteurs.

J'aimerais également mentionner à Rodney, et en particulier à Jason, que je viens de présenter une motion, la motion M-460, qui traite précisément des questions réglementaires qui entourent les intrants de culture, ou la gestion des facteurs de production, comme on dit. Cette motion concerne plus précisément la délivrance des permis et l'incapacité à... Nous n'avons pas obtenu l'appui que j'aurais souhaité de la part du Parlement, mais la motion a tout de même été adoptée. La question de la compétitivité dans le domaine de l'agriculture est revenue constamment; c'est un sujet qui est revenu dans toutes les discussions, comme aujourd'hui. Si nous pouvions faire en sorte que les chances soient égales pour tous, certains enjeux liés aux programmes d'aide aux agriculteurs ne seraient plus aussi cruciaux. Je ne sais pas trop comment nous pourrions faire pour que l'agriculture fonctionne toujours à plein régime. Si vous pouvez me le dire, c'est que vous êtes un génie.

Ça a toujours fait partie des problèmes. Il semble qu'au fil des ans, pendant des générations, il y a toujours eu certaines parties de certains secteurs agricoles qui ont obtenu de bons résultats, alors que ce n'était pas le cas ailleurs. Cela s'applique plus ou moins aux produits visés par la gestion de l'offre. La gestion de l'offre, il ne faut pas l'oublier, offre une garantie de revenu. La situation est la même que dans n'importe quel autre secteur commercial: un tiers des agriculteurs font de bonnes affaires, un tiers s'en tirent, et les affaires vont mal pour le tiers restant. C'est une question de gestion.

J'en arrive à ma première question. Je me demande si vous estimez que le régime réglementaire est important. Dans l'affirmative, je vous incite à m'écrire, car je vais bientôt m'asseoir avec les ministres et les fonctionnaires pour définir des objectifs, établir des priorités et obtenir le soutien des utilisateurs de l'ensemble du Canada. Je vais vous remettre ma carte à la fin de la séance.

J'aimerais entendre vos commentaires. Quelle est votre opinion...?

• (1430)

Le président: Il reste une minute et demie. Nous pourrions entendre deux ou trois réponses... À moins que vous ne soyez très brefs.

Monsieur Thompson.

M. Ryan Thompson: Merci.

Corrigez-moi si je me trompe, mais la motion numéro M-460 s'applique également aux produits d'origine animale. Est-ce exact?

M. Bev Shipley: Tout à fait.

M. Ryan Thompson: D'accord. Je me suis inquiété un peu pour un instant. Je n'ai pas beaucoup parlé des questions de réglementation, parce qu'il y en a une foule, et je ne voulais pas me plonger dans ça, mais je crois aussi que la réglementation est importante. Et c'est aussi notre organisme de réglementation, l'ACIA, qui est à l'origine d'une de nos plus grandes luttes et de coûts importants pour l'industrie bovine actuelle.

Je ne veux pas parler de tous les problèmes. Si quelqu'un aimerait que je le fasse, je peux. Je n'ai simplement pas assez de temps pour aborder toutes ces questions.

Je vous remercie de l'avoir mentionné. C'est important.

L'hon. Wayne Easter: Ryan, je me demandais si vous pouviez écrire au comité une lettre sur l'ACIA. Serait-ce possible?

M. Ryan Thompson: Certainement. Je sais que vous avez probablement...

L'hon. Wayne Easter: Il y a des problèmes partout dans l'ACIA, et nous avons besoin de documents à l'appui. C'est ce que je veux dire.

Le président: À ce propos, les documents écrits sont toujours les bienvenus de la part de toute personne assise à cette table ou dans l'auditoire qui désire s'adresser au comité.

M. Ryan Thompson: Vous en recevez beaucoup de la CCA, la Canadian Cattlemen's Association, je crois.

Le président: Je voulais dire de n'importe quel individu ou de n'importe quel organisme agricole, bien sûr, Ryan.

Est-ce que quelqu'un d'autre veut commenter les propos de Wayne?

Non? D'accord.

M. Bev Shipley: J'ai une question sur l'avenir de l'agriculture et l'exploitation d'autres cultures à des fins non alimentaires, dans une perspective de la durabilité de l'industrie.

M. Stuart Person: Si vous parlez de produire des cultures et de transformer les produits alimentaires en carburant, si c'est à ça que vous voulez en venir, alors oui, s'il y a suffisamment de nourriture dans le monde, nous pouvons remplacer les sources de carburant par des produits agricoles. C'est un sujet délicat. Si nous flambons du blé dans nos voitures pendant que des gens meurent de faim, vous vous retrouverez avec un problème politique, pas vrai?

Je ne sais pas. Je suis entièrement en faveur de ça si ça peut me permettre de rentabiliser ma ferme, mais en même temps, n'y a-t-il pas un aspect éthique dont nous devrions tenir compte? Était-ce bien votre question?

Le président: Votre temps est écoulé.

Randy, vous aviez quelque chose à ajouter, juste un commentaire. Pouvez-vous être bref?

M. Randy Hoback: Merci, monsieur le président.

Vous avez tous parlé de la promotion de l'agriculture. J'ai des questions à ce sujet. Quel élément mettriez-vous en valeur afin d'attirer davantage de personnes dans le domaine de l'agriculture? Je ne sais pas si nous avons du temps pour répondre à cette question, mais si vous pouviez y penser et soumettre une réponse par écrit, ce serait très utile. Je pense que vous avez raison; notre promotion de l'agriculture n'est pas axée sur les bons éléments.

M. Rodney Voldeng: Actuellement au Canada, l'image que tout le monde se fait de l'agriculteur est celle d'un agriculteur de 65 ans. Je crois qu'un des moyens de promouvoir l'agriculture serait de présenter de jeunes agriculteurs dans votre campagne. À partir de ce moment, d'autres jeunes percevraient l'agriculture comme une industrie où les jeunes ont leur place, et non uniquement les vieux agriculteurs.

Le président: Nous n'avons plus de temps, mais j'aimerais revenir brièvement sur deux ou trois choses avant de terminer.

Vous nous avez tous présenté d'excellents exposés aujourd'hui. Je vous en remercie encore une fois.

Une chose dont vous avez parlé, Barb, est d'intégrer l'agriculture dans les programmes d'enseignement secondaire. Je crois que c'est vous qui en avez parlé.

Oh, je suis désolé, c'est Ryan.

Il y a une école secondaire qui l'a fait il y a sept ou huit ans. C'était dans une région très rurale, comparable à celle où nous sommes aujourd'hui. D'autres écoles envisagent de donner suite à ça. Je me suis souvent demandé si un programme agricole pourrait également être approprié dans des zones urbaines, dans des grandes villes, pas dans le but de recruter des jeunes, mais de les éduquer sur les questions agricoles et les problèmes de ce milieu.

Je vois que vous hochez la tête.

• (1435)

M. Ryan Thompson: Je suis d'accord avec vous. Dans les régions rurales, on prêche les convertis. C'est très important d'intervenir en milieu urbain, non seulement pour attirer les jeunes vers l'agriculture, mais pour les initier à ce que nous faisons. Le petit obstacle à surmonter ici en Saskatchewan est qu'il est difficile de changer le programme d'enseignement. Il y a des barrières à franchir à tous les niveaux pour essayer de changer le programme. Si quelqu'un peut nous aider avec ça, je suis tout ouïe. Mais c'est difficile.

Le président: Merci.

Barb, je crois que vous avez parlé de subventions octroyées selon différents échelons. Simplement pour clarifier vos propos à ce sujet, j'ai compris que vous étiez d'avis que — comment dire? — plus l'agriculteur est jeune ou plus il est débutant, plus le montant versé devrait être élevé.

J'ai 53 ans, et si je travaillais encore à ma ferme — mon plus jeune frère exploite ma terre —, est-ce que je serais exclu de l'échelle de subventions? Est-ce le genre de formule que vous envisagez? Je voulais seulement en savoir un peu plus là-dessus.

Mme Barb Stefanyshyn-Cote: C'est à peu près ça. Nous devrions mettre les agriculteurs à la retraite à 65 ans. Ne les laissons pas là jusqu'à la fin de leurs jours. Si c'est ce que ça prend pour faire une place aux nouveaux agriculteurs, peut-être que c'est une manière d'y arriver. C'est un moyen de les décourager à continuer. Peut-être qu'il est temps pour eux d'être relayés, et c'est peut-être une façon de faire.

Le président: Merci. C'était un commentaire intéressant. En tout cas, merci d'être revenue sur ce sujet.

Monsieur Hickie, vous pouvez faire le dernier commentaire.

M. George Hickie: En tant qu'agriculteurs, nous produisons l'élément le plus essentiel à la vie humaine, et notre capacité à produire cette nourriture est grandement diminuée par quelques multinationales agricoles. C'est un problème que nous devons résoudre. Nous ne pouvons résoudre notre problème économique tant que celui-là ne sera pas réglé. Je ne crois pas que ce sera facile ou rapide, mais nous devons y faire face. C'est le problème que nous devons régler. Elles ont trop de contrôle sur les agriculteurs. Au fond, nous en sommes captifs.

Le président: D'accord. Merci.

Nous allons poursuivre tantôt avec un autre groupe de témoins, un peu comme vous.

Encore une fois, merci beaucoup. Nous avons eu de bons exposés aujourd'hui. Et je sais à quel point il est difficile pour vous, en tant qu'agriculteurs, de vous libérer pour une demi-journée, par exemple. Nous vous en sommes reconnaissants. Merci beaucoup.

Nous reprenons nos travaux dans 10 minutes. Je demanderais aux témoins de quitter la table, afin que les prochains témoins puissent s'installer. Et je demande aux membres du comité de respecter l'horaire. Nous reprenons dans 10 minutes. La séance est levée.

• (1435)

(Pause)

• (1445)

Le président: Nous allons maintenant commencer la deuxième partie de notre réunion.

Merci à tous nos témoins d'avoir réservé du temps dans votre horaire très chargé pour venir ici.

Nous avons beaucoup d'intervenants. Nous vous demandons de vous en tenir à un exposé de cinq à sept minutes — je vous aviserai lorsqu'il restera deux minutes. Je serai tout de même un peu flexible; c'est seulement pour nous assurer d'entendre tout le monde et de laisser du temps pour...

Commençons avec M. Schulhauser pour cinq à sept minutes, s'il vous plaît.

M. Colin Schulhauser (fermier, à titre personnel): J'aimerais remercier le comité de me permettre de témoigner aujourd'hui.

Je m'appelle Colin Schulhauser. J'exploite une ferme avec mon père dans la région de Cupar, près de Regina. Je travaille comme agriculteur depuis l'âge de 19 ans, et la ferme appartient à ma famille depuis quatre générations.

La question de savoir comment inciter les jeunes à se lancer dans l'industrie agricole est très importante, parce que cette industrie subit actuellement de nombreuses transformations et fait face à beaucoup d'obstacles. Le prix des terres monte en flèche, le nombre de propriétaires de l'extérieur de la province est en augmentation, et les problèmes d'ordre commercial tels que la fermeture des frontières européennes aux produits canadiens compliquent l'établissement des jeunes agriculteurs dans l'industrie. De plus, ces obstacles perturbent également la planification de la relève et le transfert des propriétés agricoles d'une génération à la suivante.

Il n'existe aucune recette magique, aucune réponse simple à la question de savoir quel est le meilleur moyen d'inciter les jeunes agriculteurs à se lancer dans l'industrie. D'un point de vue pratique, je suggérerais la mise en place d'un programme de prêts pour des terres et des équipements, qui permettrait un léger versement initial et des paiements sans intérêt pour une période allant jusqu'à deux ans. Ce type de programme de financement donnerait la chance aux jeunes agriculteurs de s'établir et d'accumuler un fonds de roulement.

Afin de protéger l'investissement du gouvernement, on exigerait des participants qu'ils aient suivi une formation ou un cours en agronomie, en comptabilité ou en agriculture générale. Selon moi, le fait de posséder ce genre de formation démontrerait l'engagement à long terme des jeunes agriculteurs. Un tel programme de financement serait conçu de façon à aider les jeunes agriculteurs de façon progressive et à long terme, et non pas comme une subvention.

Sur la question connexe de la planification de la relève et du transfert de la ferme d'une génération à la suivante, je crois que l'élément fondamental est la famille et le principe qu'un jeune agriculteur doit apprendre le métier de son père ou de son grand-père. Les jeunes agriculteurs d'aujourd'hui doivent faire face à des défis que n'ont pas connus leur père et leur grand-père. Il y a des normes de salubrité des aliments, des obstacles commerciaux, des problèmes de stabilité dans les rapports commerciaux et des changements à la politique alimentaire. De plus, il y a de nombreux obstacles d'ordre financier, tels que la hausse fulgurante des prix des terres, les augmentations des loyers fonciers, ainsi qu'un nombre toujours croissant de propriétaires de l'extérieur de la province.

Je suis heureux de constater que le Comité permanent de l'agriculture s'intéresse à des questions liées aux jeunes agriculteurs et au développement de l'industrie agricole canadienne en cette période critique de son histoire. L'industrie subit des changements très importants en ce moment, et il faut se pencher sur ces questions.

Je remercie le comité de m'avoir donné la chance de témoigner aujourd'hui.

•(1450)

Le président: Merci.

Madame Green.

Mme Dixie Green (à titre personnel): Merci de m'avoir permis de vous parler de mes perspectives d'avenir. J'aurais bien aimé qu'un jeune agriculteur vienne à ma place aujourd'hui. Vous avez indiqué que les agriculteurs de moins de 35 ans sont considérés comme de jeunes agriculteurs. Dans mon entourage, aucun agriculteur ne fait partie de cette catégorie. Je connais deux ou trois agriculteurs dans la quarantaine qui travaillent tellement fort pour survivre qu'ils n'auraient pas le temps de comparaître devant ce comité.

Je suis donc dans la catégorie des gens qui devraient être à la retraite. Je vais vous expliquer pourquoi je ne le suis pas.

La première raison est que je suis une éternelle optimiste. Je suis d'avis que si je peux poursuivre mes activités professionnelles, peut-être qu'il y aura quelque chose pour mes petits-enfants. Voilà la première raison. La deuxième raison est que si je vends mes actifs, à quel endroit sûr pourrais-je déposer l'argent de la vente? Ça me rend très nerveuse quand j'y pense. Au moins, il n'y a plus de terres en production. Le fait de posséder une terre procure peut-être une certaine stabilité. Depuis 35 ans, j'exploite une ferme mixte, où j'accomplis toutes sortes de travaux — je vis aussi des produits de la ferme —, et je dois maintenant m'affranchir d'une vie de durs labeurs. Je ne veux pas faire partie de la catégorie de personnes qui arrêtent tout et meurent. C'est pourquoi je veux continuer. Je souhaite vivement que la situation soit meilleure pour la prochaine génération. J'ai travaillé très fort toute ma vie, suffisamment fort pour ne pas savoir de quoi parlent les personnes qui regardent les émissions de télévision, entre autres, parce que je n'ai jamais le temps de regarder la télévision.

Je constate que les agriculteurs potentiels, comme mes fils et mes filles, ne sont pas intéressés par l'agriculture parce qu'il y a pour eux des façons moins exigeantes et moins risquées de gagner sa vie.

Je veux insister sur ceci. Nous parlons des sociétés qui contrôlent nos moyens de production et de la vente de nos produits, et nous disons qu'elles en prennent trop. Je suis certaine qu'elles en prennent trop, mais je suis d'avis que cette situation va perdurer, de sorte que nous allons délaissier notre rôle de petits agriculteurs — qui sommes en nombre négligeable — pour devenir les employés des grandes sociétés. Je ne suis pas vraiment certaine qu'une incapacité plus prononcée à gérer notre fonctionnement et la façon dont nous gagnons notre vie nous sera profitable.

En ce qui concerne les consommateurs d'aliments que nous sommes, nous constaterons une augmentation du prix des aliments si les sociétés prennent en charge nos produits. Il est possible que l'agriculture connaisse le même sort que l'industrie du vêtement, qui a dû déménager ses activités à l'étranger. Je constate que nous importons maintenant des produits du Mexique. Des aliments nous arrivent d'Israël, de la Grèce et d'ailleurs dans le monde. Des sociétés deviennent propriétaires de la terre. C'est la direction qu'elles prennent maintenant. Elles fixent le prix des moyens de production. Elles établissent le prix que nous obtenons pour nos produits. Cette situation perdure. Elles pourront augmenter le prix des aliments, mais la qualité risquera probablement d'en souffrir compte tenu que la majorité des aliments seront importés.

Je suis étonnée, à mon âge, d'apprendre que l'Est du Canada est plus susceptible d'acheter ses produits alimentaires aux États-Unis que dans l'Ouest du Canada, en raison des règles du libre-échange. Je ne suis pas convaincue que nous soyons avantagés par le libre-échange. Je ne veux vraiment pas qu'un accord de libre-échange soit

conclu avec l'Europe pour finalement nous rendre compte que nous sacrifions encore davantage notre capacité à veiller à nos propres intérêts. Je pense notamment à notre capacité de conserver nos semences et de les réutiliser. Voilà l'une des rares choses qui demeurent assez abordables ici. Cependant, l'Europe n'offre pas une telle garantie.

Je m'éloigne du discours que j'ai présenté. Vous pouvez examiner ce que j'ai préparé.

Dans l'Est du Canada, j'ai discuté avec quelques petits agriculteurs qui pratiquent l'agriculture communautaire, et qui possèdent de petites propriétés foncières, qui produisent des fruits et des légumes, etc., pour les régions densément peuplées. Je pense que leur travail est louable. Ce sont de petits agriculteurs.

•(1455)

Dans l'Ouest, l'agriculture à petite échelle n'existe pas, et il n'y a pas beaucoup d'agriculteurs qui pratiquent l'agriculture communautaire. C'est la production à grande échelle, et c'est exactement ce qui garde les jeunes agriculteurs à l'extérieur du marché. Cela ne fait aucun doute. Quand on se lance en affaires et qu'on dispose d'un budget de 15 000 \$ pour l'achat d'un tracteur, mais que le prix du plus petit tracteur sur le marché est de 150 000 \$, c'est une échelle de prix très difficile à concevoir pour les jeunes agriculteurs. Comment peuvent-ils réunir ces capitaux?

Je pense qu'il existe actuellement deux catégories de personnes susceptibles de se lancer dans le secteur agricole. La première catégorie est composée des descendants de troisième ou de quatrième génération de propriétaires agricoles et de la vieille génération qui a renoncé à la possibilité d'obtenir un rendement raisonnable sur ses investissements au fil des ans — elle est prête à léguer la majeure partie de sa machinerie et de la terre qu'elle exploite. L'autre catégorie d'agriculteurs correspond aux personnes qui ont tiré un revenu élevé d'une certaine industrie, comme l'industrie du pétrole, et qui arrivent les poches pleines d'argent, ou encore celles qui vendent leurs petites fermes en Alberta, par exemple — j'ai entendu cette situation —, et qui s'installent en Saskatchewan où les prix sont toujours peu élevés.

Ni l'une ni l'autre de ces catégories de personnes ne rapporte suffisamment d'argent pour soutenir l'industrie, de sorte que nous devons trouver des agriculteurs dans d'autres milieux. Comme l'a souligné Kalissa Regier, nous devons améliorer le sort des petits agriculteurs. Je déplore le fait que les producteurs de blé et d'orge ont obtenu une certaine garantie pour le paiement de leurs grains en récoltant les bénéfices du monopole géré par les agriculteurs sur les ventes. Il est certain que les grandes sociétés souhaitent la disparition de la Commission canadienne du blé puisqu'elles veulent ce monopole. Elles souhaitent accroître leurs profits. Il n'est pas difficile pour moi de comprendre que le contrôle qu'exercent les agriculteurs pose un problème. Ce n'est pas de cette façon que l'industrie aime entrevoir les choses. Elle doit avoir le pouvoir entre ses mains.

Voilà pourquoi, bon sang, il ne faut pas abolir la Commission canadienne du blé. Les agriculteurs ont déjà suffisamment de difficulté à cultiver leurs produits et à les transporter jusqu'au silo, c'est sans oublier qu'ils doivent s'asseoir devant leur ordinateur et déterminer s'ils peuvent commercialiser leurs grains en Égypte ou ailleurs, et choisir le bon moment pour le faire. Je ne veux pas m'opposer à mes voisins qui obtiennent 2 \$ par boisseau parce qu'ils ont vendu leur récolte cette semaine et que j'ai obtenu moins qu'eux parce que j'ai vendu ma récolte la semaine dernière. Je m'attends à obtenir un prix moyen. Il faut au moins veiller à ne pas semer la discorde entre nous pour cette raison.

Je pense que, si on abolit la Commission canadienne du blé, la qualité des grains canadiens en souffrira. La Commission a joué un rôle clé dans la protection de la qualité de notre blé et de notre orge. Ceux qui ne sont pas en faveur de la Commission et des nombreuses options de marketing qu'elle propose — grâce à ces options, il est même possible maintenant d'établir le prix du grain dans l'avenir, etc. — n'ont qu'à ne pas cultiver le blé et l'orge. Tous ces produits relèvent de la Commission canadienne du blé.

Je constate que les autres structures qui ont appuyé les petits agriculteurs sont compromises, à savoir les mécanismes de soutien comme la production en régime de gestion de l'offre. De nombreuses personnes ne veulent pas demeurer dans l'industrie des produits laitiers et des oeufs. Nous devons absolument voir à la gestion du risque par la mise en place de programmes d'assurance subventionnés. La commercialisation collective, le maintien des droits qu'ont les agriculteurs de conserver et de réutiliser les semences, les concessions pour les chemins de fer... Nous leur avons beaucoup donné lorsque nous avons renoncé au tarif du Nid-de-Corbeau, mais maintenant au moins, nous avons obtenu un certain plafonnement de leurs revenus, et ils nous ont accordé une concession en mettant à notre disposition des sites de chargement de wagons, dont nous avons besoin.

Je suis sur le point de terminer mon exposé — on dirait que c'est ce que votre doigt veut dire — j'aimerais simplement mentionner que les agriculteurs disparaissent peu à peu. Ça a été un bon style de vie. Si vous demandez aux gens dans l'ensemble de l'industrie s'ils font des profits, tous vous répondront qu'ils n'en font pas. Je n'y crois pas. Je ne pense pas que les détaillants, les grossistes, les compagnies de chemin de fer et les grandes entreprises d'emballage n'en font pas.

En ce qui concerne le boeuf, j'aimerais vous dire que j'ai des vaches. Il reste deux entreprises d'emballage dans l'Ouest du Canada. Deux entreprises seulement. Il n'y a donc aucune concurrence pour la vente. Nous avons abandonné le secteur de la vente.

En ce qui concerne les étiquettes d'oreille de l'ACIB — ce sont maintenant des boutons —, j'y suis totalement favorable. Mais, vous savez quoi? L'identification du boeuf canadien est une bonne initiative, mais quelqu'un doit en assumer les coûts, outre les personnes qui ne font pas d'argent. C'est nous qui payons tous les coûts, à savoir les coût d'étiquetage, d'achat des étiquettes, etc. Voilà un secteur où une aide aux producteurs serait la bienvenue.

• (1500)

J'aurais d'autres exemples à donner.

Le président: Je vous ai déjà accordé plus de temps que prévu, mais si vous avez une conclusion à faire, allez-y, madame Green.

Mme Dixie Green: En guise de conclusion, je crois que nous devrions avoir au moins le coût de la production. Si nous souhaitons que de jeunes agriculteurs se lancent dans l'industrie, il faut qu'ils puissent le faire sans y laisser leur chemise. Il faut accroître ce bassin

d'agriculteurs potentiels, tout en s'assurant que ceux qui sont déjà en affaires peuvent y rester et trouver une relève.

Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons donc poursuivre. Nous avons ici deux témoins qui sont père et fils — je crois que c'est une première. Je souhaite la bienvenue à Carter et à Layton Bezan.

Carter, je crois que c'est vous qui allez faire la présentation.

M. Carter Bezan (fermier, à titre personnel): Bonjour, je m'appelle Carter Bezan. Je suis propriétaire d'un ranch et éleveur de bovins dans la région du nord de Regina. Je suis très heureux qu'on m'ait demandé de parler de ce sujet aujourd'hui. Je vous remercie de m'avoir invité.

Dans le numéro de février du *Western Producer*, il y avait un article qui indiquait que le gouvernement fédéral offrait une carotte aux jeunes agriculteurs. Dans cet article, Jean-Pierre Blackburn, ministre de l'Agriculture, affirmait que ce n'était pas l'argent qui empêchait les jeunes d'entrer dans le domaine de l'agriculture, que l'attitude négative des jeunes agriculteurs à l'égard de l'agriculture le dérangeait et que cette attitude provenait de leurs parents.

Je suis totalement en désaccord avec lui à ce sujet. Il y a tellement de jeunes agriculteurs dans cette industrie qui n'entretiennent aucune pensée négative à l'égard de l'agriculture et qui, au contraire, sont enthousiastes à l'idée de se lancer dans l'agriculture et l'exploitation d'un ranch, veulent que leur ferme prenne de l'expansion et désirent même diversifier leurs activités. Ces jeunes sont loin d'avoir une attitude négative à l'égard de l'industrie.

En ce qui me concerne, c'est une question d'argent. En effet, pour ce qui est de mes activités, tous les profits provenant de mes vaches servent à payer les factures que j'ai accumulées depuis le phénomène de l'encéphalopathie spongiforme bovine en raison de la baisse des prix pour les bovins, à rembourser les paiements de prêts ou à acheter plus de vaches ou de meilleurs taureaux pour continuer à accroître mes activités. Selon moi, le plus gros problème dans l'industrie, c'est l'incapacité des jeunes agriculteurs de prendre de l'expansion et d'avoir accès à du capital. De plus, pour acquérir des terres, des bovins et de l'équipement, nous devons faire concurrence aux agriculteurs déjà établis qui travaillent en vue de réaliser des profits ou qui ont amassé tellement de fonds que la baisse des prix ou la capacité à obtenir un rendement ne les touchent pas. Nous faisons également concurrence aux autres jeunes agriculteurs qui ont recours à des emplois ailleurs que sur la ferme pour compléter leur revenu d'agriculteur ou qui reviennent du champ de pétrole avec de l'argent plein les poches.

À mes yeux, il n'y a que du potentiel pour cette industrie et notre pays, et s'il était plus facile d'obtenir de grosses sommes d'argent, rien ne m'empêcherait d'agrandir ma ferme et de diversifier mes activités. Selon Financement agricole Canada ou la Loi canadienne sur les prêts agricoles, pour être reconnu comme agriculteur débutant, il faut avoir moins de six ans d'expérience dans le domaine de l'agriculture. Donc, d'après les normes des établissements de crédit et du gouvernement, je serais considéré comme un agriculteur chevronné à l'âge de 25 ans! Selon moi, il vaudrait mieux établir un critère en fonction du montant investi ou en fonction de l'âge pour catégoriser les agriculteurs débutants. Dans l'industrie d'aujourd'hui, un agriculteur de 35 ans est encore considéré comme un jeune agriculteur puisque sa ferme prend encore de l'expansion. Le gouvernement et les établissements de crédit doivent donc changer leurs critères. Souvent, lorsque des agriculteurs vendent leur ferme, elle est achetée par des agriculteurs qui sont à l'âge de la retraite, puisque ce sont habituellement les seuls acheteurs intéressés. C'est pourquoi je dis que les agriculteurs de moins de 35 ans devraient être considérés comme de jeunes agriculteurs. C'est la limite que l'on devrait fixer.

Les programmes annoncés par le premier ministre Steven Harper en mai 2009 visant à permettre aux agriculteurs d'avoir accès plus facilement au crédit sont remarquables, mais pour les jeunes agriculteurs, il faut réduire le montant exigé pour un versement initial et les taux d'intérêt connexes. La Loi canadienne sur les prêts agricoles est une très bonne idée et permet aux agriculteurs de recevoir des fonds dont ils ont besoin à des taux d'intérêt peu élevés avec un versement initial minime, mais selon moi, même 10 p. 100 peut s'avérer trop élevé lorsqu'on a une marge de manoeuvre restreinte.

Un programme structuré de façon semblable au Livestock Loan Guarantee Program de la Saskatchewan, selon lequel le gouvernement garantit 80 p. 100 du prêt, pourrait permettre aux jeunes agriculteurs d'acheter des terres ou de l'équipement à des taux d'intérêt plus faibles et nécessitant un versement initial moins élevé. C'est grâce au Livestock Loan Guarantee Program de la Saskatchewan que j'ai pu augmenter le nombre de vaches de mon troupeau. Il m'a permis de le faire alors que les banques du pays ne prenaient même pas la peine d'examiner mes demandes. Tout comme le Livestock Loan Guarantee Program, les programmes de prêt pour les jeunes agriculteurs doivent être garantis par le gouvernement et ne doivent pas figurer sur les rapports de solvabilité. En ce qui me concerne, ma ferme et mon crédit personnel sont deux choses distinctes, mais c'est tout ce qui intéresse la banque lorsque je présente une demande, même malgré la Loi canadienne sur les prêts agricoles en vigueur. Et parce que je possède actuellement une maison en ville, ce n'est pas considéré comme de l'actif.

Des programmes comme la Loi canadienne sur les prêts agricoles ne peuvent uniquement tenir compte de la cote de solvabilité ou de l'amortissement total de la dette d'un demandeur pour évaluer son admissibilité. Ils doivent laisser l'occasion aux jeunes agriculteurs de présenter un plan d'affaires solide indiquant ce qu'ils veulent accomplir avec l'argent, combien cela va coûter et comment ils comptent rembourser le prêt. Ce qui est le plus difficile dans cette industrie, c'est démarrer, et n'importe quel type de programme de prêt peut consentir un délai de grâce d'un ou deux ans aux jeunes agriculteurs afin qu'ils puissent investir de l'argent dans les éléments essentiels, comme l'ensemencement, la construction de clôtures ou l'installation de réseaux d'alimentation en eau. Dans l'industrie bovine, une fois que la terre est prête, elle devient rentable et permet de redonner aux jeunes agriculteurs un élan dans la bonne direction.

Un autre aspect qui doit être abordé est le fait que l'appui financier des programmes d'aide, comme Agri-stabilité, n'arrive pas assez vite, et parfois même jamais. La plupart du temps, le mal est fait et l'agriculteur a déjà modifié ses opérations avant de recevoir le versement des fonds. Pour être admissible à un paiement quelconque, la personne ne doit pas avoir de marge négative pendant plus de deux ans. Un jeune agriculteur qui a si peu de marge de manoeuvre n'a donc pratiquement aucune chance d'être admissible si sa ferme continue de croître et de prendre de l'expansion. Il faudrait que les programmes deviennent plus accessibles et plus précis pour que tous puissent faire les calculs. Avec la structure actuelle du programme Agri-stabilité, seuls les responsables savent comment les calculs sont faits. Les formules changent, et le secteur de l'élevage a connu des années où ses marges ne cessaient de diminuer. Les chances des agriculteurs d'obtenir des versements deviennent donc pratiquement nulles, alors que ce sont dans de tels moments qu'ils en auraient le plus besoin. Le programme n'est pas efficace et je fais partie des nombreux producteurs qui trouvent que c'est une vraie farce.

● (1505)

Le gouvernement devrait envisager la mise en oeuvre d'un programme d'assurance du bétail accessible à l'ensemble du secteur de l'élevage bovin. Un programme, comme Ryan l'a mentionné, pour les producteurs de vaches ou de veaux, qui ressemble au programme d'assurance offert en Alberta et qui vise principalement les parcs d'engraissement. Nous avons besoin d'un programme qui permettrait aux jeunes agriculteurs et à tous les autres agriculteurs de s'assurer à l'avance un certain revenu provenant de leurs bovins, à toutes les étapes de la chaîne de production. Les agriculteurs pourraient alors se rendre à la banque et garantir que leurs bovins leur rapportent au moins un montant x à l'automne. Ils pourraient ainsi assumer leurs coûts de production, faire leurs paiements et avoir des conditions de vie normales.

Je suis allé dans des ranchs et dans des fermes d'Amérique du Sud au cours des dernières années. Il semble plus facile à un jeune agriculteur de vivre en pratiquant le métier qu'il aime dans ces pays. Les possibilités sont aussi beaucoup plus grandes en Russie, en Chine et en Ukraine. En effet, pour les agriculteurs de ces pays, les coûts sont moins élevés, les profits sont plus grands et les terres et l'équipement sont moins chers.

Nous sommes en train de perdre au profit de nos concurrents tout ce que nous avons développé ici relativement à la technologie agricole, à l'équipement et à la génétique. La concurrence s'approprie de plus en plus nos marchés et continuera de le faire à mesure qu'elle apprendra de nos expériences. Je crois au libre-échange, mais nous avons un produit de qualité supérieure et nous devons le protéger de la concurrence. Si la situation de l'industrie ne change pas rapidement, de plus en plus de jeunes agriculteurs vendront peut-être leur ferme pour en acheter une plus grande dans un autre pays. C'est une possibilité que j'ai moi-même envisagée.

Nous assisterons bientôt à un exode massif du secteur agricole, puisque la population vieillit et que de plus en plus de jeunes agriculteurs acceptent des emplois dans des champs de pétrole, dans des mines ou à la ville. Pourquoi rester en agriculture alors qu'on peut travailler dans un champ de pétrole, dans des mines ou au gouvernement et ainsi avoir un bon salaire, profiter de ses fins de semaine, avoir des congés fériés payés et disposer de plus de temps pour sa famille et ses amis? Pour que les jeunes agriculteurs qui aiment faire ce travail ne désertent pas l'industrie, on doit pouvoir leur assurer de faire suffisamment d'argent pour qu'ils souhaitent y rester.

Mon grand-père et mes voisins plus âgés nous parlent souvent de l'époque où les agriculteurs et les exploitants de ranchs étaient parmi les gens les plus riches et les plus reconnus de la société. Pourquoi cela ne pourrait-il pas être encore le cas aujourd'hui? Nous approvisionnons le pays et le monde entier en aliments et en produits sûrs et de qualité et nous ne sommes pas rémunérés à juste titre.

Charlie Gracey, l'ancien directeur général de la Canadian Cattlemen's Association, a réalisé une petite étude sur la part des ventes de boeuf au détail que touchent les producteurs. Les résultats ont été publiés dans un numéro récent du *Canadian Cattlemen Magazine*. On y comparait les données du début des années 1970 à celles de 2008-2009. Au début des années 1970, les producteurs touchaient en moyenne 80 p. 100 de la valeur au détail des bouvillons prêts à l'abattage. En 2007, cette part a chuté à moins de 45 p. 100, puisque les coûts de production ont augmenté plus rapidement que le prix versé par les détaillants.

Les détaillants et les conditionneurs en Amérique touchent 55 p. 100 de la valeur au détail sans que quiconque ne s'y oppose. Des détaillants comme Wal-Mart et Safeway imposent un prix aux abattoirs, qui nous l'imposent par la suite. Les détaillants vendent du boeuf et d'autres produits agricoles à un prix élevé et continuent d'augmenter leurs prix, mais les producteurs ne profitent jamais de ces augmentations.

Le gouvernement doit imposer des règles plus rigoureuses aux détaillants relativement aux profits qu'ils peuvent réaliser et à ce qu'ils doivent remettre aux producteurs. Pour l'instant, les observateurs de l'industrie et les organismes gouvernementaux, comme le Bureau de la concurrence, semblent ne porter attention qu'aux répercussions des fusions et des acquisitions sur le prix de détail. Le Bureau de la concurrence devrait aussi se pencher sur les répercussions de ces fusions et acquisitions sur les montants versés aux producteurs et aux fournisseurs.

Tous les gouvernements affirment vouloir aider les agriculteurs quand ils sont en campagne électorale, mais nous n'avons toujours pas constaté de changements. Nous sommes ici aujourd'hui pour parler des moyens d'assurer l'avenir des jeunes agriculteurs. Mais si le gouvernement actuel n'agit pas bientôt, les jeunes agriculteurs n'auront tout simplement plus d'avenir. Nos parents vieillissent et veulent quitter la ferme, mais à qui la laisseront-ils? Quel jeune agriculteur acceptera d'assumer ce rôle? Qui nourrira la population mondiale, en constante croissance? En tant que député dans le domaine de l'agriculture, ai-je suffisamment mis à profit mon mandat pour assurer l'avenir des jeunes agriculteurs canadiens? Voilà les questions que vous devriez vous poser, à mon avis, parce que vos prédécesseurs n'ont jamais pris la peine d'y répondre.

Le président: Nous passons maintenant la parole à M. Brad Hanmer.

M. Brad Hanmer (à titre personnel): Merci, monsieur le président. Merci également aux membres du comité.

C'est difficile de respecter cette loi, Carter. Bon travail. Si je me fie au point de vue de Carter, moi non plus, à partir de cette année, je ne suis plus un jeune agriculteur. J'ai eu 36 ans cette année.

Avant de continuer, j'aimerais également préciser, pour le compte rendu, que je remercie de nouveau le comité de me permettre de témoigner, mais également d'être ici dans ce qu'on peut appeler fondamentalement un coin unique de la Saskatchewan. Nous sommes situés en plein centre — nord, sud, est, ouest — de la région des cultures céréalières, alors il s'agit d'un coin unique au monde.

Je fais actuellement partie du conseil d'administration de Financement agricole Canada, et je veux m'assurer que les déclarations et les commentaires que je ferai ici sont strictement ceux d'un agriculteur et d'un homme d'affaires, et qu'ils n'ont rien à voir avec Financement agricole Canada — pour le compte rendu.

J'aimerais également remercier les membres de ma famille, qui regardent peut-être cette séance sur Internet, ainsi que les membres du personnel, de tenir la barre pendant mon absence. Nous travaillons aujourd'hui la terre à l'aide de trois semoirs, nous portons les semences en terre, mais j'ai quand même pris le temps de venir ici parce que c'est très important pour moi.

Pour commencer, j'aimerais dire qu'il existe une grande diversité de modèles d'affaires. Je dois m'excuser. Je suis arrivé à la toute fin du dernier exposé. De la très bonne information a été transmise. Certains modèles d'affaires permettent de faire de l'argent. Tout est également question de rentabilité. Je crois que j'ai entendu cela ici et, monsieur Hoback, je crois que vous avez fait ce commentaire.

C'est un domaine très exigeant en investissements; nous le savons tous. Certains modèles permettent aux jeunes agriculteurs de tirer leur épingle du jeu. D'abord, je voudrais dire que j'ai pu faire ma place grâce à mes parents. Selon moi, la situation est très difficile aujourd'hui si on n'a pas une ferme rentable à céder à la génération suivante. On ne peut pas prendre un jeune dans la rue et lui dire « Voici 1 million de dollars, lance-toi en agriculture ». Je n'aime pas la réalité de ce domaine, mais elle est bien réelle: si on n'a pas une ferme rentable aujourd'hui, c'est très difficile d'en acquérir une.

Je vois que Layton et Carter sont assis côte à côte, et je suis persuadé que Layton, comme mon père Ron, a permis à son fils de prendre la relève. C'est également ce que j'ai l'intention de faire avec mon propre fils.

Il existe des modèles qui permettent de transférer la propriété d'une ferme. Dans notre cas, nous avons une grande ferme. Nous avons cinq employés, que nous avons amenés à travailler dans le domaine. Ils ont tous été élevés dans une exploitation agricole.

Nous devons aussi nous inquiéter que, dans le cas d'une ferme comme la mienne, et comme on peut le lire dans certaines publications sur les grandes entreprises agricoles, il n'y a plus rien de familial dans mon exploitation. Nous exploitons cette ferme depuis quatre générations. Mon arrière-grand-père a été le premier à travailler la terre ici. J'ai trois frères, mes parents et quatre employés. Ils travaillent tous sur ma ferme. Ils peuvent oeuvrer au sein de ce secteur grâce à des partenariats. Il existe des modèles qui montrent que c'est de cette façon que nous pouvons fonctionner, si on n'a pas les moyens de se lancer soi-même dans le domaine.

Lorsque j'avais 15 ans, je voulais acheter les Oilers d'Edmonton et y ramener Wayne Gretzky. Il y a des jeunes qui rêvent d'avoir une ferme, et parfois — je ne dis pas que je suis d'accord avec cela —, ce n'est pas possible. C'est très difficile.

Un autre élément important — et je ne dis pas que je suis d'accord ou en désaccord —, c'est que les fermes deviennent de plus en plus grandes. C'est la réalité. Non seulement cette tendance va-t-elle se poursuivre, mais elle va s'accélérer, et je vais en donner les raisons pour lesquelles il en est ainsi. Certains des points soulevés par Carter sont très importants. Un de ces points est lié à la qualité de vie. Si vous devez travailler 24 heures sur 24, sept jours sur sept, pour faire fonctionner votre entreprise, vous vous épuiserez vraiment rapidement.

Lorsque vous avez une ferme plus grande, vous pouvez vous spécialiser, et quand vous le faites, votre charge de travail peut changer. C'est une des raisons pour lesquelles les propriétaires de grandes fermes ne pensent pas qu'ils sont l'ennemi. C'est un modèle d'affaires qui peut fonctionner. À mon avis, lorsqu'on examine l'évolution de la technologie, la situation ne changera pas. Nous verrons apparaître de plus grandes fermes.

Il y a autre chose que j'aimerais pour les jeunes agriculteurs qui débutent... Je sais qu'il y a quelques années, des gens avaient peur de perdre le droit d'obtenir un brevet pour des cellules végétales lorsque je faisais partie de l'association du canola. Si ça avait changé... La rentabilité de ma ferme et de notre région du monde est fondée sur la culture du canola. Sans la culture du canola et sans investissements, je n'aurais pas de plan d'affaires actuellement. C'est comme ça que fonctionnent les marchés. Alors le message que j'aimerais transmettre à vous, les législateurs, c'est que je vous supplie de conserver un environnement favorable à l'application de la réglementation. Je crois que ce point a été soulevé par un des intervenants. L'innovation est la clé des jeunes agriculteurs. Ce n'est pas une mesure à rabais; c'est un moyen de renforcer notre position au pays. Autrement, comme Carter l'a dit, nous ne pouvons pas concurrencer certains autres pays. Nous devons tirer profit de nos atouts.

La gestion des risques est un autre élément important. C'est le point le plus important que je dois gérer chaque jour, et il s'agit d'un risque calculé. Le PCSRA ne fonctionne pas pour certaines personnes, mais il fonctionne pour d'autres. Dans notre cas, le PCSRA a été une bouée de sauvetage. Lors du gel de 2004, lorsque la température est descendue à moins sept degrés le 14 août, le PCSRA m'a sauvé.

• (1510)

Pour un grand nombre de modèles d'affaires qui ne disposaient pas d'une marge de référence pour une raison quelconque, il était trop tard, comme Carter l'a dit.

Je ne suis pas ici pour trouver des failles, mais Agri-stabilité est un programme à grande échelle, et je vous prierais de le mettre en oeuvre de la façon la plus rapide et efficace possible.

Les produits constituent l'autre facteur de risque. Nous avons besoin de marchés stables. Je sais que récemment, des mainlevées ont été accordées, ce qui a permis de faire des gains appréciables pour certains produits que je cultive, et je vous encourage, en tant que législateurs, à penser à nous en tout temps, nous qui sommes dans cette partie du monde. L'accès aux marchés est important pour nous.

J'aimerais dire quelques derniers mots sur les produits... Il y a beaucoup de débats au sein de la Commission canadienne du blé. Selon moi, ce n'est rien de plus que du marketing. Nous allons nous faire écraser très rapidement dans l'industrie des céréales secondaires. La culture du maïs va doubler au cours des 10 prochaines années. Au Canada, si nous n'obtenons pas le potentiel génétique nous permettant de faire concurrence au blé et à l'orge commune selon un calcul fait à l'acre, nous nous ferons écraser. Actuellement, sur ma ferme, des entreprises multinationales développent des variétés de maïs résistant au froid. Si nous poursuivons ce débat sur le monopole et sur les sujets connexes, je vais cultiver le maïs avec plus de succès au cours des 10 prochaines années. Je serai forcé de le faire. Ça s'en vient.

La meilleure chose que la Commission canadienne du blé peut faire pour nous qui ne sommes pas satisfaits de la situation, ce serait de continuer sur sa lancée, car elle devient superflue. Un intervenant a dit qu'il ne fallait pas cultiver cela. C'est exactement ce qui se

passé. Nous ne pouvons pas utiliser les services de cet organisme de marketing. Nous voulons jouir des mêmes droits et libertés que les habitants de l'Est du Canada, en ce qui concerne mon canola, mon lin, mon avoine, mes lentilles et mes pois. Si nous n'avons pas cela, ce sera superflu et nous cultiverons le maïs.

Je conclus ainsi, monsieur le président. Merci beaucoup.

• (1515)

Le président: Monsieur Thakker.

M. Ajay Thakker (expert-conseil en communication, Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan): Merci, monsieur le président et chers membres du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, pour votre invitation qui me permet aujourd'hui de vous donner mon avis sur vos travaux. Et bien entendu, soyez les bienvenus en Saskatchewan.

Au nom des milliers de producteurs agricoles qui constituent l'APAS, tous des cultivateurs et des éleveurs de la province de la Saskatchewan, j'ai demandé au comité permanent de venir dans notre province, que je considère être le coeur et l'âme de l'agriculture, pour entendre que ce que les jeunes agriculteurs ont à dire.

Je tiens à remercier les intervenants qui ont pris ou qui prendrons la parole aujourd'hui pour avoir accepté de quitter leur ferme quelques instants, parce que je sais à quoi ça ressemble comme travail.

L'APAS est l'organisation agricole générale de la Saskatchewan, qui a été mise sur pied pour fournir aux cultivateurs et aux éleveurs une organisation non partisane bien à eux axée sur les besoins des producteurs et élue par démocratie pour desservir principalement les municipalités rurales. La mission de l'Association des producteurs agricoles est d'améliorer le bien-être économique des producteurs agricoles de la Saskatchewan et de contribuer à la viabilité et aux infrastructures des collectivités rurales, notamment en faisant du lobbying en faveur de politiques agricoles progressives. Notre vision est celle d'un futur où l'agriculture sera rentable, où la viabilité des collectivités rurales sera assurée, et où le rôle de l'agriculture dans notre société sera reconnu et apprécié comme tel.

Pour commencer, je crois qu'il est bon de souligner que, contrairement à ce qu'avait demandé le comité permanent, je ne suis pas un jeune agriculteur au sens où vous l'entendez, puisque je n'ai pas entre 35 et 40 ans. Pour être honnête, je ne suis même pas agriculteur, et je me consacre à la politique agricole depuis trop longtemps pour me considérer jeune.

Toutefois, c'est le printemps, et en Saskatchewan, dès qu'il n'y a plus de neige au sol, tous les agriculteurs que je connais, mis à part ceux qui sont venus aujourd'hui, sont occupés à transporter leurs grains, à déplacer leurs troupeaux, à réparer l'équipement ou à se préparer pour les semences. Cela signifie que tous les membres du conseil d'administration de l'APAS sont déjà sur leur tracteur à se préparer pour la saison 2010.

Notre président, Greg Marshall, est actuellement à Ottawa pour participer à une réunion de la FCA, mais il vous envoie ses salutations.

Néanmoins, j'ai quelques idées que j'aimerais partager avec vous.

En décembre 2008, une résolution a été adoptée à l'assemblée générale annuelle de l'APAS, puis ratifiée en février 2009 à l'assemblée générale de la Fédération canadienne de l'agriculture, afin d'appuyer l'amélioration des programmes de transfert entre les générations de manière à attirer les jeunes vers l'agriculture.

Pour permettre à ses directeurs et à ses représentants de bien comprendre la portée des programmes essayés ou envisagés au Canada et dans le reste du monde, l'APAS a mandaté, au printemps de 2009, la firme de Saskatoon A.N. Sholz & Associates d'entreprendre une étude exhaustive dont l'objectif était de fournir un aperçu du transfert intergénérationnel, de l'attrait de la relève et des programmes d'immigration actuellement offerts au Canada, en particulier dans la province de la Saskatchewan.

Sholz & Associates ont présenté les résultats de leur étude, intitulée « Stratégies et recommandations quant aux besoins liés au programme de transfert intergénérationnel et à la relève », laquelle a été présentée à la rencontre de mi-mandat de l'APAS en décembre 2009. Il est apparu évident dès le début de l'étude qu'il serait impossible de trouver des réponses rapides ou des solutions faciles aux programmes déjà en place au Canada et à l'étranger en ce qui concerne la relève agricole. Améliorer l'atmosphère et le climat pour attirer de nouveaux propriétaires, surtout en ce qui concerne la production agricole, est un processus complexe et de longue haleine. Il existe différents modèles de soutien financier au Canada pour les nouveaux producteurs du secteur agricole. L'Alberta, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse ont leurs propres organismes d'État de crédits financiers, qui relèvent du ministère de l'Agriculture de la province, pour prêter de l'argent aux cultivateurs à un taux réduit. L'Ontario et le Québec offrent des taux d'intérêt réduits et du financement sous forme de subventions provenant par des organisations axées sur l'industrie. Les secteurs à offre réglementée sont des projets pilotes menés à l'interne pour le financement, afin de fournir un appui financier aux nouveaux agriculteurs pour leur permettre d'obtenir un quota.

L'Australie et les États-Unis délaissent de plus en plus les taux d'intérêt réduits et les garanties de prêts et investissent davantage dans la formation en gestion, l'acquisition de compétences en affaires et la planification de la succession.

L'immense besoin de nouveaux exploitants pour remplacer les agriculteurs qui partent à la retraite est difficile à combler. Certains dirigeants de ferme croient que le besoin est urgent, alors que d'autres estiment que la situation va se résoudre d'elle-même. Néanmoins, le fait est que la moyenne d'âge des agriculteurs ne cesse d'augmenter alors que la relève se fait de plus en plus rare.

Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire change rapidement, notamment compte tenu du fait qu'il est mené par de nouveaux compétiteurs à l'échelle internationale, mais aussi en raison des restrictions sur l'échange commercial, du changement climatique et de la demande des consommateurs pour des aliments locaux sûrs, nourrissants et nutritifs. Il sera important pour les nouveaux agriculteurs de posséder les compétences commerciales et les capacités de commercialisation nécessaires pour s'adapter aux changements constants et réussir dans leur entreprise aujourd'hui et demain.

Auparavant, les gens croyaient que l'agriculture était la meilleure solution pour ceux qui ne pouvaient pas terminer leurs études secondaires ni faire autre chose, alors qu'aujourd'hui, les qualités et les compétences nécessaires à un agriculteur pour réussir sont étonnantes et dépassent de loin les capacités de la plupart des professionnels. Le niveau de compétence minimal requis pour un agriculteur débutant est beaucoup plus élevé aujourd'hui. Les programmes de soutien du gouvernement et de l'industrie pourraient les aider à obtenir la gamme de compétences commerciales qu'ils doivent acquérir d'abord et avant tout.

Les recommandations faites au gouvernement concernant des changements aux politiques et la création de programmes doit être orientées vers l'avenir et prévoir les besoins de l'industrie pour les cinq ou dix prochaines années. Si de nouveaux programmes pour le transfert intergénérationnel et l'attrait de la relève sont prévus et lancés aujourd'hui, il ne faut pas oublier que cela prendra plusieurs années avant d'obtenir des résultats tangibles et de voir des améliorations concrètes. C'est pourquoi il faut prévoir les besoins des cinq ou dix ans à venir plutôt que d'élaborer des programmes se fondant uniquement sur les besoins d'aujourd'hui et des cinq dernières années.

• (1520)

Même si nous sommes au bord de la crise et qu'il faut absolument attirer de nouveaux éléments dans l'industrie agricole, il semble malheureusement que les dirigeants ne soient pas pressés de régler ce problème. C'est pourquoi nous sommes reconnaissants au comité de se pencher sur la question.

Alors qui prendra l'initiative? Je pourrais aussi demander qui a le plus à gagner ou à perdre dans l'entreprise agricole.

Le gouvernement devrait et doit jouer un rôle dans l'établissement de politiques et de lois appropriées, mais il est loin d'être le seul intervenant clé. L'industrie agricole elle-même, de même que ses nombreux acheteurs, doivent aussi assumer leur leadership et relever ces défis pour trouver des solutions. Bien sûr, il faudra une approche axée sur la collaboration et l'engagement des intervenants pour arriver à résoudre entièrement ces problèmes et à trouver des solutions réfléchies et durables, mais il y a plusieurs choses que nous croyons qui pourraient déjà être enclenchées par les organisations agricoles, le gouvernement et l'industrie pour attirer la relève dans l'industrie agricole.

Il n'y a pas de solution miracle pour inciter de nouvelles personnes à se lancer en agriculture, quel que soit leur âge, mais nos recommandations, qui s'adressent à des groupes comme l'APAS, les deux ordres de gouvernement et l'industrie de l'agriculture et de l'agroalimentaire en général, sont de s'attaquer aux éléments clés d'une approche multidimensionnelle pour faire la différence.

Ces recommandations ont été présentées sous forme de grandes lignes, la première touchant la planification de la succession. Nous croyons que la planification de la succession devrait être un programme prioritaire. Les autres grandes lignes — comme vous pouvez le lire sur notre site Web — touchent la formation en affaires, le mentorat et l'apprentissage, la messagerie et l'imagerie, les outils de financement, les premières nations, l'immigration et la coordination.

Plus important encore, nous croyons que le gouvernement fédéral et les ministères provinciaux de l'agriculture doivent élaborer une stratégie pour améliorer rapidement la communication entre les divers organismes et la coordination entre les intervenants appuyant directement les programmes visant à inciter de nouvelles personnes à se lancer dans le secteur agricole, à faciliter les transferts entre générations et à améliorer l'imagerie et la messagerie.

Après la publication officielle de l'étude et son adoption à notre rencontre de 2009, l'APAS a imprimé le rapport et en a distribué des copies à la Table pancanadienne de la relève agricole et à tous les membres de la FCA. Nous encourageons les autres personnes intéressées à télécharger la version électronique de l'étude ou du synopsis à partir de notre site Web. Nous travaillons indépendamment mais en collaboration avec divers partenaires de l'industrie pour créer de nouvelles occasions et ainsi appliquer les recommandations les plus pressantes.

Je vous remercie encore de m'avoir donné l'occasion d'être ici, et je vous encourage à prendre connaissance du résumé ou de l'entièreté du rapport qui se trouve sous « transfert intergénérationnel » (intergenerational transfer) de la section « politique » (policy) de notre site Web, dont l'adresse est www.apas.ca.

Merci.

Le président: Si vous avez des cartes d'affaire avec vous, vous pourriez peut-être en distribuer aux membres après la séance.

Merci.

Layton.

M. Layton Bezan (fermier, à titre personnel): J'aimerais simplement faire quelques commentaires, mais ils ne sont pas fondés sur ce que l'on fait Carter et moi.

Dans notre entreprise, nous faisons affaire avec beaucoup de producteurs de l'Ouest du Canada, mais aussi de l'Est et des États-Unis. Malgré la couleur de mes cheveux, quand je me rends sur place pour jeter un coup d'oeil au bétail, je suis souvent le plus jeune. Il y a définitivement un manque de jeunes dans l'industrie, et comme tout le monde ici l'a déjà dit de façon très éloquente, nous devons accroître notre rentabilité. Quand j'ai commencé, un de mes bons amis du Manitoba m'a dit qu'il s'était lancé dans cette entreprise pour le plaisir et pour le profit, et je dois dire que c'est beaucoup plus plaisant quand il y a un certain profit. Malheureusement, l'entreprise n'a pas été une partie de plaisir depuis 2003.

Je crois que nous devrions entre autres nous pencher sur le financement des infrastructures, bien évidemment. C'est une grande source de préoccupations pour les jeunes agriculteurs. À une certaine époque, quand j'ai commencé à travailler sur la ferme, le crédit agricole était une source de financement des immobilisations. Je crois que nous devrions envisager sérieusement la possibilité de les faire participer à la gestion du financement. Maintenant, il y a ce que l'on appelle les alliances de l'industrie. Je pense que c'est une erreur, parce que ce qui se passe, c'est que nous empruntons la même voix que la Commission du blé. Vous avez ce que l'on appelle dans le secteur de l'élevage le « financement de vendeur ». Cela limite les endroits où les jeunes agriculteurs peuvent acheter et vendre leurs bêtes. Je pense que la même chose se passe du côté des cultivateurs, car la production est financée par le crédit agricole uniquement en passant par les grandes entreprises multinationales.

Une des choses que nous constatons dans tout le secteur agricole, c'est que les consommateurs imposent leurs valeurs, faisant ainsi augmenter les coûts de production pour nous, producteurs. Malheureusement, ils ne sont pas prêts à payer les frais supplémentaires que cela entraîne. Ils veulent continuer d'acheter leurs aliments chez Safeway ou Wal-Mart à un coût beaucoup plus bas que celui assumé par les producteurs, comme l'ont indiqué Carter et les autres intervenants.

Il est évident, d'après ce que tout le monde a dit, que nous voulons pouvoir vivre de ce marché. Nous ne voulons pas dépendre de programmes gouvernementaux. Il est ironique de constater que depuis l'arrivée des programmes gouvernementaux comme le Régime d'assurance-revenu brut, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, nous sommes devenus de plus en plus dépendants des subventions. En fait, en 2003, pendant la crise de la vache folle, quand le gouvernement a remis une subvention de 350 \$ par tête aux exploitants de parcs d'engraissement, tout ce que nous avons fait c'est de blanchir l'argent qu'il nous a donné, et je crois que c'est ce qui se passe pour tous les programmes. Nous ne sommes pas des agriculteurs subventionnés. En fait, nous sommes des consom-

mateurs subventionnés, et je ne pense pas que ce soit une bonne chose.

Je ne pense pas que c'est de cette façon que nous arriverons à attirer les générations futures.

Une autre chose qui, je crois, a eu un effet pervers sur l'agriculture en termes de viabilité du transfert technologique est le rôle de moins en moins grand qu'occupe Agriculture et Agroalimentaire Canada depuis 20 ans. Quand j'ai déménagé dans cette province, en 1984, il y avait toutes sortes de travailleurs sur le terrain pour aider les producteurs et l'industrie, tentant d'accroître la rentabilité de tous. Maintenant, Agriculture et Agroalimentaire Canada est davantage devenu, selon moi, un organisme d'établissement de rapports qui fait état de la situation sans toutefois mettre la main à la pâte pour aider l'industrie.

• (1525)

Nous devons faire en sorte que l'agriculture soit durable et pas seulement sur le plan économique; elle doit l'être aussi sur le plan environnemental, mais pour ça il faut que le détaillant refille la facture au consommateur pour que l'argent retourne en grande partie aux producteurs, surtout aux jeunes.

Une des choses que nous pouvons faire pour attirer la relève est de faire participer les jeunes à nos conseils agricoles. Ils doivent devenir des leaders. Malheureusement, comme on peut le constater aujourd'hui, c'est facile de ne pas aller aux réunions comme celle-ci quand on essaie de joindre les deux bouts et qu'on a d'autres choses plus urgentes à faire qui, elles, font rentrer l'argent dans le portefeuille. Si le gouvernement pouvait d'une façon ou d'une autre fournir le financement nécessaire aux agriculteurs, peu importe sous quelle forme, pour que ceux-ci puissent embaucher quelqu'un qui pourra s'occuper de la ferme pendant qu'eux participeront activement aux regroupements, qu'il s'agisse de la Wheat Growers Association, de la Cattleman's Association ou de venir parler devant un comité comme celui-ci...

• (1530)

Le président: Merci beaucoup, Layton.

Nous passerons maintenant à la période de questions.

Monsieur Easter, vous avez cinq minutes.

L'hon. Wayne Easter: Merci, monsieur le président.

J'aimerais revenir sur ce que Layton a dit à propos du « financement de vendeurs », je crois que c'est ainsi que vous avez appelé ça, Layton. J'aimerais prendre l'exemple de la pomme de terre, car je crois que c'est plus facile à comprendre qu'avec les bovins. Je comprends ce dont vous parlez.

Si vous voulez emprunter d'une banque dans mon coin de pays, vous devrez avoir un contrat avec un des producteurs de pommes de terre, si vous êtes un producteur de pommes de terre. Une fois que vous avez signé ce contrat, vous avez l'obligation de lui vendre votre production, mais vous avez aussi l'obligation de lui acheter des intrants. L'année dernière, certaines personnes pouvaient acheter des intrants de fertilisants à environ 65 p. 100 du prix. Seulement, ceux-ci provenaient de Russie, et c'était là le prix auquel ils pouvaient acheter leurs fertilisants de l'entreprise à qui ils allaient vendre leurs pommes de terre. En bout de ligne, leurs contrats ont été annulés, si bien qu'ils ont eu des problèmes avec leurs institutions financières respectives. Est-ce de cela que vous voulez parler?

M. Layton Bezan: Oui. Il n'y a pas suffisamment de banques. Mais ça ne dépend pas seulement si vous avez un contrat ou non. Si vous achetez des intrants et obtenez un prêt pour la production de l'entreprise A, vous devez en retour vendre vos produits à cette même entreprise A.

Quand on pense à l'élevage, il faut bien l'avouer, l'industrie est extrêmement volatile et risquée, et les profits ont été quasiment nuls depuis 2003. La banque ne va donc pas prêter de l'argent pour acheter des bêtes, ou du moins les chances sont minces. Pour pouvoir acheter du bétail, les producteurs doivent se tourner vers des programmes financés par les vendeurs. Souvent, ils sont coincés et doivent les revendre au même producteur, qu'ils aient un contrat ou non.

L'hon. Wayne Easter: Très bien. Je comprends. Le crédit agricole a-t-il quelque chose à voir là-dedans?

M. Layton Bezan: Le crédit agricole est un allié de ces programmes.

L'hon. Wayne Easter: Pour que les choses soient claires, Carter, dans votre exposé vous avez parlé du programme de garantie de prêt de la Saskatchewan sur le bétail. Demandez-vous que le gouvernement fédéral mette sur pied un programme semblable?

M. Carter Bezan: Oui. Dans mon cas, si j'étais allé voir la banque à 18 ans, on m'aurait dit non et m'aurait fermé la porte au nez. Le programme de garantie de prêt pour l'achat de bétail m'a permis d'acheter quelques vaches pour lancer mon entreprise; autrement, s'il avait fallu que j'aie l'argent en main, il m'aurait fallu beaucoup de temps avant d'en arriver où je suis rendu si ce programme n'avait pas existé. Je pense donc que la banque serait en faveur d'un programme fédéral dans le cadre duquel le gouvernement garantirait les prêts à 80 ou 50 p. 100.

L'hon. Wayne Easter: C'est intéressant de voir que quand le système fédéral veut que ça fonctionne, ça marche. Je crois que quand nous avons fini par nous entendre sur la Loi canadienne sur les prêts agricoles, ça n'a pris qu'une journée. Je pense que les trois lectures se sont faites en un seul jour, et ensuite nous avons tenu une séance, est-ce bien cela? Nous avons tenu une séance quelque part au milieu. C'est possible.

Le programme Agri-stabilité pourrait être corrigé très rapidement si nous le voulions.

Carter, ces programmes de protection sont intéressants. Vous avez dit ne pas être satisfait du programme Agri-stabilité, mais Brad a dit au contraire que le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole lui avait sauvé la peau, et je suis d'accord pour dire que c'est vrai dans certains cas. Ces programmes seront efficaces pour atténuer les hausses et les baisses normales du cycle. Par contre, ils sont inefficaces dans le cas de baisses à long terme. En Ontario, certains producteurs ont jusqu'à 17 ou 18 installations, mais ils n'y travaillent pas.

Que proposez-vous comme modification au programme pour qu'il soit utile à tous?

M. Carter Bezan: Je ne sais pas comment le programme Agri-stabilité pourrait être corrigé de manière à répondre à mes besoins personnels. J'ai fait mes débuts dans l'industrie bovine juste avant l'ESB, et j'ai payé le gros prix pour mes vaches, mes taureaux, et pour tout le reste. Ensuite, tout s'est effondré et depuis trois ou quatre ans, je ne fais que rembourser des dettes de nourriture et de pâturage, entre autres choses. Tous mes profits servent à rembourser les prêts que j'ai contractés pendant la crise.

Je dois dire que j'ai reçu un montant d'Agri-stabilité, ce qui était génial, mais quand vous passez par autant d'épreuves pendant autant d'années, on finit par vous sortir du programme. Vous versez de l'argent, mais vous ne récoltez rien.

• (1535)

L'hon. Wayne Easter: Et si à la place on calculait la moyenne en supprimant la meilleure et la pire année, si vous veniez de connaître vos trois meilleures années, ça ferait une différence. Pensez-vous que nous devrions envisager cela?

M. Carter Bezan: Oui.

Le président: Monsieur Bellavance.

[Français]

M. André Bellavance: Bonjour.

Monsieur Thakker, j'ai trouvé vos propos intéressants, surtout quand vous avez parlé du rapport sur la relève agricole que votre organisation a produit. Étant donné que le comité se penche sur cette question, il serait très utile que vous nous fassiez parvenir votre rapport, par l'entremise de la greffière du comité. Il serait fort pertinent que nous en tenions compte dans notre propre rapport.

Carter, votre témoignage m'a énormément rejoint, d'autant plus qu'on a un point en commun. Vous avez dit ne pas être d'accord avec M. Blackburn. Or c'est une chose qui m'arrive très souvent, à moi aussi. Quand, à titre de député du Bloc québécois, je pose des questions à la Chambre, c'est toujours lui qui me répond. Ce n'est jamais M. Ritz. Ce n'est donc jamais le vrai ministre de l'Agriculture qui répond aux préoccupations des producteurs agricoles du Québec: c'est toujours le ministre d'État, M. Blackburn. J'ai parfois l'impression que ce dernier a son propre ordre du jour. Parfois, quand je parle à M. Ritz, il ne semble pas certain de ce que fait M. Blackburn.

Chose certaine, en décembre dernier, M. Blackburn a fait une tournée portant sur la relève agricole. Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes en train de faire du dédoublement en faisant nous aussi une tournée. Je sais qu'il va produire un rapport. Certains détails m'ont échappé. Avez-vous dit l'avoir rencontré? Je sais qu'il est venu en Saskatchewan, qu'il n'a visité que cinq villes canadiennes et qu'il va faire un rapport sur la relève agricole. J'aimerais savoir si vous l'avez rencontré lors de sa tournée. Étiez-vous au courant qu'il faisait une tournée portant sur la relève agricole?

[Traduction]

M. Carter Bezan: J'ai lu un article là-dessus dans *The Western Producer* et j'ai lu ses commentaires à l'endroit de la relève agricole. Je ne sais pas exactement pourquoi il dit qu'ils ont une vision négative de l'agriculture. Je sais que moi et les autres avec qui je me suis lancé dans cette industrie n'avons absolument pas une vision négative envers l'industrie. Tout ce que nous voyons, c'est le potentiel qu'offre notre pays, et uniquement le potentiel que l'industrie a à offrir en termes de croissance et d'expansion. Mais non, je n'ai pas eu la chance de lui parler.

[Français]

M. André Bellavance: Lorsqu'il a fait cette tournée, il a dit vouloir mesurer la pertinence et le côté pratique des programmes. Je ne suis pas contre cela. En effet, j'essaie depuis longtemps, dans le cadre du comité, de faire une révision des programmes agricoles. Si vous aviez eu la chance de le rencontrer dans le cadre de la préparation de son plan d'action sur la relève agricole, qui nous a éclairés sur plusieurs points du dossier de la production bovine...

Qu'aimeriez-vous voir ressortir de ce plan du gouvernement, spécifiquement en ce qui concerne l'avenir de l'agriculture et celui des jeunes dans ce domaine?

[Traduction]

M. Carter Bezan: Pour moi, la chose la plus importante dans ce plan d'action pour les jeunes producteurs est la question des immobilisations. Je sais que pour ma part, si je pouvais aller à la banque avec un plan d'affaires solide, et que j'arrivais à prouver qu'un ranch peut être rentable dans cette industrie sans que les subventions du gouvernement ne soient nécessaires, et sans l'aide d'un programme comme Agri-stabilité, et que c'était possible de faire de l'argent dans l'industrie bovine... Il faut seulement nous donner la chance de le faire.

La diversification est importante selon moi. Nous avons envisagé d'élever des bisons, de nous tourner vers la viande de chèvre, de commercialiser nous-mêmes notre viande dans des boucheries de la ville, des choses du genre. Je sais que si les banques acceptaient d'endosser les jeunes fermiers ou les jeunes éleveurs, rien ne pourrait nous arrêter.

M. Layton Bezan: Je déteste parler de « filet de sécurité », mais le programme Agri-stabilité a été conçu pour aider des gens comme Brad, c'est-à-dire pour donner aux jeunes agriculteurs de n'importe quel secteur de l'industrie ce dont il a besoin. Il a besoin de quelque chose de négociable à la banque. Pour le moment, Agri-stabilité n'est pas un outil de persuasion. Par conséquent, à moins d'arriver avec un programme d'assurance sur le bétail semblable à un programme d'assurance sur les cultures ou l'exploitation agricole, ce qu'Agri-stabilité est censé faire, qui pourrait au minimum garantir le paiement des prêts et des coûts de production, les banques ne seront jamais intéressées, même avec une garantie de prêt de 80 p. 100 comme l'avance d'argent sur le bétail dont Carter a parlé.

Nous sommes devenus des producteurs à faible coût. C'est malheureux que nous ayons été contraints d'en arriver là, mais c'est ainsi. C'est la même chose dans toute l'industrie.

C'est la même chose pour les économies d'échelle dont Brad a parlé. Il faut que nous grossissions. Ce n'est pas parce que nous voulons prendre de l'expansion, mais c'est nécessaire si nous voulons survivre dans cette industrie.

Un de mes vieux clients du Wyoming m'a dit un jour que si je voulais vivre mieux qu'un pompiste mais moins bien qu'un enseignant, il me faudrait un millier de vaches. Malheureusement, c'est là où nous en sommes aujourd'hui.

• (1540)

Le président: Très bien. Votre temps est expiré, André.

M. Atamanenko.

M. Alex Atamanenko: Je vais essayer d'être bref, mais j'aimerais que vous commentiez à tour de rôle.

J'ai souvent l'impression qu'on essaie d'éteindre des feux à gauche et à droite. Certaines choses fonctionnent, d'autres pas. Il y a actuellement un débat au pays à propos du commerce. Certains pensent que l'agriculture ne devrait pas en faire partie, alors que d'autres croient qu'il faudrait davantage d'accords commerciaux.

Il y a aussi un débat sur la souveraineté alimentaire. Les gens ont différentes opinions là-dessus. De toute évidence, la solution se trouve quelque part au milieu. Nous sommes un pays commerçant. Il nous faut commercer. En même temps, il nous faut un certain contrôle sur l'approvisionnement alimentaire. La population exige

des aliments de bonne qualité de la part des agriculteurs, ce qu'ils sont en mesure de leur donner.

J'aimerais parler d'une chose qui est ressortie au cours d'une séance comme celle-ci où nous étions sur la route il y a quelque temps. J'aimerais que chacun d'entre vous émette des commentaires là-dessus.

Il y a quelques années, nous avons fait une tournée semblable à celle-ci. Nous avons fait des recommandations. Une de ces recommandations était que le gouvernement fédéral devrait favoriser une politique d'approvisionnement local applicable aux institutions fédérales. Par exemple, s'il y avait un hôpital fédéral pour les prisonniers, nous encouragerions l'établissement à acheter ses produits d'agriculteurs locaux. Cette recommandation a été approuvée à l'unanimité par les membres de tous les partis. Le ministère était un peu réfractaire à l'idée et nous a dit de faire très attention à la façon d'administrer nos obligations commerciales.

L'été dernier, j'ai lu un article dans le *Chicago Tribune*. L'État de l'Illinois a exigé que 20 p. 100 de l'approvisionnement des institutions publiques proviennent d'agriculteurs locaux d'ici 2020. Nous sommes un pays commerçant. Les États-Unis sont un pays commerçant. Ils font chez eux ce qu'on nous dit impossible de faire ici.

Que devons-nous faire dans ce contexte? Nous pourrions peut-être avoir un ou deux commentaires. J'aimerais entendre M. Schulhauser ou quelqu'un d'autre qui serait prêt à briser la glace.

M. Layton Bezan: C'est évident que c'est le commerce qui a permis de bâtir notre pays, et nous devons continuer à commercer, mais pour cela il faut que les bases soient équitables. Nous savons également que notre plus grand client — et le contraire est vrai aussi, nous sommes leur plus gros client — est les États-Unis, mais ses pratiques commerciales ne sont pas toujours équitables. Pour mon entreprise, c'est plus payant de transiger avec les Américains, mais pour le bien de l'agriculture canadienne, nous devons protéger notre propre approvisionnement alimentaire.

C'est malheureux. Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons une réglementation en vigueur et le Canada s'est doté de mesures de traçabilité qui... Je ne dirais pas que notre pays est le meilleur, mais il se classe parmi les chefs de file mondiaux. Cependant, nous n'exigeons pas les mêmes mesures de traçabilité et nous n'appliquons pas les mêmes normes d'inspection de salubrité alimentaire que nos principaux clients. À quoi ça sert qu'on le fasse? Nous ne protégeons pas notre population, et nous savons pertinemment qu'ils ne protègent pas la leur, mais en faisant ça, ce sont nos producteurs qui sont désavantagés sur le plan économique.

Ceci étant dit, il faut continuer de chercher de nouveaux marchés et d'entretenir ceux que nous avons déjà. Approvisionner des institutions comme celles dont vous parliez tout à l'heure en produits locaux serait difficile, voire impossible. Nous pouvons adopter toutes sortes de réglementations, mais est-il vraiment réaliste de croire que l'on puisse approvisionner une prison, par exemple, uniquement avec des aliments produits localement, et ce, 365 jours par année? Je ne pense pas, mais c'est un pas dans la bonne direction pour qu'au moins une partie des produits proviennent de la région.

À l'heure actuelle, une des plus grandes préoccupations que nous avons dans le domaine de l'élevage est que nous avons beau vouloir commercer, selon mes calculs, nous importons l'équivalent de 500 000 têtes de bétail par année, principalement en Colombie-Britannique et en Ontario, qui ne sont pas soumises aux mêmes normes rigoureuses que nous.

•(1545)

Mme Dixie Green: Monsieur Atamanenko, j'aimerais vous faire remarquer que nous devrions peut-être aborder votre question sous l'angle du réchauffement climatique. Avant longtemps, nous devons nous pencher sur la distance que parcourent nos produits alimentaires. J'ai récemment vu le film *Food Inc.*. C'est surprenant de voir à quel point nos aliments se promènent sur la planète. Nous devons effectivement examiner cette question du point de vue de l'économie de l'énergie et du réchauffement climatique.

Pour ce qui est des prisons, demander aux prisonniers de cultiver les aliments qu'ils consomment est un pas dans la bonne direction. J'appuie sans réserve les gens qui trouvent très gratifiant de cultiver la terre, d'élever des animaux, etc. On apprend beaucoup d'un tel travail et il serait plus économique pour les prisons de cultiver leurs propres produits au lieu de les faire venir de Californie.

Le président: Merci, madame Green.

Alex, votre temps est écoulé.

Nous passons maintenant à M. Hoback pendant cinq minutes.

M. Randy Hoback: Merci, monsieur le président.

Merci à vous tous d'être ici cet après-midi. Le printemps est inhabituellement tôt cette année en Saskatchewan et je crois que bon nombre d'entre vous préféreriez être dans les champs aujourd'hui plutôt qu'assis ici à cette réunion. Votre participation à nos travaux est très importante et je tiens à souligner que nous apprécions les temps que vous nous consacrez.

J'ai du mal à comprendre. Certaines personnes disent que nous devons protéger la Commission canadienne du blé, mais nous ne voulons pas faire de commerce. Eh bien, si nous ne faisons pas de commerce, les activités de la Commission canadienne du blé sont au point zéro. Le commerce, c'est sa raison d'être. Si vous parlez à des gens de la Commission canadienne du blé, ce que j'ai fait, la première chose qu'ils disent, c'est que nous devons mettre en œuvre l'accord de libre-échange avec la Colombie et faire la même chose avec celui du Pérou, puis conclure un accord commercial avec le Maroc afin que nous puissions faire concurrence aux États-Unis sur ces marchés.

Je crois que nous tenons, ici, un double discours lorsque nous parlons de l'importance du commerce. Sans le commerce, nous ne serions pas ici. Voilà ce que de nombreuses personnes doivent comprendre: nous ne serions pas ici dans cette salle, parce que personne ne s'adonnerait à l'agriculture dans cette région. Si nous adoptons une politique d'approvisionnement national, nous verrons disparaître probablement près de 70 p. 100 de nos agriculteurs.

Brad, vous avez travaillé dans le secteur du canola. Peut-être pourriez-vous nous éclairer sur l'importance du commerce pour le canola. S'il n'y avait pas de commerce, où en serions-nous?

M. Brad Hanmer: Merci Randy de soulever cette question.

Dans notre exploitation agricole, le canola, cultivé sur environ la moitié de notre superficie en acres, représente environ 85 p. 100 de notre revenu net. Cette culture est extrêmement importante. De toutes les cultures, le canola est notre plus beau fleuron et son origine est intéressante. Comme vous le savez, le canola a été fabriqué au Canada, ici à l'Université de la Saskatchewan, et cette industrie a pris son essor grâce au libre-échange et au secteur privé, en collaboration avec les producteurs.

Randy, nous croyons que ce même modèle peut être utilisé pour le blé. D'un point de vue agronomique, le blé est tout aussi bien adapté à cette partie du monde que le canola. C'est absurde de voir que le

blé ne parvient pas à s'imposer. Je ne blâme pas la Commission canadienne du blé pour la faiblesse du prix de cette denrée, il y a tant d'éléments en cause auxquels il faut réagir très vite. Dans notre ferme, moins de 10 p. 100 des terres sont consacrées au blé, parce que nous ne pouvons nous permettre de le cultiver. C'est un non-sens de vouloir concurrencer les autres cultures.

M. Randy Hoback: Madame Green, je sais que vous avez commenté le fait qu'on ne cultive ni le blé ni l'orge. Malheureusement, nous ne pouvons pas non plus cultiver des lentilles et des pois. Nous ne pouvons utiliser d'autres variétés pour assurer une rotation adéquate des cultures, alors nous sommes forcés de cultiver du blé et de l'orge. Actuellement, lorsque vous vous entretenez avec des producteurs du Sud de la Saskatchewan qui cultivent des lentilles, des pois et d'autres céréales, vous constatez que la seule raison pour laquelle ils cultivent le blé, c'est parce qu'il s'agit d'une culture de rotation pour remplacer les lentilles; c'est la seule raison pour laquelle ils cultivent le blé. Ils ne l'inscrivent même pas comme un revenu. Ils savent tout simplement que ce ne sera pas positif, alors ils préfèrent l'oublier et revenir au plus vite à la culture des lentilles.

Colin, êtes-vous d'accord avec mon commentaire? Quelle est votre réaction?

•(1550)

M. Colin Schulhauser: Je suis tout à fait d'accord. Si ce n'était des pois, des lentilles et de toutes les cultures commerciales, je ne serais pas ici aujourd'hui. Nous prenons des décisions liées aux rentrées de fonds, décisions que nous sommes en mesure de respecter certains mois. Je ne peux le faire avec le grain commercialisé par la Commission canadienne du blé. Parfois, je ne peux en produire que 25 p. 100 et même là, il faut un an et demi avant que je ne sois payé. Cette somme suffit tout juste à couvrir les frais de transport, peut-être un petit peu plus. Ce n'est pas cela qui aide le plus mon entreprise. Cette somme ne me permet pas de payer les factures ni d'établir un type quelconque de trésorerie ou de bâtir quelque chose. Voilà la raison pour laquelle nous produisons toutes ces cultures: parce que nous pouvons les vendre certains mois pour maintenir notre flux de trésorerie. Tout ce que la Commission canadienne du blé peut nous donner est un plus. C'est juste un ajout et ce n'est pas grand-chose. Si vous êtes chanceux, le blé est essentiellement une culture de rotation.

M. Randy Hoback: Regardons maintenant les accords commerciaux. Nous exportons des légumineuses; c'est ainsi que nous avons bâti notre industrie. Nous exportons du canola; c'est ainsi que notre industrie s'est développée. C'est la même chose pour n'importe quelle culture produite en Saskatchewan; nous pouvons même regarder du côté du secteur du bétail. Nous savons ce qui est arrivé au moment de l'épidémie ESB, ou maladie de la vache folle; tout d'un coup, toutes nos frontières ont été fermées.

Ce n'est pas juste de dire que le commerce est probablement le principal problème d'un jeune agriculteur aujourd'hui — il doit s'assurer d'avoir un accès rapide et équitable aux marchés. Est-ce que c'est juste de dire cela?

M. Brad Hanmer: Je suis d'accord Randy. Sur cette question, je suis plutôt préoccupé de l'initiative qui consiste à attirer des investissements dans l'industrie du blé et de l'orge à ce moment-ci. Mes commentaires au sujet du maïs sont tout à fait sincères. Les plus grands producteurs mondiaux de maïs ont laissé savoir que la récolte de maïs doublerait. Si nous ne pouvons cultiver du maïs, le blé sera encore moins rentable pour nous, et je ne peux l'imaginer descendre plus bas, surtout que le profit dans ce secteur est actuellement inexistant. Nous devons innover tant au niveau de l'amélioration du blé, de la recherche que de l'amélioration de l'orge, ou alors, il faudra éliminer complètement ces cultures et passer au maïs.

M. Randy Hoback: Quelqu'un d'autre veut prendre la parole?

M. Layton Bezan: Randy, il est évident que le commerce est extrêmement important pour l'industrie bovine de même que pour l'industrie porcine, cependant, je crois que nous devons nous pencher sur certains aspects internes. Nous avons déjà parlé de l'ACIA; cette agence qui nous empêche d'accéder à des marchés où nous pourrions concurrencer.

Un des gros problèmes de l'industrie bovine, c'est qu'elle est trop dépendante d'un seul marché. Actuellement, l'industrie mène une initiative dans l'Ouest du Canada afin de commercialiser sur le marché européen un produit sans hormone.

Vous connaissez sans aucun doute ce qu'on appelle le quota Hilton. Actuellement, selon le nouvel accord nord-américain conclu avec l'Europe, on nous permet d'exporter 20 000 tonnes métriques de produits sans hormone de l'Amérique du Nord vers l'Union européenne. Toutefois, nous sommes toujours assujettis au quota Hilton de 15 000 tonnes métriques. Eh bien, au rythme où l'ACIA approuve les établissements et les programmes d'exportation vers l'Europe du boeuf qu'on a prévu abattre en juin, nous aurons atteint ce quota de 20 000 tonnes métriques. Encore une fois, nous ne pourrions concurrencer les États-Unis pour ce qui est d'accéder à un marché où notre produit est très apprécié. De plus, nous savons qu'ils ont l'argent et que la demande peut être élevée.

Le marché de l'UE est un marché auquel il faut accorder une attention particulière. C'est bien d'avoir conclu des accords avec la Jordanie et même d'avoir un accord de libre-échange avec la Colombie et ainsi de suite, mais ce n'est pas ce qui permettra de résoudre le problème de l'industrie bovine. Nous avons besoin d'une entente visant le marché européen et nous en avons une; il ne nous reste qu'à agir sur les mécanismes internes déjà en place pour y parvenir.

Le président: Randy.

M. Randy Hoback: Êtes-vous d'avis que cet accord devrait figurer parmi les priorités du Canada?

M. Layton Bezan: Absolument.

Le président: Merci.

Monsieur Valeriote, vous avez cinq minutes.

M. Francis Valeriote: Merci de votre présence ici aujourd'hui et surtout d'avoir organisé votre horaire chargé et géré vos engagements de façon à vous libérer pour venir nous rencontrer.

Je suis perplexe. On ne cesse de nous présenter toute une série de solutions. Nous les avons entendues au cours de l'année dernière et nous continuons d'en entendre parler. Il y est question de modifier le programme Agri-stabilité. Ce programme a pour but d'harmoniser les règlements de divers pays, alors nous ne sommes pas désavantagés par les longues périodes d'attente liées à l'approbation des intrants agricoles à utiliser au Canada pour pouvoir concurrencer efficacement avec les pays qui ont accès à ces intrants et à un

commerce plus libre ou des marchés plus avantageux. Tout cela, nous l'avons compris.

Ma crainte — fondée sur certains commentaires formulés au cours des derniers jours et même auparavant, d'ailleurs, Dixie a dit la même chose — c'est que les petites exploitations agricoles disparaissent. La seule façon pour ces exploitations de s'en tirer, c'est de prendre de l'expansion.

L'autre jour, dans le cadre d'une audience, quelqu'un a dit que si nous perdions nos entreprises agricoles familiales, le « Canada rural » — et je cite — « deviendra un village fantôme ». Il y aura une immense vague de migration de gens des régions rurales vers les régions urbaines et je ne crois pas que c'est ce que nous souhaitons voir. Faisant suite à cette réflexion, une autre personne a répondu que nous devions procéder à de très gros changements.

Je suis de plus en plus convaincu que modifier les divers aspects soulevés peut aider certains d'entre vous, mais ce n'est pas cela qui va aider l'ensemble de l'industrie agricole. À mon avis, nous devons sortir des sentiers battus, et même s'en éloigner grandement.

Peut-être que Brad et Ajay pourraient m'aider relativement au soutien au transfert intergénérationnel des exploitations agricoles. Il est possible qu'un tel transfert ne puisse se faire avec les membres de votre propre famille; ils ne sont peut-être pas intéressés à reprendre l'affaire. Peut-être même qu'il n'y a qu'un seul membre intéressé et que ce transfert se fasse au détriment d'une séparation équitable de vos biens par rapport aux autres enfants.

Je me demande si une planification de la relève et des incitatifs pertinents, par l'entremise de lois fiscales et d'autres lois, pourraient aider à transférer une exploitation agricole à la prochaine génération, même s'il s'agit de personnes n'ayant aucun lien familial avec vous. Ne devrions-nous pas mettre en oeuvre certains incitatifs?

• (1555)

M. Ajay Thakker: Merci de votre question.

L'APAS s'est penchée sur cette question, non seulement du point de vue du transfert intergénérationnel, mais aussi selon la perspective d'un nouvel agriculteur, et a tenté d'intégrer les deux éléments. Comme on l'a déjà dit, il n'est peut-être pas viable de transférer l'exploitation à un membre de votre famille.

Je crois qu'il est important de transférer les terres agricoles et de s'assurer que la production continue. Il faut espérer que ces terres seront gérées de la même façon, c'est-à-dire qu'on y retrouvera le même comportement responsable vis-à-vis de l'environnement, de l'agriculture viable, et qu'elles n'aboutiront pas entre les mains de quelqu'un qui veut simplement acheter l'exploitation pour en tirer des profits à très court terme.

M. Francis Valeriote: Avez-vous présenter des modèles au gouvernement, soit dans le cadre de vos études et de vos travaux de recherche, des modèles dont il pourrait s'inspirer?

M. Ajay Thakker: Notre étude était un peu plus... Il en était question dans ces programmes.

J'ai personnellement collaboré à un certain nombre de ces programmes et j'ai étudié bon nombre de ceux mis de l'avant par l'Association canadienne des conseillers agricoles et certains de ses membres. Je crois qu'ils offrent des options très viables, notamment des structures fiscales novatrices et l'utilisation d'instruments financiers, qui permettent de créer un contexte où il sera possible de transférer l'exploitation agricole familiale à une génération sans que les autres membres de la famille ne soient laissés en plan.

Il faut ajouter que pendant longtemps, du moins en Saskatchewan, la valeur de la terre n'était pas très importante, alors transmettre la terre familiale n'était pas considéré comme une solution viable. Aujourd'hui, elle représente beaucoup d'argent et il existe des méthodes et des instruments qui peuvent contribuer à la rendre viable pour quelqu'un qui souhaite l'exploiter à des fins agricoles.

M. Brad Hanmer: Merci beaucoup d'avoir soulevé cette question.

Ce que nous devons éviter, en tant que législateurs, c'est toute la confusion au sujet de la définition d'une ferme familiale. Il peut y avoir de grosses fermes familiales. Dans mon coin de pays, la taille moyenne d'une ferme est d'environ 3 000 à 4 000 acres. J'ajouterais qu'il n'y a pas de ferme plus familiale que la mienne. Bien que sa superficie soit de 24 000 acres, cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas une ferme familiale. Selon une certaine terminologie, nous pourrions dire que nous sommes une « méchante » entreprise agricole.

Lorsque l'on étudie la question du sauvetage des fermes familiales, je crois qu'il faut penser sauvetage d'entreprises, et essayer d'en sauver le plus possible, mais il ne faut pas fonder les décisions sur la taille des fermes. Il ne faut surtout pas commettre l'erreur d'associer cinq chèvres et trois poulets à une ferme familiale et de dire qu'une propriété de 4 500 acres est une exploitation agricole.

Pour survivre, les fermes familiales doivent être rentables et, si cela veut dire prendre de l'expansion, c'est parce que le marché les y oblige.

Le président: Bien. Merci...

M. Francis Valeriote: Est-ce que je peux poser une petite question?

Le président: Cinq mots ou moins?

M. Francis Valeriote: Ma question porte sur les recherches et les nouvelles biotechnologies. Je sais qu'à l'Université de Guelph, ils utilisent des produits agricoles non alimentaires pour fabriquer des objets en plastique et d'autres objets qui...

Le président: Lorsqu'un avocat pose une question...

M. Francis Valeriote: Avez-vous déjà envisagé une telle possibilité? Est-ce que quelqu'un a pensé aux produits alternatifs? Carter.

M. Carter Bezan: Nous avons travaillé en étroite collaboration avec Canards Illimités Canada et le programme Cultivons l'avenir afin d'implanter des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Nous nous efforçons de faire en sorte que nos vaches puissent toujours paître... de sorte que nous n'ayons pas à utiliser un tracteur pour pouvoir les nourrir l'hiver. Cette année, pour nourrir 240 vaches, j'ai utilisé 20 ballots de foin et c'est tout. Nous voulons en arriver à nourrir nos vaches de façon rentable, c'est-à-dire sans utiliser un tracteur au cours de l'hiver, sans avoir à cultiver certains acres de terre, et ainsi de suite.

Le programme Cultivons l'avenir est un pas important dans la bonne direction pour ceux qui souhaitent une exploitation plus écologique.

• (1600)

Le président: Merci.

Monsieur Richards, vous avez cinq minutes.

M. Blake Richards: Merci. Je suis très heureux que vous preniez le temps, à ce moment-ci de l'année, pour discuter avec nous et faire avancer certaines idées.

J'ai, de toute évidence, entendu de très bonnes idées aujourd'hui, tant dans le cadre des travaux de ce groupe que du groupe précédent. Je crois que les trois choses que je retiens davantage des discussions d'aujourd'hui, qu'il s'agisse des préoccupations exprimées ou des idées avancées, c'est tout d'abord la réglementation et à quel point elle peut vous étouffer. C'est une des choses que j'ai retenues. Les deux autres choses sont vraiment étroitement liées. Évidemment, il y a eu les commentaires sur le commerce formulés par tous les jeunes agriculteurs qui sont ici et, plus particulièrement, les options qui s'offrent à eux. Les producteurs de céréales et les représentants de la Commission canadienne du blé nous ont bien éclairés sur la question. J'espère seulement que les membres de l'opposition ont écouté ce que vous aviez à dire et les points de vue des membres du groupe précédent lorsqu'il a été question des agriculteurs qui veulent avoir le choix de commercialiser leurs propres produits.

À une époque où, en raison de compétences en matière d'Internet et de commerce que vous possédez tous, j'en suis persuadé, vous êtes en mesure de prendre vos propres décisions et de trouver le meilleur prix pour vos produits à l'aide de la technologie disponible, vous pouvez commercialiser vos propres produits. Si nous pouvions vous offrir une plus grande latitude en mettant fin au monopole de la Commission canadienne du blé et en vous ouvrant des marchés commerciaux dans ce secteur, cela vous serait certainement très utile.

J'ai posé cette question à chaque groupe avec lequel nous avons discuté de l'avenir des jeunes agriculteurs, mais j'aimerais aussi vous entendre. J'ai constaté que la plupart des réponses tournaient autour du même thème, mais c'est toujours bon d'entendre d'autres idées. Je ne veux surtout pas orienter vos réponses; c'est pourquoi je formule ma question de façon à susciter la réflexion. Je ne veux en aucun cas vous influencer; je veux juste savoir franchement ce que vous pensez.

Je m'adresse aux trois agriculteurs les plus jeunes, Colin, Carter et Brad... même si je sais que Brad ne correspond pas à la définition qu'en donne Carter, je vais quand même le qualifier de jeune agriculteur parce qu'il a le même âge que moi et je ne veux pas qu'on me dise que je suis vieux. Donc, vous êtes les trois agriculteurs les plus jeunes. Je veux simplement vous demander à vous trois, sans vouloir exclure les autres qui voudront bien me répondre après... Si on a le temps, en fait, j'invite tout le monde à répondre à la question.

Essentiellement, j'aimerais que vous me disiez de quelle façon, selon vous, l'industrie a changé par rapport au moment où vos parents se sont lancés dans l'agriculture. Quel est, selon vous, le plus gros changement survenu dans cette industrie depuis leur époque jusqu'à aujourd'hui? Qui est prêt à prendre la parole.

M. Brad Hanmer: Colin, je vais commencer.

Je vous dirais qu'aujourd'hui le plus gros changement... Je vais même aller un peu plus loin et remonter jusqu'à l'époque de mon grand-père, où celui qui travaillait le plus fort avançait dans la vie. Autre changement, c'est que quiconque trouvait moyen d'être plus efficace réussissait. Aujourd'hui, dans ma génération, la réussite sourit à celui qui sait s'adapter à la technologie, à celui qui sait voir au-delà des problèmes terre-à-terre du quotidien. Un pistolet-graisseur et des clés dans les poches ne suffisent plus; il faut compter aussi sur l'agronomie et le savoir-faire agricole. Il est pratiquement impossible d'entrer dans le jeu à moins d'avoir les deux.

Plusieurs éléments nous divisent au niveau de la rentabilité: le marketing, les accords commerciaux, et même dans le cas d'une multinationale, les partenariats. Ce n'est pas la peur d'affronter de nouveaux défis... des technologies qui vont du pourcentage de variation de l'imagerie satellite, que nous utilisons sur nos fermes, jusqu'au guidage par cinématique en temps réel, le RTK. Ce sont de petites choses auxquelles nous nous adaptons et qui font une différence aujourd'hui. Il faut s'appuyer sur l'informatique et la technologie pour aller de l'avant.

Nous devons compter aussi sur d'autres éléments importants, essentiels pour simplement entrer dans le jeu.

M. Carter Bezan: Tout cela me rappelle une histoire, celle d'un des plus importants éleveurs de bétail de ce pays, qui est arrivé ici avec un dollar en poche. Aujourd'hui, c'est l'un des hommes d'affaires les plus prospères de l'Alberta. Mon père parle toujours de l'époque où cet homme a commencé. Tout d'abord, il a acheté un quart de section de terre, en a loué quelques-uns auprès des voisins puis s'est lancé dans cette industrie. Aujourd'hui, j'estime qu'il est très difficile d'acheter de la terre et de trouver d'autres terrains autour à louer.

Pour revenir aux prêts de transition dont Francis parlait, je tiens à vous faire part de l'expérience que j'ai vécue en mai dernier, après l'annonce du nouveau programme par le premier ministre Harper. Je me suis rendu auprès de Financement agricole Canada pour obtenir un prêt de transition avec mon voisin. Donc, nous nous sommes retrouvés là, tous les deux, pour discuter. J'avais un plan d'affaires assez volumineux expliquant comment nous entendions procéder. On nous a carrément dit « Non, selon nos normes, vous n'êtes pas admissibles puisque cela fait moins de six ans que vous exploitez une ferme. »

Un de mes amis a abandonné ses études à l'âge de 18 ans. Il possédait quelques vaches, mais a décidé de se rendre en ville pour y travailler. Quatre ou cinq ans plus tard, il est revenu à la maison pour se lancer en agriculture et, parce qu'il possédait déjà quelques vaches sur la ferme, il était déjà perçu comme un agriculteur. Lorsqu'il s'est rendu à la banque pour obtenir l'argent afin d'acheter des terres, on lui a répondu « Non, vous n'êtes plus considéré comme un nouvel agriculteur. » Effectivement, avec cinq vaches, je ne crois pas que vous soyez un agriculteur établi non plus.

•(1605)

M. Colin Schulhauser: À l'époque de mon père, on ne faisait pas beaucoup d'analyses de coûts. On plantait les graines et on récoltait, et on pouvait faire du profit. Maintenant, avec la technologie, et en toute connaissance des coûts et des marges de profit, qui sont si minces, il faut connaître les sommes que l'on peut dépenser et les revenus que l'on doit générer. Comme Barb l'a mentionné, on en revient aux économies d'échelle. Il est impossible d'acheter un tracteur d'une valeur de 300 000 \$ ou 400 000 \$ lorsque l'on a une ferme de 500 acres. Ce n'est pas ainsi qu'on peut faire des économies. C'est pourquoi les exploitations agricoles familiales doivent prendre autant d'expansion. Aujourd'hui, la différence se résume aux technologies et à l'agronomie; c'est ce qui permet de réussir.

Le président: Merci.

Brièvement, monsieur Shipley.

M. Bev Shipley: Bien honnêtement, vous m'impressionnez vous tous, dans les deux groupes, par votre capacité à vous exprimer avec franchise.

Brad, vous avez parlé de modèle d'affaires et de partenariat qui sont, à mon avis, à eux deux, l'un des facteurs clés. Comment pouvons-nous promouvoir le travail agricole? Un aspect dont on entend beaucoup parler mais dont on discute peu: la situation de tous ces agriculteurs âgés de 65 ans qui travaillent encore. Je crois que c'est la raison pour laquelle les plus âgés sont si nombreux et qu'il n'y a que quelques nouveaux agriculteurs. En fait, ceux-ci sont peu nombreux parce que des gens comme vous doivent exploiter des fermes de 24 000 acres au lieu de fermes de 240 acres, ou quelle que soit la superficie.

Comment pouvons-nous faire comprendre aux jeunes gens qui arrivent dans ce secteur qu'il est nécessaire de planifier la relève et de demander conseils auprès des gens du milieu? Je crois que c'est là la clé. D'ailleurs, vous en avez tous parlé.

M. Brad Hanmer: Si je peux me permettre, c'est une très bonne question. À la lumière de mon expérience et de ce que j'entends de mon réseau d'amis, j'ajouterais que vous devriez la poser à la génération précédente. Si eux ne veulent pas transférer l'exploitation, ça ne se fera pas. Le partenariat devient... Lorsque j'avais 22 ans, j'ai dit à mon père que je voulais être agriculteur, mais ça a été son choix de me permettre de le devenir. Il aurait pu facilement me dire qu'il retirait tout son capital de la ferme et la vendre à quelqu'un d'autre, et me répondre d'aller travailler en Alberta. Cela aurait été son choix.

M. Bev Shipley: Et l'autre point de vue? Aidez-moi. Que faut-il comprendre à tout cela?

M. Brad Hanmer: C'est une très bonne question. Je crois que c'est surtout un choix personnel. Je ne sais pas comment répondre à cette question. Disons que c'est ainsi que les exploitations agricoles familiales pourront survivre. C'est aux parents et à l'autre génération d'y voir.

M. Bev Shipley: Carter et Colin.

M. Carter Bezan: Je crois qu'un des facteurs les plus importants est le profit. Si les agriculteurs plus âgés pouvaient faire des profits leur permettant de prendre leur retraite, de passer l'hiver à Miami, de se balader en véhicule récréatif et d'aller au Mexique, ils le feraient.

M. Bev Shipley: Est-ce que c'est ce que votre père fait?

M. Carter Bezan: Non. Mes parents voudraient bien. Mon grand-père travaille toujours pour gagner sa vie. S'il avait pu mettre de l'argent en banque pendant ses années de travail agricole, je crois qu'il quitterait. Il serait heureux de confier dès maintenant les rennes de l'exploitation à mon oncle et de partir. Il y a tellement d'agriculteurs âgés qui doivent continuer à travailler parce qu'ils ont encore des factures à payer. C'est la raison pour laquelle ils continuent de travailler.

Le président: Colin, avez-vous des commentaires à faire sur ce sujet?

M. Colin Schulhauser: Je suis d'accord avec ce que dit Carter. Il y a beaucoup d'agriculteurs âgés qui doivent continuer à travailler. Leur ferme, c'est leurs fonds de retraite, alors ils ont besoin de vendre leur ferme pour une somme assez importante parce qu'ils n'ont pas fait suffisamment de profits pour mettre de côté l'argent dont ils ont besoin pour leur retraite. Cela devient difficile pour eux de confier l'exploitation à la prochaine génération, alors qu'ils n'ont rien devant eux pour leur retraite.

Le président: Je crois que nos travaux touchent à leur fin.

Certains commentaires formulés autour de cette table ont soulevé mon intérêt. Je crois que c'est Brad qui a parlé de la taille de l'entreprise agricole familiale, un aspect dont nous avons aussi entendu parler hier, en Alberta. Je me rappelle que mes grands-parents ont élevé 10 enfants sur une ferme de 100 acres — pas une grosse ferme, mais tout de même une ferme, une terre à bois de 100 acres que mon grand-père a défrichée. Mon père a élevé une famille de sept enfants sur une ferme d'une superficie allant de 1 500 à 2 000 acres et, quant à moi, j'éleve mes trois garçons sur une ferme de près de 3 000 acres.

Je me rappelle que, lorsque j'étais enfant, mon père cultivait encore 200 ou 300 acres. Il semblait vivre une belle vie. Aujourd'hui, lorsque nous pensons parfois à reprendre et sauver l'entreprise agricole familiale, nous croyons que c'est une petite ferme, celle que nous avons connue à l'âge de cinq ou six ans. La réalité, c'est que ce n'est plus le cas aujourd'hui. Je suis heureux que vous ayez soulevé ce point, parce que le simple fait d'avoir pris de l'expansion ne fait pas de votre ferme une entreprise. C'est la réalité d'aujourd'hui, et je crois que l'on pourrait discuter longtemps pour déterminer si c'est une bonne ou une mauvaise chose, mais c'est la réalité, et je ne vois pas comment cela peut changer.

Brad, vous avez aussi parlé d'Agri-stabilité et de la nécessité de diversifier les cultures et d'en abandonner certaines. Je vais reprendre l'exemple de l'Ontario. Dans les années 1980, dans mon coin de pays, tout le monde... Je viens d'une région d'exploitation laitière où nous pouvions cultiver beaucoup de foin et de fourrage, même que nous pouvions cultiver un peu de maïs pour l'ensilage et ainsi de suite. Comme tout le monde, j'ai essayé de cultiver le maïs à des fins commerciales, mais je n'ai pas fait d'argent avec cette culture. Pour pouvoir vivre de cette culture, il fallait compter aussi sur les prestations des programmes d'assurance-récolte et des programmes gouvernementaux. Dans mon cas, je n'y arrivais pas, alors j'ai cessé de le faire. La raison pour laquelle je soulève ce point, c'est que je crois que nous avons une certaine responsabilité à assumer en tant que producteurs. Nous croyons que, parce que nous l'avons toujours fait, nous devrions continuer. D'un point de vue économique, ce n'est pas très raisonnable, n'est-ce pas?

Je ne sais pas si vous voulez faire des commentaires. J'ai abordé le sujet, parce que je crois que c'est important.

● (1610)

M. Brad Hanmer: Monsieur le président, merci beaucoup de ces commentaires.

Oui, c'est effectivement le cas. Un grand nombre d'agriculteurs de ma génération se lancent dans les cultures que beaucoup de personnes de l'Est du Canada croient que nous produisons: le blé et l'orge. Malheureusement, c'est tout à fait le contraire: nous n'arrivons pas à en vivre. C'est terminé. C'est redondant. À moins qu'il n'y ait un changement majeur, c'est terminé. Une décision qui est le fruit d'une profonde réflexion. Ce n'est pas une opinion politique, c'est à cause des chiffres. Ces cultures ne sont pas rentables.

Le président: Il y a un point sur lequel je veux revenir.

Layton, vous avez parlé des programmes des années 1970. Je crois que l'un de ces programmes s'appelait le PARB, le programme d'assurance-revenu brut. Vous avez laissé entendre, qu'en tant qu'agriculteurs, nous avons développé une certaine dépendance vis-à-vis de ces programmes. C'est bien ce que vous avez dit? Je veux simplement clarifier ce point, parce que c'est ce que j'ai cru comprendre.

M. Layton Bezan: Nous n'avons aucune dépendance autre que le fait que... Lors des travaux du groupe précédent, on a entendu quelques commentaires sur la façon dont ces programmes ont influé sur la valeur de la ferme, et c'est effectivement le cas. C'est une réalité; plus particulièrement si vous étiez un producteur à secteur unique, vous deviez compter sur ces programmes pour survivre. En même temps, c'est dommage que ces programmes ne soient pas devenus ou demeurés une mesure, pour ainsi dire, provisoire, parce qu'en cours de route, le détaillant savait ce qu'il pouvait nous payer parce que nous tirions un revenu à la fois du programme et du faible montant que nous obtenions pour ce produit en particulier. Il savait que nous allions pouvoir continuer à payer nos factures, et il pouvait donc nous donner moins d'argent pour le produit.

L'exemple de Carter remonte au début des années 1970, alors que 80 p. 100 de la valeur d'un bouvillon engraisé revenait soit aux producteurs de vaches ou de veaux, soit aux exploitants de parcs d'engraissement, alors que maintenant, pour être honnête, nous n'en avons reçu que 40 p. 100 en 2008. La seule raison pour laquelle une telle situation a pu se produire, c'est que les programmes ont fait en sorte que nous sommes restés sur nos terres et avons continué à produire alors que, sans ces programmes, nous aurions abandonné depuis longtemps. Ce qui me fait dire qu'en réalité, c'est presque du blanchiment d'argent pour le détaillant.

Le président: Merci. Je voulais simplement éclaircir ce point.

L'hon. Wayne Easter: J'ai juste une autre question.

Je suis désolé, allez-y.

Le président: Plus tard, monsieur Easter.

Allez-y madame Green.

Mme Dixie Green: Oui. Je veux simplement ajouter quelque chose au sujet du blé et de l'orge. Peut-être que nos problèmes sont liés au fait qu'il y a surproduction de cette denrée dans le monde actuellement. Nous avons exporté ces technologies et de nombreux autres pays cultivent maintenant le blé, alors ils n'ont plus besoin du nôtre.

J'ai de la difficulté à croire que nous allons faire plus de profits si nous mettons tous nos produits sur le marché. Au moins, nous en avons retiré quelques-uns en attendant d'avoir de meilleurs prix. Mais, pour moi, le point le plus important c'est que si les taux d'intérêt augmentent, compte tenu du peu de marge de manoeuvre des agriculteurs, nous assisterons à un autre exode.

● (1615)

Le président: Bien. Merci de ce commentaire.

Wayne.

L'hon. Wayne Easter: Oui. Monsieur le président, mon commentaire ne vise pas particulièrement les jeunes agriculteurs. Je crois que c'est une question que le comité devra examiner très bientôt.

Layton, vous avez signalé un problème concernant le boeuf sans hormone et l'ACIA.

Du boeuf sans hormone, c'est bien ce que Layton a dit. Je ne connais pas la situation et peut-être que je le devrais, mais d'après ce que vous avez dit nous pourrions perdre des possibilités d'exportation, j'ai oublié les chiffres, si l'ACIA n'autorise pas les établissements à expédier la viande. Pouvez-vous nous en dire plus là-dessus?

Ce que je suggère, si nous avons besoin de plus amples renseignements...

Le président: Wayne, votre temps est écoulé, mais il peut clarifier la situation.

L'hon. Wayne Easter: Oui, je sais, monsieur le président. Je suis au courant, nous ne pouvons adopter de motions lorsque nous sommes en tournée. Si l'ACIA est un problème, comme nous serons tous à Ottawa jeudi prochain, nous pouvons convoquer une réunion d'urgence avec les gens de l'ACIA, pour mercredi ou n'importe quel jour, et inviter les personnes qui connaissent les deux côtés de la médaille et simplement adopter une motion leur demandant de rectifier le tir.

Le président: Pouvez-vous nous donner plus de renseignements sur ce à quoi vous faites référence?

M. Layton Bezan: Très certainement.

Actuellement, il y a un programme au Canada, peut-être y en a-t-il d'autres dans l'Est du Canada ou ailleurs, mais dans l'Ouest, nous avons le programme Boeuf Canada Gold. Lancé à la fin février, ce programme vise la production de boeuf sans hormone aux fins d'exportation vers les États-Unis. Il y a là-bas des clients qui veulent ce produit.

Aux dernières nouvelles, l'ACIA n'a autorisé aucun établissement à abattre cet animal et à exporter ce produit. Malheureusement, l'ACIA ne progresse pas à la même vitesse que le commerce. L'ACIA est devenue l'organisme de surveillance de l'approvisionnement en produits alimentaires canadiens dans le monde. Nous apprécions tout ce que l'ACIA a fait pour nous dans le passé, notamment assurer à nos producteurs et à d'autres producteurs dans le monde un approvisionnement alimentaire vendable, mais en même temps, ne serait-il pas possible d'accélérer un peu les choses?

Vous savez, nous achetons également du bétail des États-Unis. Actuellement, ce bétail des États-Unis est du bétail sans hormone

destiné au marché européen. Il provient de quinze établissements approuvés et, pour être tout à fait honnête, aucun d'eux ne pourrait l'être au Canada.

Je ne dis pas qu'il faut assouplir nos normes. Il faut simplement faire ce qui doit être fait.

Le président: Layton, merci de cette précision.

L'hon. Wayne Easter: Monsieur le président, tout ce que je dis c'est que nous devons accélérer les choses. Il nous reste peu de temps, peut-être que nous pourrions en discuter après cette rencontre.

Le président: Je crois que nous pouvons en parler dans l'autobus.

L'hon. Wayne Easter: Je crois vraiment que vous devez faire parvenir à l'ACIA une lettre au nom du comité ou tenir une rencontre d'urgence avec le président de l'ACIA.

Selon ce que Layton a dit, nous devons absolument leur donner certaines directives. Je n'ai pas assisté à l'audience d'hier, mais si j'ai bien compris, quelqu'un d'autre a soulevé ce point hier.

Le président: Nous pouvons effectivement assurer un suivi de cette question et nous le ferons.

Il me semble que nous n'avons jamais suffisamment de temps. Nous devons être à bord de l'autobus il y a quatre minutes, mais nous avons une bonne discussion et je crois qu'il était important d'aller jusqu'au bout.

Encore une fois, merci à chacun d'entre vous d'avoir pris le temps de venir ici aujourd'hui. En tant qu'agriculteurs, nous savons tous combien il est difficile de se libérer.

Merci beaucoup. La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>